



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

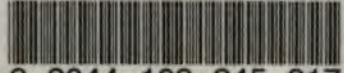
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



3 2044 103 245 817

1.00

BSF ac. 111



HARVARD LAW LIBRARY

GIFT OF

American Institute of International Law

Received Nov. 27 1917

Institut Américain de Droit International

Historique Notes Opinions

Le premier et le plus grand intérêt est toujours la justice. Tous veulent que les conditions soient égales pour tous, et la justice n'est que cette égalité. Le citoyen ne veut que les lois et que l'observation des lois. Chaque particulier dans le peuple sait bien que, s'il y a des exceptions, elles ne seront pas en sa faveur. Ainsi tous craignent les exceptions; et qui craint les exceptions aime la loi.

JEAN JACQUES ROUSSEAU.

INSTITUT AMÉRICAIN DE DROIT INTERNATIONAL
WASHINGTON
1916

NOV 27 1917

AVANT-PROPOS

Le 3 juin 1911, les soussignés firent des démarches en vue de créer un Institut Américain de Droit International à Washington. Ils furent autorisés, le 12 octobre 1912, à déclarer cet Institut fondé. L'Institut Américain de Droit International fut donc formellement inauguré, à Washington, le 29 décembre 1915, à l'occasion et sous les auspices du Second Congrès Scientifique Panaméricain. Cette inauguration eut lieu en présence de l'Honorable Robert Lansing, Secrétaire d'Etat, qui a souhaité la bienvenue au nom des Etats-Unis. Assistaient à la cérémonie Son Excellence, M. Eduardo Suarez Mujica, Ambassadeur du Chili, président du Congrès Scientifique Panaméricain, qui parla au nom de ce Congrès; l'Honorable Elihu Root, président de l'"American Society of International Law," qui parla au nom de cette Société; enfin, de nombreux publicistes représentant la Société Nationale de Droit International dans chacune des vingt-et-une Républiques américaines.

Les soussignés, qui les premiers ont proposé la création de l'Institut, ont cru utile de publier, comme étant d'un intérêt non point seulement passager, les notes circulaires, concernant l'Institut, qu'ils ont adressées aux publicistes des différents pays, exposant la nature et le but de cette institution, ainsi que les services qu'à leur avis on pourrait attendre d'elle. Ils ont cru utile d'y ajouter les opinions de publicistes européens connus, qu'on avait consultés sur l'opportunité de créer un Institut Américain de Droit International et qui s'étaient déclarés nettement en faveur de sa création.

Ces documents exposent l'origine et le but du nouvel Institut, ainsi que les services qu'on espère qu'il pourra rendre à la cause de la justice internationale, et par conséquent à celle de la paix internationale. En outre, ils tracent l'histoire de l'Institut dès sa conception jusqu'à la séance d'ouverture formelle, le 29 décembre 1915. On

a ajouté les statuts et règlement dans la forme définitive dans laquelle ils ont été adoptés par l'Institut pendant sa première session, les documents précités s'y référant à plusieurs reprises. Dans un appendice, on trouvera la liste des membres et du personnel du Bureau; on a pensé, en effet, que ces détails pourraient intéresser, non seulement les membres de l'Institut, mais d'autres personnes entre les mains desquelles le hasard aura mis cette brochure.

Les soussignés sont profondément reconnaissants à leurs amis dans l'Ancien et dans le Nouveau Monde de l'aide qu'ils leur ont prêtée déjà en vue de former l'Institut Américain de Droit International. Et, en les remerciant, ils expriment l'espoir que l'Institut pourra réunir les publicistes de l'Ancien aussi bien que du Nouveau Monde dans une coopération sympathique et utile. Ils souhaitent qu'au moyen de cette coopération la cause de la justice internationale, et par conséquent de la paix internationale, puisse avancer. Ils ont confiance, enfin, que les publicistes d'Amérique pourront, dans une certaine mesure, diminuer la dette—car ils ne pourront jamais l'éteindre—qu'ils ont contractée envers les publicistes de l'Ancien Monde.

Nous apprendrons un jour—et Dieu veuille que ce soit bientôt!—que la voie de la justice, distribuée sans passion entre les nations comme entre les individus, sera la seule employée pour panser et guérir les blessures du monde.

JAMES BROWN SCOTT,
Président.

ALEJANDRO ALVAREZ,
Secrétaire Général.

Washington, D. C., le 3 juin 1916.

MEMBRES FONDATEURS

Amérique (États-Unis d').—JAMES BROWN SCOTT, délégué technique des Etats-Unis à la deuxième Conférence internationale de La Haye, ancien jurisconsulte au département des affaires étrangères, ancien professeur de droit à l'Université Columbia à New-York, rédacteur en chef de *The American Journal of International Law*, membre de l'Institut de droit international.

Argentine.—LUIS M. DRAGO, député, ancien ministre des affaires étrangères, délégué à la deuxième Conférence de La Haye, membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye.

Bolivie.—ALBERTO GUTIERREZ, ancien ministre des affaires étrangères, ancien ministre plénipotentiaire au Chili et au Brésil, ministre plénipotentiaire en Colombie, Vénézuéla et Equateur.

Brésil.—RUY BARBOSA, sénateur, ancien ministre d'État, délégué à la deuxième Conférence de La Haye, membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye.

Chili.—ALEJANDRO ALVAREZ, ancien professeur à la faculté de droit de l'Université du Chili, conseiller au ministère des affaires étrangères, délégué technique à la quatrième Conférence panaméricaine, délégué du Chili, de

Costa-Rica et de l'Equateur à la Conférence des Juristes de Rio de Janeiro pour la codification du droit international, membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye.

Colombie.—ANTONIO JOSÉ URIBE, sénateur, professeur de droit international et d'histoire diplomatique à l'Université de Colombie, ancien ministre des affaires étrangères.

Costa-Rica.—LUIS ANDERSON, ancien ministre d'État, ancien ministre plénipotentiaire.

Cuba.—ANTONIO SANCHEZ DE BUSTAMANTE, sénateur, professeur de droit international à l'Université de la Havane, délégué à la deuxième Conférence de La Haye, membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, membre de l'Institut de droit international.

Equateur.—D^r. RAFAEL ARIZAGA, sénateur, ancien ministre plénipotentiaire aux États-Unis, ancien professeur de droit civil à l'Université de Cuenca, Equateur.

Guatemala.—D^r. ANTONIO BATRES JAUREGUI, ancien ministre d'État, ancien ministre plénipotentiaire, délégué à la Commission des juristes pour la codification du droit international, membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye.

Haïti.—J. N. LÉGER, ancien ministre plénipotentiaire, ministre des affaires étrangères, délégué à la deuxième Conférence panaméricaine, délégué à la deuxième Conférence de La Haye, membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye.

Honduras.—ALBERTO MEMBREÑO, ancien ministre d'État, ministre plénipotentiaire, vice-président de la République, philologue, jurisconsulte.

Mexique.—JOAQUIN D. CASASUS, ancien ministre d'État, ancien ambassadeur à Washington, délégué à la deuxième Conférence panaméricaine, membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye. (Décédé.)

Nicaragua.—D^r. SALVADOR CASTRILLO, ancien ministre plénipotentiaire.

Panama.—D^r. FEDERICO BOYD, ancien ministre d'État, ancien président de la République, membre du "Consejo de Gobierno."

Paraguay.—MANUEL GONDRA, ancien président de la République, ancien ministre d'État, ancien ministre plénipotentiaire.

Pérou.—RAMON RIBEYRO, ancien ministre d'État, ancien ministre plénipotentiaire, membre de la Cour de cassation, doyen de la Faculté de droit et des sciences politiques, membres de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye.

République Dominicaine.—ANDRÉS J. MONTOLIO, ancien procureur général de la République, ancien ministre d'État.

Salvador.—D^r. RAFAEL S. LOPEZ. (Décédé.)

Uruguay.—CARLOS M. DE PENA, ancien recteur et ancien professeur à l'Université de Montevideo, ministre plé-

nipotentiaire à Washington, délégué à la quatrième Conférence panaméricaine.

Vénézuëla. — José GU. FORROU, ancien ministre plénipotentiaire, ministre d'État, délégué à la deuxième Conférence panaméricaine, ex-président du Conseil de Gouvernement, ex-président intérimaire de Vénézuëla.

I
NOTES
ADRESSÉES AUX MEMBRES FONDATEURS

**LETTRE ADRESSÉE PAR M. JAMES BROWN SCOTT À
M. ELIHU ROOT, SÉNATEUR DES ÉTATS-UNIS**

Washington, le 3 juin 1911.

**HON. ELIHU ROOT,
Sénateur des États-Unis,
Washington, D. C.**

Cher Monsieur Root,

Au cours d'un voyage à Paris où il était envoyé, en mission spéciale, par son gouvernement, M. Alejandro Alvarez, conseiller au ministère des affaires étrangères du Chili, membre de la Cour permanente d'arbitrage, s'est récemment arrêté quelques jours à Washington. Vous vous souvenez sans doute que M. Alvarez vint, tout exprès du Chili, assister à la réunion de l'*American Society of International Law*, tenue à Washington en 1909, afin de présenter sur le droit international américain un mémoire qui vous fit le plus grand plaisir et dont la lecture, dans l'annuaire de la société vous intéressa si vivement. M. Alvarez a traité ce même sujet, plus au long, dans un article intitulé *Latin America and International Law*, paru en 1909 dans l'*American Journal of International Law*, et avec plus d'ampleur encore dans un ouvrage intitulé *Le droit international américain* (Paris, 1910).

Pendant le séjour de M. Alvarez à Washington nous avons longuement discuté la question des relations de

l'Amérique du Nord et de l'Amérique latine. Dans le cours de nos conversations, je lui ai exprimé le grand désir, que nous avons tous, de voir les nations américaines resserrer plus étroitement leurs rapports, ce qui ne peut manquer de résulter d'un échange mutuel d'idées et d'une entente cordiale entre nos peuples. M. Alvarez a partagé cette manière de voir, disant qu'il importe que les pays de l'Amérique se connaissent mieux, afin que disparaissent les malentendus qui séparent les pays latins des États-Unis, sinon dans le monde officiel, du moins dans la masse du peuple. Il a approuvé le projet d'échanger des professeurs entre l'Amérique latine et les États-Unis, ainsi que celui d'encourager les étudiants des différentes nations américaines à visiter les États-Unis et y poursuivre leurs études; il a regretté, en même temps, qu'on ne se soit pas servi davantage de ces moyens d'action puissants et vraiment légitimes.

A mon tour, j'ai fait remarquer à M. Alvarez, que si nous pouvions réussir à rapprocher les uns des autres les habitants des différents pays américains, les relations diplomatiques seraient par cela même facilitées; que l'échange d'idées et une plus étroite union de sentiments, naissant des visites réciproques des professeurs et des étudiants, nous uniraient désormais par des liens intellectuels; enfin que si une union politique ou diplomatique plus étroite que l'Union panaméricaine à Washington et les conférences panaméricaines semble hors de question, il est cependant possible de créer un mouvement en vue de déterminer et de propager les principes de droit et de justice, qui devraient régler les relations internationales des pays américains, et en premier lieu leurs relations en temps de paix. J'ai parlé de l'organisation, dans la capitale de chaque pays latino-américain, d'une société de

droit international qui travaillerait dans une communion d'idées avec notre société déjà existante à Washington; le droit international étant une science à laquelle nous portons tous un égal et commun intérêt. M. Alvarez m'a pleinement approuvé et il a émis l'idée de la fondation d'un organe scientifique international.

Après avoir mûrement réfléchi et après avoir discuté les avantages et les difficultés de telles entreprises, nous sommes arrivés aux conclusions suivantes: la meilleure manière de rapprocher les éminents penseurs serait de fonder un Institut américain de droit international où les publicistes de chaque pays seraient représentés par un nombre égal de membres, par exemple cinq, et devraient instituer, dans la capitale de leur pays, une société nationale de droit international; que l'Institut américain devrait tenir, à Washington, la première des réunions périodiques en vue de la discussion scientifique de questions de droit international, et surtout des questions se rapportant à la paix; de la sorte on pourrait rédiger peu à peu un Projet de Code de droit international, résultat de l'échange de vues entre les publicistes américains et de leur harmonieuse collaboration.

Notre opinion est qu'une codification de droit international, entreprise par certains délégués des gouvernements américains, devrait nécessairement se conformer aux instructions expresses ou aux opinions des gouvernements et donnerait un code plutôt politique que scientifique; qu'un meilleur code pourrait résulter d'études approfondies, faites par des publicistes sans caractère officiel, et qu'un tel code aurait, non seulement plus de valeur en lui-même, mais de préférence à tout autre, il serait susceptible d'être adopté, en tout ou en partie, par les gouvernements, soit expressément au cours d'une conférence

panaméricaine soit implicitement et graduellement dans les procédés et les pratiques des différents pays. De toutes manières, il nous a semblé que la coopération non officielle d'une élite de publicistes, choisis en nombre égal dans les États qui composent l'Union panaméricaine, présenterait le plus haut intérêt pour les travaux de codification du droit international des délégués officiels à une conférence.

Aussi, nous avons pensé que l'Institut offrirait une méthode excellente à tous égards pour accomplir d'une manière extra-politique le rapprochement des différents peuples du Nouveau Monde, et M. Alvarez m'a assuré qu'il se mettrait aussitôt en relations avec ses amis de l'Amérique du Sud, pour savoir dans quelle mesure leur concours nous serait assuré dans l'œuvre nouvelle.

Nous avons été d'avis, cependant, qu'il fallait en rester là pour le moment, et qu'il importait, tout d'abord, d'avoir votre opinion avant de formuler un programme d'action; car, comme le dit si bien M. Alvarez, l'Amérique latine se plaît à voir en vous un ami et un conseiller; et votre approbation à notre idée ainsi que votre précieux concours à son exécution donneraient au projet une importance internationale. C'est dire, mon cher M. Root, que votre place est toute marquée et qu'on vous invite à prendre la tête de l'Institut américain proposé. Cet Institut, une fois organisé, ne s'efforcera pas de rivaliser avec l'Institut de droit international déjà existant; mais, cherchant à cimenter la solidarité américaine, il se consacrera surtout à l'étude des problèmes américains et des principes de droit et de justice qui, reconnus et appliqués par les peuples américains dans leurs relations réciproques, nous offriront la meilleure garantie de paix durable.

Si ce projet vous semblait digne d'intérêt, je peux vous

donner l'assurance que les détails en seraient élaborés sans difficultés; par exemple, l'*American Society of International Law* continuerait à fonctionner ainsi qu'auparavant, avec le journal comme moyen d'action. Une société nationale serait formée dans chaque État de l'Amérique latine, et ces sociétés nationales pourraient s'affilier à l'Institut américain proposé. Les membres de cet Institut constitueraient les membres-fondateurs des sociétés nationales, et si nos ressources nous le permettaient, nous pourrions, sans y faire de trop grands changements, publier une édition en langue espagnole de notre journal, qui servirait d'organe à l'Institut proposé. On devrait s'adresser aux publicistes latino-américains pour recevoir leurs œuvres scientifiques; les articles émanant de la direction même du journal seraient plus particulièrement consacrés aux relations et événements panaméricains; les sociétés nationales pourraient nous fournir les documents officiels de leurs gouvernements et les sentences de leurs tribunaux relatives au droit international, ainsi que les dispositions des assemblées législatives, touchant cette même matière. Des exemplaires de l'édition espagnole du journal pourraient être envoyés aux sociétés nationales, pour leurs membres, et, suivant l'état de nos finances, nous pourrions, ensuite, quelque peu réduire le prix d'abonnement.

Je n'ai pas abordé la question des publications dont l'Institut américain projeté pourrait se charger, ni l'examen des détails secondaires qu'il comporte, car je n'ai à cœur, pour l'instant, que d'en soumettre l'idée à vos réflexions, afin que nous puissions en parler la prochaine fois que j'aurai le plaisir de vous voir. Si, comme j'en suis bien certain, nous pouvons compter sur votre concours, j'en reparlerai à M. Alvarez que je dois revoir à

Paris au mois d'octobre. Nous pourrions, alors, adresser une lettre confidentielle aux publicistes américains, les priant de nous informer s'ils sont disposés à nous aider dans la création de l'Institut américain proposé.

Je suis convaincu que l'idée est réalisable et que, si l'Institut américain est fondé, nous pourrions non seulement vulgariser le droit international, mais encore contribuer à un accord sur ses principes. Les membres représentant les États-Unis devraient être des hommes experts dans la science du droit international et qui, par leurs relations personnelles et leurs œuvres, ont gagné la confiance de l'Amérique latine, tels que vous-même, cher M. Root, Messieurs les professeurs John Bassett Moore, Paul S. Reinsch, Leo S. Rowe, et l'Honorable Robert Bacon.

Dans l'espoir que le projet se recommandera de votre bienveillant appui, et que, forts de votre approbation, M. Alvarez et moi, nous pourrions, en octobre, faire les démarches nécessaires pour recueillir les opinions des publicistes latino-américains, je reste toujours

Votre sincèrement dévoué,

JAMES BROWN SCOTT.

**PREMIÈRE NOTE CONFIDENTIELLE SUR LE PROJET
DE CRÉATION D'UN INSTITUT AMÉRICAIN DE
DROIT INTERNATIONAL.**

Paris, le 10 octobre 1911.

La solidarité entre les États du Nouveau Monde est la vraie caractéristique de leur vie extérieure. Elle s'est manifestée dès les premiers jours de leur indépendance pour s'affirmer toujours de plus en plus.

L'Amérique s'est séparée des traditions politiques de l'ancien continent. Les États qui la composent se constituent sous la forme républicaine et démocratique, et leurs constitutions ont une base analogue. Si leur organisation politique est semblable, ils ont aussi des intérêts communs. Pour les régler, des conférences panaméricaines se sont réunies; pour les développer et les surveiller, ils ont créé, à Washington, une "Unión panamericana" où sont représentés tous les États.—C'est donc bien avec raison que l'Amérique est appelée le Nouveau Continent.

Pour maintenir cette solidarité, née de la nature et de l'histoire, et pour développer ce qu'on peut appeler la conscience américaine, il n'y a que des liens officiels; ils sont insuffisants. Il faudrait un lien intellectuel entre tous les États. L'union des efforts des juristes spécialisés dans le droit international donnerait, sans doute, le meilleur résultat.

La nécessité de considérer scientifiquement les rapports internationaux pour les mettre en harmonie avec les besoins de la société moderne, on l'a comprise, dès le dernier tiers du dix-neuvième siècle. C'est à cette époque que Calvo et Lieber, d'Amérique, Bluntschli et d'autres éminents publicistes d'Europe suggèrent l'idée qu'un corps de juristes devrait se livrer à l'étude scientifique du droit international. Donnant suite à cette idée, Rolin-Jaequemyns, en 1873, en envoyait une Note confidentielle aux principaux publicistes, où il appelait l'attention "sur la nécessité, la possibilité et l'opportunité de donner corps et vie, à côté de l'action diplomatique et de l'action scientifique individuelle, à un nouveau et troisième facteur du droit international, à savoir l'action collective scientifique." A cet effet, il proposait de tenir une réunion ou conférence internationale dont le programme était la création d'une académie ou institut pour l'étude du droit des gens, son développement scientifique et son application aux cas qui pourraient se présenter. Presqu'à l'unanimité, les personnages consultés furent favorables à l'idée de M. Rolin-Jaequemyns; de là est né l'Institut de droit international. Ses travaux, sur différentes matières, ont contribué au développement du droit des gens; ses résolutions ont servi et servent de modèles pour les accords ou conventions signés par différents États; elles ont aidé puissamment aussi aux conférences internationales, notamment aux deux Conférences de la Paix.

Tandis que de tels efforts obtenaient un si grand succès en Europe, l'Amérique restait en arrière, se contentant, pour sa part, de suivre les avis des publicistes européens.

Les États de l'Amérique, en se présentant comme nations indépendantes dans la société internationale, en ont modifié l'aspect et ont exercé une influence très grande

sur les rapports internationaux, et même sur les progrès du droit des gens. Il leur a bien été possible de formuler des principes nouveaux; de modifier des principes généralement admis et de pratiquer d'autres qui, à la même époque, recevaient à peine leur application en Europe. Leur influence a modifié des principes généralement admis. Ils ont pu, aussi, s'entendre sur nombre de points à l'égard desquels un accord mondial n'est pas encore possible. Enfin, les États américains ont eu des problèmes ou des situations spéciales, étant donné leur condition géographique ou leur naissance à la vie politique.

Un *Institut américain de droit international* s'impose donc, analogue à celui qui a été fondé en Europe et avec lequel il serait en intime rapport, sans faire, cependant, double emploi avec lui.

Le but de cet Institut serait tout naturellement indiqué: il aborderait le droit international public en général. Cette étude, en même temps qu'elle contribuerait à éclairer la portée et la nature des rapports internationaux, tendrait plus spécialement à les vulgariser; elle ressermerait les liens entre États, les rapprochant toujours, de plus en plus, de la justice. On contribuerait de la sorte à la consolidation de la paix.

Tout à fait en dehors des rivalités politiques de l'Europe, éloignés d'elle par sa situation géographique, les États de l'Amérique, libérés, en outre, de tout antagonisme entre eux, ont eu et peuvent avoir, sur bien des matières, des vues justes et impartiales sur les rapports internationaux.

L'Institut se proposerait aussi de discuter les problèmes de caractère américain, c'est-à-dire ceux qui intéressent principalement notre Continent, pour tâcher de leur donner une solution conforme aux principes généraux universellement acceptés, si cela est possible, ou les élargir

et même les développer en conformité du désir exprès ou tacite des États américains et les principes fondamentaux du droit.

Il se proposerait enfin de publier, dans un Recueil spécial, tous les documents diplomatiques, tant historiques qu'actuels, qui peuvent intéresser les États du Nouveau-Monde. Tous ces documents seraient publiés dans leur texte original et accompagnés de leur traduction en langue française, afin qu'ils puissent être connus de toutes les personnes qui s'adonnent à ces travaux. Bien qu'on ait désiré confier cette tâche à d'autres institutions, seule une association, telle que celle que nous présentons, peut la mener à bonne fin.

L'Institut, à l'exemple de l'*Institut de droit international*, doit être exclusivement scientifique. Toute visée politique devrait être exclue de son programme. En conséquence, aucune question qui toucherait, soit directement, soit indirectement, la politique pendante entre les États d'Amérique, ne pourra être l'objet d'aucune discussion. Quant aux autres matières, on ne devra les discuter qu'au point de vue juridique.

A cet effet, il faudra considérer les rapports du droit international, non au point de vue métaphysique, mais positif, c'est-à-dire s'inspirer des convenances de la société internationale tout entière et des données de la conscience juridique universelle. Sur cette base, on cherchera des solutions pratiques, dans ce sens qu'elles ne blesseront pas des intérêts existants et seront d'un accomplissement facile.

La base de l'Institut sera la fédération des sociétés nationales de droit international qui se forment dans tous les pays d'Amérique; elles nommeront un nombre égal

de délégués pour constituer l'Institut. Il devrait avoir aussi des correspondants étrangers qui pourraient, par leur science, contribuer utilement à l'œuvre commune.

Les soussignés,—après avoir consulté d'éminents publicistes de l'Amérique et de l'Europe, et après une mûre réflexion des avantages et des difficultés d'application d'une telle œuvre, sont persuadés que l'organisation, en Amérique, d'un Institut, dans la forme ci-dessus indiquée, rendrait les plus grands services à notre Continent.

Au préalable, nous avons cru qu'il convenait de provoquer un échange de vue avec des juristes distingués, en Amérique, en choisissant, tout d'abord, une seule personnalité dans chacun des États.

Dans ce but, nous prenons la liberté de vous adresser la présente Note, strictement confidentielle. En échange, nous vous demandons de vouloir bien nous communiquer les impressions que cette Note vous aura suggérées.

Si la majorité des réponses est favorable à la création de l'Institut, nous estimons qu'une réunion préparatoire pourrait avoir lieu, soit à Washington, soit à Paris, à une date aussi rapprochée que possible—mars ou avril de l'année prochaine.

Pour notre part, nous croyons que Washington serait plus particulièrement indiqué, parce qu'à la fin d'avril doit se tenir, dans cette ville, la sixième réunion annuelle de *The American Society of International Law*. Bien que l'Institut doive être tout à fait indépendant de cette association, il conviendrait que les deux réunions puissent avoir lieu à peu près à la même date.

Dans l'espoir que vous voudrez bien examiner attentivement la proposition que nous venons de vous soumettre et que vous nous donnerez votre réponse dans le

plus bref délai, nous vous prions, cher Monsieur, de croire
à l'assurance du parfait dévouement

De vos dévoués,

JAMES BROWN SCOTT,

*Délégué technique des États-Unis, à la deuxième Conférence
Internationale à La Haye,*

*Ancien jurisconsulte au département des Affaires étrangères des
États-Unis,*

*Ancien professeur de droit à l'Université Columbia, à New-York,
Rédacteur en chef de The American Journal of International
Law,*

Membre de l'Institut de droit international.

ALEJANDRO ALVAREZ,

*Ancien professeur à la Faculté de droit de l'Université du Chili,
Conseiller au ministère des Affaires étrangères du Chili,*

Membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye,

*Délégué technique du Chili, à la quatrième Conférence Pan-
américaine.*

**DEUXIÈME NOTE CONFIDENTIELLE SUR LE PROJET
DE CRÉATION D'UN INSTITUT AMÉRICAIN DE
DROIT INTERNATIONAL.**

**2 JACKSON PLACE,
Washington, D. C., le 4 juillet 1912.**

MONSIEUR ET CHER COLLÈGUE,

Le 10 octobre 1911, j'eus l'honneur de vous adresser, au nom de M. A. Alvarez et au mien, une lettre accompagnée d'un projet sur l'organisation d'un Institut américain de droit international; je vous priais en même temps de vouloir bien nous seconder par votre précieuse coopération. Des lettres identiques furent aussi envoyées à d'autres publicistes de haute renommée. A toutes ces lettres nous avons depuis reçu de bienveillantes réponses, ce qui prouverait que dans l'opinion des juristes et publicistes panaméricains les plus distingués l'organisation de l'Institut proposé est éminemment désirable.

Le projet a aussi été soumis à l'examen d'un certain nombre de publicistes européens jouissant de la plus haute considération dans leurs propres pays aussi bien qu'à l'étranger, et, sans exception, ils se sont prononcés nettement en faveur de l'institution proposée.

Vous trouverez ci-joint ces différentes opinions dont la lecture, j'en suis certain, ne peut laisser le moindre doute que l'Institut proposé ne soit digne de l'approbation des publicistes tant américains qu'européens, qui seraient déçus si le projet n'était pas mis à exécution.

Aussi les promoteurs du projet, encouragés à continuer leurs efforts, croient devoir faire, sans délai, les démarches nécessaires pour assurer l'organisation et le succès de l'Institut américain. Ce m'est donc un grand honneur de vous envoyer ci-inclus au nom de M. Alvarez et au mien une première rédaction des statuts et règlement.

Les auteurs du projet de l'Institut croient que ce dernier peut rendre les plus grands services à la cause du droit des gens en se consacrant en premier lieu, mais non d'une façon exclusive, à l'étude des principes du droit et de la justice qui dirigent les relations internationales, et en particulier les relations entre les Républiques américaines; l'Institut serait en outre appelé à rendre de grands services à l'humanité en cherchant les différentes voies et en étudiant les meilleurs moyens pour maintenir, fondées sur le droit et la justice, les relations normales entre les nations, sans disperser ses efforts dans la réglementation de la guerre. D'ailleurs, d'autres organisations scientifiques et des écrivains de talent ne manqueront sans doute pas de s'adonner à l'étude approfondie de tout ce qui se rapporte à la guerre. L'Institut américain, nous semble-t-il, devrait concentrer, en premier lieu, tous ses efforts vers la paix et les relations pacifiques, sans toutefois s'interdire la discussion de questions touchant à la guerre, les droits et obligations des belligérants et des neutres.

Il nous a paru en outre prudent et à propos de profiter de l'expérience de l'Institut de droit international acquise pendant les quarante années de son existence en adoptant les articles de son règlement qui se recommandaient à notre attention.

Il ressort de l'examen des statuts proposés que l'organisation sera démocratique et que l'Institut américain sera fondé sur les principes de fédération; démocratique, en ce sens qu'il sera composé d'un nombre égal de publi-

cistes de chacune des républiques de l'hémisphère occidental et que les membres n'en seront pas élus arbitrairement par l'Institut. L'Institut américain est de plus établi sur les principes de fédération, parce qu'il a en vue l'organisation et l'existence distincte de sociétés nationales de droit international dans chaque État américain. Quant aux membres de l'Institut, ils seront présentés par les sociétés nationales et élus par l'ensemble des suffrages dudit Institut; de la sorte, les publicistes de chaque république américaine pourront en devenir membres, et nul ne pourra acquérir cette qualité s'il n'est présenté par la société nationale de son pays, à moins que cette société ne soit pas organisée, auquel cas l'Institut américain élira lui-même les membres.

Il convient de faire remarquer que les publicistes américains auxquels la note du 10 octobre 1911 fut envoyée sont priés d'apposer leur signature au bas des statuts, ils deviennent ainsi membres fondateurs de l'Institut américain. Il est à espérer qu'ils donneront aussi leur approbation au règlement, qui, comme il a déjà été remarqué, est presque le même que celui de l'Institut européen. C'est ainsi que, selon l'opinion des auteurs du projet, ils constitueront l'Institut américain de droit international, le doteront de statuts et d'un règlement éprouvés, sujets, cependant, à amendements ou révision, partiellement ou en totalité, lors de la première session de l'Institut américain.

Les auteurs du projet espèrent qu'aussitôt que les membres fondateurs à qui cette lettre est adressée auront revêtu les statuts de leur signature ils s'efforceront de faire avancer l'organisation d'une société nationale de droit international dans leur propre pays, société affiliée à l'Institut américain de droit international.

Les auteurs sont convaincus que l'Institut, composé comme il le sera, d'éminents publicistes panaméricains, remplira les conditions les plus avantageuses pour rendre d'importants services au droit des gens; et que, quelque grand que puisse devenir le succès de la nouvelle Institution, l'organisation et le plein développement des sociétés nationales rendront même de plus grands services en vulgarisant les principes de droit international, les portant à la connaissance des citoyens intelligents et éclairés de chacune des républiques américaines.

C'est ainsi que l'Institut américain deviendra l'organe international des républiques américaines. Les sociétés nationales seront les représentants nationaux dont les membres auront le droit d'assister et de participer aux séances de l'Institut.

Si les statuts et règlement reçoivent votre approbation, les auteurs du projet vous sauront gré de vouloir bien apposer votre signature au bas d'une expédition de chaque document que vous renverrez, aussitôt que possible, à l'adresse des soussignés. Ils espèrent en outre que vous voudrez non seulement leur faire connaître votre entière adhésion à l'organisation de la société nationale, mais consacrer une part de votre activité à sa constitution; enfin vous voudrez bien leur permettre de nommer un comité de direction provisoire, qui restera en fonctions jusqu'à la première séance régulière de la société et fera les démarches nécessaires pour en compléter l'organisation et convoquer la première réunion.

Dans l'espoir que vous voudrez bien revêtir les statuts de votre signature et devenir ainsi membre fondateur de l'Institut américain de droit international, en approuver le règlement, autoriser les auteurs du projet à constituer une organisation temporaire, et que vous voudrez

vous même faire tous vos efforts pour assurer l'organisation de la société nationale de droit international, je vous prie de vouloir bien agréer l'assurance de la considération la plus respectueuse de

Votre obéissant serviteur,

JAMES BROWN SCOTT.

NOTE SUR LA FONDATION D'UN INSTITUT AMÉRICAIN DE DROIT INTERNATIONAL

Washington, D. C., le 12 octobre 1912.

MONSIEUR ET CHER COLLÈGUE :

Le 10 octobre 1911, une Note confidentielle était adressée à un certain nombre de publicistes des États de l'Amérique, afin de recueillir leur avis sur l'opportunité de fonder un Institut américain de droit international. L'idée de cette création fut reçue partout avec enthousiasme. En Europe elle trouva également le meilleur accueil auprès d'éminentes personnalités du droit international, dont l'approbation a été pour nous le plus précieux des encouragements. Aussi, le 4 juillet 1912, les publicistes américains étaient-ils saisis d'un projet de statuts et de règlement. En même temps une nouvelle circulaire les priait de nous faire connaître leur adhésion pleine et entière. Celle-ci n'a pas tardé à nous parvenir. Forts d'un tel succès et confiants en l'avenir, nous avons donc décidé de nous mettre à la besogne sans plus attendre.

Un premier acte s'imposait, nous venons de le réaliser : aujourd'hui le 12 octobre 1912, à Washington, l'Institut américain de droit international a été fondé.

Mais il ne suffit pas de créer une œuvre, il faut encore

préciser la tâche qu'on doit accomplir, tracer la voie qu'on se propose de suivre. Nous avons, dans notre première Note, esquissé le but de la nouvelle institution; il nous paraît utile de le rappeler à nouveau et d'exposer le programme d'action qu'il comporte à nos yeux.

I

L'objet de l'Institut américain de droit international est de réaliser une aspiration qui a toujours dominé la vie politique des États du Nouveau Monde: trouver le moyen d'assurer la paix et de resserrer les liens de solidarité que la nature et l'histoire ont créés entre ces États. Œuvre grandiose, tâche difficile, mais que facilitent aujourd'hui le progrès et l'évolution des pays américains dans la vie internationale.

Cette aspiration au règne de la paix est maintenant universelle. Et, par delà les mers, elle unit les nations dans un même désir de réalisation.

Tout le monde reconnaît qu'un des plus sûrs moyens d'assurer la paix, est d'instruire et fortifier l'opinion publique dans le sentiment de la justice, ainsi que de soumettre à une réglementation juridique les rapports internationaux existants. Mais comment concevoir et orienter cette réglementation?

La complexité des problèmes qui président à la vie des nations donne désormais au droit des gens une orientation nouvelle dont les principaux caractères sont que les rapports entre États n'ont plus, comme autrefois, un caractère individualiste et métaphysique, mais fondé sur la solidarité. Ensuite on s'efforce de déterminer, voire même codifier, les règles de droit international aujourd'hui imprécises ou divergentes, détermination qui est faite d'après les données des rapports existants, mais en tenant compte

des progrès et des améliorations que la civilisation comporte.

Ces caractères du droit des gens apparaissent avec la plus évidente clarté dans les travaux des Conférences internationales de la Paix qui se sont assemblées à La Haye en 1899 et en 1907, et dont la dernière avait réuni presque tous les États du monde. Après avoir établi qu'ils voulaient "étendre l'empire du droit et fortifier le sentiment de la justice internationale" (préambule de la "convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux"), ils ont reconnu, ce qui est plus important, qu'à défaut de règles juridiques il y a lieu de recourir aux principes du droit des gens d'abord, et, à leur défaut, aux principes généraux de justice et d'équité (préambule de la "convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre," de 1899 et de 1907; préambule de la "convention concernant les droits et les devoirs des puissances neutres en cas de guerre maritime" (1907), et "convention relative à l'établissement d'une Cour internationale des prises" (1907), art. 7, § 2).

Plus peut-être que ceux de l'Europe, les États de l'Amérique ont cherché à réaliser, au moyen de conventions, l'uniformité des règles du droit international. Dans leurs accords, ils se sont inspirés toujours des données de leur vie politique et des principes libéraux, justes et fraternels. Leur désir d'arriver à une codification du droit international est parvenu récemment à un commencement d'exécution: au mois de juin dernier, une Conférence de juriconsultes s'est tenue à Rio de Janeiro qui, après avoir arrêté la base des travaux préliminaires, s'est divisée en plusieurs Commissions, pour travailler, en toute conscience, à l'œuvre entreprise.

II

Étant donné l'orientation du droit des gens moderne, les institutions qui se consacrent à l'étude de ce droit doivent nécessairement prendre comme guide de leurs travaux cette tendance tracée par la volonté unanime des États.

Le nouvel Institut se proposera d'abord d'aider au développement scientifique du droit international en prenant l'initiative d'établir les principes et de préciser les règles, aujourd'hui vagues ou mal définies, voire même inexistantes. Il s'efforcera, dans cette réglementation, de répondre à la fois aux exigences de la vie des peuples et à l'idée de justice et de solidarité.

Il tâchera aussi d'assurer, dans la mesure du possible, l'unité de pensée sur ces matières, notamment parmi les nations américaines. Cette unité ne sera-t-elle pas le plus heureux prélude de l'accord général des États, sans distinction de continent?

Un éminent jurisconsulte, qui, dès la première heure, a prêté son concours à notre œuvre pour la présenter au public européen, a dit très justement: "La seconde Conférence de la Paix, en appelant à La Haye tous les États de l'Amérique, a permis de constater entre eux, sur certains points quelques désaccords. Ils n'ont pas tous la même conception, ni du droit de la paix, ni du droit de la guerre. Mais comment persuader l'Europe de la justice des vues américaines, si l'Amérique n'en est pas déjà préalablement convaincue? Et, d'autre part, de quelle autorité les propositions américaines ne seront-elles pas revêtues quand elles émaneront, non pas de tel ou tel État, mais de l'Amérique tout entière, qui les ayant étudiées dans l'Institut américain de droit international, les aura votées dans les Conférences panaméricaines?"

Ce n'est point là toutefois la seule tâche que s'est assignée l'Institut américain.

La situation géographique, l'histoire et la vie politique des États du Nouveau Monde ont posé des problèmes spéciaux et fait naître des situations particulières.

À la solution de ces problèmes et à l'examen de ces situations, il faut, quand cela sera possible, appliquer les principes généraux universellement acceptés. Mais, à défaut de cette application, il conviendra d'élargir et même de développer ces principes, suivant la notion de justice et en tenant compte des désirs exprès ou tacites des États américains.

Cet aspect du droit international, qu'on peut appeler américain, n'implique nullement, pour l'Institut, le désir de créer un droit spécial à son continent, différent du droit international universel. Pas plus d'ailleurs que ne l'ont fait les Conférences panaméricaines, le nouvel Institut ne fera œuvre particulariste en réglementant les problèmes et les situations qui intéressent les États du Nouveau Monde: ceux-ci entendent conserver au droit international son caractère universel; mais ils ont aussi l'impérieux devoir de résoudre ensemble des problèmes internationaux à caractère nettement américain, restés jusqu'ici sans solution. Nous sommes heureux de constater que nos éminents collègues européens, qui ont bien voulu nous encourager dans notre œuvre, ont exprimé une opinion conforme à la nôtre sur ce point.

Afin de poursuivre son but scientifique, l'Institut aidera l'œuvre de la codification du droit des gens que les États américains se sont déjà proposés d'entreprendre. C'est un labeur considérable qui exigera de longs travaux préparatoires, de sûres documentations, des études critiques minutieuses et de sérieuses compétences. Mais la tâche,

pour ardue qu'elle soit, n'est pas impossible. Une institution scientifique est d'ailleurs plus à même de réaliser cette œuvre que des assemblées d'initiative officielle.

Dans certains pays de l'Amérique, des publications ont paru qui sont de nature à faciliter une semblable tâche. C'est ainsi qu'aux États-Unis existe le remarquable *Digest of International Law* du savant professeur Moore. Il serait à souhaiter que tous les États prissent l'initiative de publier des ouvrages analogues, tout en leur donnant des proportions plus modestes. Pour aider à ces publications, l'Institut fera paraître, en les classant méthodiquement, les documents relatifs aux faits diplomatiques ainsi que les textes de lois, les traités, les sentences arbitrales, etc., concernant les États du Nouveau Monde.

La codification du droit international ne saurait suffire à elle seule, il faut encore en assurer l'interprétation et l'application. Cette interprétation et cette application ne peuvent être laissées à la libre volonté ou à l'arbitraire d'un État. Et, à ce sujet, il faut éviter l'influence de l'ancien système du droit civil qui réservait à l'argumentation logique un rôle prépondérant, et apporter ici un esprit pratique qui permette de rendre synonymes les expressions de "loi," de "justice" et d'"équité." La nécessité d'assurer cette application et cette interprétation du droit international n'a pas d'ailleurs échappé à la clairvoyance des diplomates qui ont siégé à La Haye. Ceux-ci ont voté, en effet, comme annexe au premier vœu de la deuxième Conférence de la Paix, un projet en vue d'organiser une Cour de justice arbitrale. Et l'article premier de ce projet indique nettement le caractère de la Cour; elle doit être "d'un accès libre et facile, réunissant des juges représentant les divers systèmes juridiques du monde, et capables d'assurer la continuité de la jurisprudence arbitrale."

L'Institut s'attachera enfin, d'une façon primordiale, à former et orienter l'opinion publique des États d'Amérique en devenant, autant que possible, l'organe de la conscience juridique de leur continent. Sans une opinion publique, qui conçoit l'importance des règles de droit et leur observation, il ne peut y avoir de véritable droit international. Celui-ci trouvera en elle, plus que dans la force, son véritable soutien, car elle exige que le droit établi soit partout appliqué. Le règlement du nouvel Institut prévoit, à cette fin, la fondation de Sociétés nationales, qui seront composées d'un nombre illimité de membres. L'une d'elles s'est déjà fondée au Mexique, et plusieurs sont en voie de formation dans d'autres pays. Nous ne saurions trop espérer que, dans chaque État, les membres fondateurs de l'Institut consacrent tous leurs efforts à créer, dès maintenant, cet organe indispensable.

III

En exerçant son activité suivant les tendances du droit des gens moderne et en tenant compte des nécessités et des aspirations du continent Américain, le nouvel Institut ne sera pas le rival de son aîné, l'Institut de droit international, mais son collaborateur. Il aidera à préparer et à faciliter, tout à la fois la tâche des Conférences mondiales et des Conférences panaméricaines. Sa fondation vient à son heure, car elle répond à une nécessité réelle. C'est ce qu'ont fort bien compris les publicistes européens, puisque leur parole autorisée a, dès le début, soutenu nos efforts. Nous les associons tous dans une même pensée de reconnaissance pour l'intérêt bienveillant qu'ils ont porté à notre œuvre.

Notre gratitude doit aller aussi à nos confrères d'Amérique, membres de la troisième Commission, issue de la

Conférence de Rio de Janeiro, qui ont daigné nous honorer d'un vote par acclamation.

Enfin M. Elihu Root a tout spécialement droit à notre profonde gratitude. Toujours dévoué, en tant qu'homme d'État et comme publiciste, à l'œuvre de concorde et d'harmonie entre les États du Nouveau Monde, l'éminent jurisconsulte n'a pas hésité à se consacrer à notre cause: il a applaudi vivement à notre idée, il a adhéré sans réserve à notre projet; il nous a donné la preuve la plus éclatante de sa sympathie en acceptant la présidence d'honneur de l'Institut américain de droit international. L'autorité de son nom est pour nous le plus sûr garant du succès.

Nous avons l'honneur de vous adresser, ci-joint, le règlement du nouvel Institut qui a été approuvé par la grande majorité des membres; dans une réunion que nous espérons prochaine, il sera procédé aux modifications qu'on croira devoir apporter à ce règlement.

Conformément à l'autorisation que nous ont donnée les membres fondateurs en approuvant les statuts, nous sommes, dès maintenant, temporairement organisés de la façon suivante:

Président d'honneur: M. ELIHU ROOT.

Président: M. JAMES BROWN SCOTT.

Secrétaire général: M. ALEJANDRO ALVAREZ.

Trésorier: M. LUIS ANDERSON.

Veuillez agréer, cher Monsieur, l'expression de notre considération la plus distinguée.

JAMES BROWN SCOTT. ALEJANDRO ALVAREZ.

NOTE SUR L'INSTITUT AMÉRICAIN DE DROIT INTERNATIONAL ET LES SOCIÉTÉS NATIONALES Y AFFILIÉES.

Washington, D. C., le 22 février 1915.

MONSIEUR ET CHER COLLÈGUE :

Vous vous rappelez qu'au cours d'une entrevue personnelle, à Washington, les soussignés ont considéré les mesures à prendre pour resserrer, plus intimement, les relations des peuples des Républiques américaines et, si possible, assurer leur coopération, en rapprochant leurs personnalités intellectuelles dirigeantes par des réunions personnelles, en vue de travailler en commun à la poursuite d'un commun idéal. Le but, auquel les soussignés pensaient, était d'obtenir, dans la plus grande mesure possible, la coopération privée, non-officielle, des publicistes américains, suivant la distinction capitale, par eux reconnue, des actes, d'une part, des gouvernements, et, de l'autre, des individus.

Il est clair que les questions d'ordre politique ou diplomatique sont et doivent être réservées à l'examen des gouvernements, et les questions d'ordre industriel et commercial à celui des gouvernements et des techniciens compétents. Les soussignés eurent donc soin de se limiter à ce qu'on peut appeler le champ de l'activité intellectuelle; mais, reconnaissant l'ampleur de ce champ, ils jugèrent sage de n'essayer d'en couvrir qu'une faible partie, où les *leaders* intellectuels des Amériques seraient assurés de trouver un terrain commun, et d'attendre,

d'une coopération sympathique, des résultats qui deviendraient avec le temps un bienfait pour les peuples des différents pays, et pour les pays eux-mêmes dans leurs rapports mutuels.

Sentant, néanmoins, qu'ils n'étaient que deux représentants de deux des pays d'Amérique, désirant, d'ailleurs, profiter des vues d'un homme, dont l'horizon ne se limitait pas à la terre natale, mais que sa grande expérience juridique et diplomatique rendait apte à discerner pleinement les mérites, ou à relever, s'il y en avait, les défauts de cette proposition, ou, enfin, à suggérer, si elle en était digne, les moyens d'en assurer l'exécution, ils écrivirent à M. Elihu Root une lettre, dont l'extrait, qui suit, explique brièvement leurs intentions et objets :

Après avoir mûrement réfléchi et après avoir discuté les avantages et les difficultés de telles entreprises, nous sommes arrivés aux conclusions suivantes : la meilleure manière de rapprocher les éminents penseurs serait de fonder un Institut américain de droit international où les publicistes de chaque pays seraient représentés par un nombre égal de membres, par exemple cinq, et devraient instituer, dans la capitale de leur pays, une société nationale de droit international ; que l'Institut américain devrait tenir à Washington, la première des réunions périodiques en vue de la discussion scientifique de questions de droit international, et surtout des questions se rapportant à la paix ; de la sorte on pourrait rédiger peu à peu un Projet de Code de droit international, résultat de l'échange de vues entre les publicistes américains et de leur harmonieuse collaboration.

Après mûr examen de ce projet, M. Root déclara en approuver complètement les intentions et objets. Il ex-

primait, en même temps, le désir de coopérer à la réalisation du projet.

Les soussignés, cependant, sentaient qu'il était désirable de discuter le projet avec les publicistes d'Europe dans le but de profiter de leur jugement, de leur expérience, et, aussi, de faire acte de courtoisie en leur demandant si la création d'un Institut américain de droit international serait favorablement accueillie par l'Institut de droit international, dont ils étaient membres, et qui devait, nécessairement, servir de modèle à l'Institut américain. Les publicistes consultés se déclarèrent absolument favorables. Ce fut ainsi, grâce à l'approbation de M. Root, d'abord, puis à l'encouragement des publicistes européens que les soussignés s'estimèrent justifiés de soumettre leur projet aux publicistes américains. Ils adressèrent donc, en date du 10 octobre 1911, à divers publicistes des États d'Amérique, avec lesquels ils avaient l'honneur d'être en relations, une note confidentielle, pour les prier d'examiner si le projet avait leur approbation à ce point qu'ils voulussent bien concourir à sa réalisation. Les réponses à l'enquête furent toutes, sans exception, favorables.

Les soussignés préparèrent, en conséquence, un projet de statuts et de règlement pour l'Institut, et l'accompagnèrent d'une note confidentielle du 4 juillet 1912, dont on cite ici les paragraphes suivants :

Il ressort de l'examen des statuts proposés que l'organisation sera démocratique et que l'Institut américain sera fondé sur les principes de fédération; démocratique, en ce sens qu'il sera composé d'un nombre égal de publicistes de chacune des Républiques de l'hémisphère occidental et que les membres n'en seront pas élus arbitrairement par l'Institut. L'Institut américain est de plus établi sur les principes de fédé-

ration, parce qu'il a en vue l'organisation et l'existence distincte de sociétés nationales de droit international dans chaque État américain. Quant aux membres de l'Institut, ils seront présentés par les sociétés nationales et élus par l'ensemble des suffrages dudit Institut; de la sorte, les publicistes de chaque République américaine pourront en devenir membres, et nul ne pourra acquérir cette qualité s'il n'est présenté par la société nationale de son pays, à moins que cette société ne soit pas organisée, auquel cas l'Institut américain élira lui-même les membres.

Dans la dernière partie de la même note, les soussignés en venaient à signaler le moyen de constituer des sociétés nationales qui semblait de nature à en faciliter la formation, et ils indiquaient les rapports, qui, dans leur opinion, devraient exister entre les sociétés, d'une part, et l'Institut, de l'autre :

Les auteurs du projet espèrent qu'aussitôt que les membres fondateurs à qui cette lettre est adressée auront revêtu les statuts de leur signature ils s'efforceront de faire avancer l'organisation d'une société nationale de droit international dans leur propre pays, société affiliée à l'Institut américain de droit international.

Les auteurs sont convaincus que l'Institut, composé comme il le sera, d'éminents publicistes panaméricains, remplira les conditions les plus avantageuses pour rendre d'importants services au droit des gens; et que, quelque grand que puisse devenir le succès de la nouvelle institution, l'organisation et le plein développement des sociétés nationales rendront même de plus grands services en vulgarisant les principes de droit international, les portant à la connaissance des citoyens intelligents et éclairés de chacune des Républiques américaines.

C'est ainsi que l'Institut américain deviendra l'organe international des Républiques américaines. Les sociétés nationales seront les représentants nationaux dont les membres auront le droit d'assister et de participer aux séances de l'Institut.

En terminant, les soussignés suggéraient une méthode, en vertu de laquelle l'Institut pouvait être créé immédiatement, sans le retard qu'aurait causé la réunion, à cette fin, de ses membres fondateurs:

Si les statuts et règlement reçoivent votre approbation, les auteurs du projet vous sauront gré de vouloir bien apposer votre signature au bas d'une expédition de chaque document que vous renverrez, aussitôt que possible, à l'adresse des soussignés. Ils espèrent en outre que vous voudrez non seulement leur faire connaître votre entière adhésion à l'organisation de la société nationale, mais consacrer une part de votre activité à sa constitution: enfin vous voudrez bien leur permettre de nommer un comité de direction provisoire, qui restera en fonctions jusqu'à la première séance régulière de la société et fera les démarches nécessaires pour en compléter l'organisation et convoquer la première réunion.

La réponse à cette note fut aussi favorable que prompt. Les statuts furent signés, et un exemplaire retourné, suivant leur désir, aux soussignés, qui furent autorisés à compléter l'organisation de l'Institut et y procédèrent, le 12 octobre 1912, en choisissant pour membres provisoires du bureau, les personnes dont les noms suivent:

<i>Président honoraire:</i>	M. ELIHU ROOT.
<i>Président:</i>	M. JAMES BROWN SCOTT.
<i>Secrétaire général:</i>	M. ALEJANDRO ALVAREZ.
<i>Trésorier:</i>	M. LUIS ANDERSON.

D'une note de même date, annonçant aux membres fondateurs, l'organisation de l'Institut, nous établissons le passage suivant :

En exerçant son activité suivant les tendances du droit des gens moderne et en tenant compte des nécessités et des aspirations du continent américain, le nouvel Institut ne sera pas le rival de son aîné, l'Institut de droit international, mais son collaborateur. Il aidera à préparer et à faciliter, tout à la fois, la tâche des Conférences mondiales et des Conférences panaméricaines. Sa fondation vient à son heure, car elle répond à une nécessité réelle. C'est ce qu'ont fort bien compris les publicistes européens, puisque leur parole autorisée a, dès le début, soutenu nos efforts. Nous les associons tous dans une même pensée de reconnaissance pour l'intérêt bienveillant qu'ils ont porté à notre œuvre.

Notre gratitude doit aller aussi à nos confrères d'Amérique, membres de la troisième Commission, issue de la Conférence de Rio de Janeiro, qui ont daigné nous honorer d'un vote par acclamation.

Enfin M. Elihu Root a tout spécialement droit à notre profonde gratitude. Toujours dévoué, en tant qu'homme d'État et comme publiciste, à l'œuvre de concorde et d'harmonie entre les États du Nouveau Monde l'éminent jurisconsulte n'a pas hésité à se consacrer à notre cause : il a applaudi vivement à notre idée, il a adhéré sans réserve à notre projet ; il nous a donné la preuve la plus éclatante de sa sympathie en acceptant la présidence d'honneur de l'Institut américain de droit international. L'autorité de son nom est pour nous le plus sûr garant de succès.

Ayant ainsi retracé les démarches faites par les sous-signés en vue de créer l'Institut, il semble désirable d'exposer, avec quelque détail, l'objet de l'Institut, la sphère exacte de son activité, les résultats qu'on peut espérer de

son existence et de son fonctionnement, et, à cet égard, d'extraire des notes antérieurement envoyées, des passages de nature à montrer que les raisons de créer l'Institut sont aujourd'hui ce qu'elles ont toujours été.

Dans la note confidentielle du 10 octobre 1911, il est dit :

Le but de cet Institut serait tout naturellement indiqué : il aborderait le droit international public en général. Cette étude, en même temps qu'elle contribuerait à éclairer la portée et la nature des rapports internationaux, tendrait plus spécialement à les vulgariser ; elle resserrerait les liens entre États, les rapprochant toujours, de plus en plus, de la justice. On contribuerait de la sorte à la consolidation de la paix.

Tout à fait en dehors des rivalités politiques de l'Europe, éloignés d'elle par sa situation géographique, les États de l'Amérique, libérés, en outre, de tout antagonisme entre eux, ont eu et peuvent avoir, sur bien des matières, des vues justes et impartiales sur les rapports internationaux.

L'Institut se proposerait aussi de discuter les problèmes de caractère américain, c'est-à-dire ceux qui intéressent principalement notre Continent, pour tâcher de leur donner une solution conforme aux principes généraux universellement acceptés, si cela est possible, ou les élargir et même les développer en conformité du désir exprès ou tacite des États américains, et les principes fondamentaux du droit.

Dans une note confidentielle du 4 juillet 1912, après avoir montré que les fins et l'objet de l'Institut américain sont analogues à celui de l'Institut de droit international, on observe :

Les auteurs du projet de l'Institut croient que ce dernier peut rendre les plus grands services à la cause du droit des gens en se consacrant en premier lieu,

mais non d'une façon exclusive, à l'étude des principes du droit et de la justice qui dirigent les relations internationales, et en particulier les relations entre les Républiques américaines; l'Institut serait en outre appelé à rendre de grands services à l'humanité en cherchant les différentes voies et en étudiant les meilleurs moyens pour maintenir fondées sur le droit et la justice les relations normales entre les nations, sans disperser ses efforts dans la réglementation de la guerre. D'ailleurs, d'autres organisations scientifiques et des écrivains de talent ne manqueront sans doute pas de s'adonner à l'étude approfondie de tout ce qui se rapporte à la guerre. L'Institut américain, nous semble-t-il, devrait concentrer, en premier lieu, tous ses efforts vers la paix et les relations pacifiques, sans toutefois s'interdire la discussion de questions touchant à la guerre, les droits et obligations des belligérants et des neutres.

Et dans la note du 12 octobre 1912, annonçant la fondation de l'Institut, les fins et l'objet de la nouvelle institution sont plus complètement précisés, et, pour autant que ceci regarde les soussignés, sont, finalement, exposés dans les paragraphes suivants, extraits de ce document:

L'objet de l'Institut américain de droit international est de réaliser une aspiration qui a toujours dominé la vie politique des États du Nouveau Monde: trouver le moyen d'assurer la paix et de resserrer les liens de solidarité que la nature et l'histoire ont créés entre ces États. Œuvre grandiose, tâche difficile, mais que facilitent aujourd'hui le progrès et l'évolution des pays américains dans la vie internationale.

Cette aspiration au règne de la paix est maintenant universelle. Et, par delà les mers, elle unit les nations dans un même désir de réalisation.

Tout le monde reconnaît qu'un des plus sûrs moyens d'assurer la paix, est d'instruire et fortifier

l'opinion publique dans le sentiment de la justice, ainsi que de soumettre à une réglementation juridique les rapports internationaux existants. Mais comment concevoir et orienter cette réglementation?

La complexité des problèmes qui président à la vie des nations donne désormais au droit des gens une orientation nouvelle dont les principaux caractères sont que les rapports entre États n'ont plus, comme autrefois, un caractère individualiste et métaphysique, mais fondé sur la solidarité. Ensuite on s'efforce de déterminer, voire même codifier, les règles de droit international aujourd'hui imprécises ou divergentes, détermination qui est faite d'après les données des rapports existants, mais en tenant compte des progrès et des améliorations que la civilisation comporte.

Ces caractères du droit des gens apparaissent avec la plus évidente clarté dans les travaux des Conférences internationales de la Paix qui se sont assemblées à La Haye en 1899 et en 1907, et dont la dernière avait réuni presque tous les États du monde. Après avoir établi qu'ils voulaient "étendre l'empire du droit et fortifier le sentiment de la justice internationale" (préambule de la "convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux"), ils ont reconnu, ce qui est plus important, qu'à défaut de règles juridiques il y a lieu de recourir aux principes du droit des gens d'abord, et, à leur défaut, aux principes généraux de justice et d'équité (préambule de la "convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre," de 1899 et de 1907; préambule de la "convention concernant les droits et les devoirs des puissances neutres en cas de guerre maritime" (1907), et "convention relative à l'établissement d'une Cour internationale des prises" (1907), art. 7, § 2).

Plus peut-être que ceux de l'Europe, les États de l'Amérique ont cherché à réaliser, au moyen de conventions, l'uniformité des règles du droit international. Dans leurs accords, ils se sont inspirés toujours des données de leur vie politique et des prin-

cipes libéraux, justes et fraternels. Leur désir d'arriver à une codification du droit international est parvenu récemment à un commencement d'exécution: au mois de juin dernier, une Conférence de jurisconsultes s'est tenue à Rio de Janeiro qui, après avoir arrêté la base des travaux préliminaires, s'est divisée en plusieurs Commissions, pour travailler, en toute conscience, à l'œuvre entreprise.

Étant donné l'orientation du droit des gens moderne, les institutions qui se consacrent à l'étude de ce droit doivent nécessairement prendre comme guide de leurs travaux cette tendance tracée par la volonté unanime des États.

Le nouvel Institut se proposera d'abord d'aider au développement scientifique du droit international en prenant l'initiative d'établir les principes et de préciser les règles aujourd'hui vagues ou mal définies, voire même inexistantes. Il s'efforcera, dans cette réglementation, de répondre à la fois aux exigences de la vie des peuples et à l'idée de justice et de solidarité.

Il tâchera aussi d'assurer, dans la mesure du possible, l'unité de pensée sur ces matières, notamment parmi les nations américaines. Cette unité ne sera-t-elle pas le plus heureux prélude de l'accord général des États, sans distinction de continent?

Un éminent jurisconsulte, qui, dès la première heure, a prêté son concours à notre œuvre pour la présenter au public européen, a dit très justement: "La seconde Conférence de la Paix, en appelant à La Haye tous les États de l'Amérique, a permis de constater entre eux, sur certains points quelques désaccords. Ils n'ont pas tous la même conception, ni du droit de la paix, ni du droit de la guerre. Mais comment persuader l'Europe de la justice des vues américaines, si l'Amérique n'en est pas déjà préalablement convaincue? Et, d'autre part, de quelle autorité les propositions américaines ne seront-elles pas revêtues quand elles émaneront, non pas de tel

ou tel État, mais de l'Amérique tout entière, qui les ayant étudiées dans l'Institut américain de droit international, les aura votées dans les Conférences panaméricaines?"

Ce n'est point là toutefois la seule tâche que s'est assignée l'Institut américain.

La situation géographique, l'histoire et la vie politique des États du Nouveau Monde ont posé des problèmes spéciaux et fait naître des situations particulières.

À la solution de ces problèmes et à l'examen de ces situations, il faut, quand cela sera possible, appliquer les principes généraux universellement acceptés. Mais, à défaut de cette application, il conviendra d'élargir et même de développer ces principes, suivant la notion de justice et en tenant compte des désirs exprès ou tacites des États américains.

Cet aspect du droit international, qu'on peut appeler américain, n'implique nullement, pour l'Institut, le désir de créer un droit spécial à son continent, différent du droit international universel. Pas plus d'ailleurs que ne l'ont fait les Conférences panaméricaines, le nouvel Institut ne fera œuvre particulariste en réglementant les problèmes et les situations qui intéressent les États du Nouveau Monde: ceux-ci entendent conserver au droit international son caractère universel; mais ils ont aussi l'impérieux devoir de résoudre ensemble des problèmes internationaux à caractère nettement américain, restés jusqu'ici sans solution. Nous sommes heureux de constater que nos éminents collègues européens, qui ont bien voulu nous encourager dans notre œuvre, ont exprimé une opinion conforme à la nôtre sur ce point.

Afin de poursuivre son but scientifique, l'Institut aidera l'œuvre de la codification du droit des gens que les États américains se sont déjà proposés d'entreprendre. C'est un labeur considérable qui exigera de longs travaux préparatoires, de sûres documentations, des études critiques minutieuses et de sérieuses com-

pétences. Mais la tâche, pour ardue qu'elle soit, n'est pas impossible. Une institution scientifique est d'ailleurs plus à même de réaliser cette œuvre que des assemblées d'initiative officielle. . . .

La codification du droit international ne saurait suffire à elle seule, il faut encore en assurer l'interprétation et l'application. Cette interprétation et cette application ne peuvent être laissées à la libre volonté ou à l'arbitraire d'un État. Et, à ce sujet, il faut éviter l'influence de l'ancien système du droit civil qui réservait à l'argumentation logique un rôle prépondérant, et apporter ici un esprit pratique qui permette de rendre synonymes les expressions de "loi," de "justice" et d'"équité." La nécessité d'assurer cette application et cette interprétation du droit international n'a pas d'ailleurs échappé à la clairvoyance des diplomates qui ont siégé à La Haye. Ceux-ci ont voté, en effet, comme annexe au premier vœu de la deuxième Conférence de la Paix, un projet en vue d'organiser une Cour de justice arbitrale. Et l'article premier de ce projet indique nettement le caractère de la Cour; elle doit être "d'un accès libre et facile, réunissant des juges représentant les divers systèmes juridiques du monde, et capables d'assurer la continuité de la jurisprudence arbitrale."

L'Institut s'attachera enfin, d'une façon primordiale, à former et orienter l'opinion publique des États d'Amérique en devenant, autant que possible, l'organe de la conscience juridique de leur continent. Sans une opinion publique, qui conçoit l'importance des règles de droit et leur observation, il ne peut y avoir de véritable droit international. Celui-ci trouvera en elle, plus que dans la force, son véritable soutien, car elle exige que le droit établi soit partout appliqué.

Il a paru utile d'expliquer, avec quelque étendue, l'origine du projet et les mesures, qui ont été, jusqu'à présent, prises en vue de sa réalisation. On notera que,

dans de précédentes communications, les soussignés ont exprimé l'opinion que les sociétés nationales formées dans chacune des Républiques américaines rendraient, dans chacune d'elles, les plus grands services à la cause du droit international, de plus grands services même que l'Institut, et que, parlant de ce dernier, ils se sont toujours sentis portés à dire que sa fondation répondait à une réelle nécessité.

Comme exemple de l'intérêt qu'on attache à l'établissement de l'Institut américain de droit international et des sociétés nationales à y être affiliées, ainsi que de la confiance avec laquelle on envisage les services que l'Institut même, et les sociétés nationales pourront rendre à la cause du droit international, nous citerons le cas de l'Uruguay.

Son Excellence M. le Président de cette République est partisan de l'établissement d'une Société uruguayenne de droit international, et il a même désigné un Comité à cette fin. La Société sera placée sous la protection du Gouvernement, comme il appert du décret qui suit, promulgué le 29 décembre, 1914 :

Ministère des Affaires Étrangères,
Montévidéo, le 29 décembre 1914.

Considérant :

1°. Les invitations offertes par M. Robert Bacon, au nom de M. Elihu Root et de la Dotation Carnegie pour la Paix Internationale, et par M. James Brown Scott de la Société américaine de droit international et de l'Institut américain de droit international relativement à l'organisation d'une société nationale de même caractère dans l'Uruguay, pour coopérer aux fins de l'Institut :

2°. Que les fins de l'Institut américain de droit international, visant le développement de ce dernier et

la consolidation du sentiment en faveur de la justice internationale et de l'acceptation partout de l'action pacifique dans le règlement des conflits internationaux, méritent l'approbation et l'appui le plus ferme des gouvernements américains;

Le Président de la République a résolu et décrète:

Art. 1. Sont désignés MM. Juan Zorrilla de San Martin, Manuel Arbelaz, Juan Antonio Buero, Benjamin Fernandez y Medina, Daniel Garcia Acevedo, Adolfo Berro Garcia et Fermin Carlos de Yeregui comme Comité organisateur de la Société uruguayenne, qui devra s'affilier à l'Institut américain de droit international.

Art. 2. La Société uruguayenne de droit international soumettra ses statuts et règlement à l'approbation des autorités compétentes, afin d'obtenir force de personnalité légale et d'être déclarée institution d'intérêt public, qualité dont le Gouvernement désire qu'elle soit revêtue pour mieux accomplir ses fins.

Art. 3. Ce décret sera communiqué, inséré et publié.

BATLLE Y ORDONEZ—Baltasar Brum.

Les soussignés croient que les exposés précédents étaient exacts et saisissent l'occasion, qui s'offre, de les réaffirmer. Mais, s'ils étaient exacts, quand ils furent écrits, ils le sont encore plus à l'heure actuelle, quand les plus grandes et quelques-unes des plus hautement civilisées des nations du monde semblent avoir renié leurs professions pacifiques pour les reléguer à l'arrière-plan et s'adresser à l'épée comme au meilleur mode de solution des conflits internationaux. Les soussignés ne s'aventurent pas à exprimer une opinion sur les raisons qui ont pu amener les nations à la guerre, ou à discuter les origines ou les conséquences du conflit. Ils ne se réfèrent à la tragédie, qui s'est élevée sur le continent européen, que pour renforcer leurs vues que les publicistes d'Amérique

ont le devoir de s'unir dans un commun effort, pour développer un système de droit international dans le Monde Occidental, qui résolve les différends qui sont de nature à s'élever entre les nations, sans avoir recours à la force, apte, sans doute, à résoudre les questions de puissance et de résistance physique, mais non à décider, nécessairement, qui a tort ou raison dans une discussion.

La formation des sociétés nationales de droit international et de l'Institut américain de droit international pouvait, antérieurement, sembler d'ordre académique: les événements d'un semestre, depuis le 1^{er} août 1914, prouvent qu'elles sont, pour le Nouveau Monde, une grande nécessité.

Les soussignés sont convaincus de l'utilité, justifiée, à leurs yeux, des observations suivantes.

La guerre dans laquelle sont engagées presque toutes les grandes puissances de l'Europe est l'événement le plus considérable de l'histoire de l'humanité; ses effets économiques se sont fait sentir dans le monde entier et ses effets politiques, non seulement en Europe, mais encore en Asie et en Afrique. Elle marquera assurément dans l'histoire la fin d'un régime sous lequel a vécu l'Europe et l'avènement d'un autre que tous désirent: le règne de la paix et de la fraternité entre les hommes et les peuples. Plus d'une leçon s'en dégage pour la civilisation future.

Une des premières réalités qu'elle a mises au jour est la nécessité de réorganiser la société des nations sur des bases plus stables, ainsi que le droit qui doit régir ses relations, en comblant ses lacunes et en remédiant à ses défauts.

Elle a montré aussi que l'Amérique a des intérêts politiques distincts de ceux de l'Europe, et doit être entièrement indépendante de l'organisation politique de la commu-

nauté européenne, encore qu'elle ait, dans la société internationale, un devoir, et, par suite, une mission de paix et de fraternité; toute l'Amérique est solidaire dans ses intérêts politiques ainsi que pour les problèmes nés de sa situation continentale.

Pour accomplir sa mission de civilisation et prendre une vue de plus en plus nette de ses intérêts et de ses problèmes, il est indispensable qu'elle s'organise, qu'elle ait une conscience ou opinion continentale, qui l'éclaire et, au besoin, l'oriente. Un des moyens les plus efficaces pour atteindre ce but est la formation, dans chaque pays, d'une société nationale de droit international, reliée à l'Institut qui en centralise l'action. L'idée émise en 1912 reprend ainsi grande force et actualité.

En 1912 l'idée de la fondation d'un Institut américain fut favorablement accueillie par les plus éminents publicistes d'Amérique et de l'Europe, auxquels nous nous étions adressés pour leur demander leur avis. Tous furent unanimes à louer l'importance de la fondation. L'éminent homme d'état américain, M. Elihu Root, accepta aussi avec un grand intérêt la présidence d'honneur du nouvel Institut.

En 1913 M. Robert Bacon, ancien Secrétaire d'État, fit un voyage aux pays de l'Amérique latine dans un but scientifique, en s'intéressant spécialement à la fondation, dans chaque pays par lui visité, d'une société nationale de droit international affiliée à l'Institut. Son initiative donna les plus beaux résultats, car, grâce à elle, se sont formées déjà, ou sont en train de se former, des sociétés nationales dans tous les États de l'Amérique latine.

Cette même année se produisit aussi un événement de la plus grande importance. Dans sa huitième réunion annuelle, la grande société—*American Society of Interna-*

tional Law—qui est composée de plus de mille membres et qui compte dans son sein les plus éminents professeurs de droit international des universités américaines, demanda, comme société nationale, l'affiliation à l'Institut.

Actuellement, il est plus que jamais nécessaire de terminer la tâche commencée en 1912; c'est-à-dire de former dans tous les États de l'Amérique des sociétés nationales de droit international et de réunir l'Institut américain dans une session solennelle en 1915.

Si la date de la fondation de l'Institut a coïncidé avec la date de la découverte du Nouveau Monde, c'est presque un heureux hasard que sa constitution définitive coïncide avec un autre centenaire, celui du Congrès de Vienne, qui a mis fin aux guerres napoléoniennes et retait la carte de l'Europe.

En 1815 l'Amérique latine n'était pas encore née à la vie politique, car ce sont les événements de 1815 qui lui ont facilité l'indépendance et l'entrée dans la société des nations. A cette époque elle devait sa culture aux idées juridiques et politiques européennes. Aujourd'hui que la civilisation européenne traverse une crise formidable, il faut qu'elle s'organise pour se faire le porte-voix du droit et de la justice dans les rapports internationaux.

Nous avons cru que la première réunion du nouvel Institut devrait coïncider avec un autre événement très important dans l'histoire de l'unité de la pensée américaine: la réunion du deuxième Congrès scientifique panaméricain, qui doit avoir lieu à Washington en décembre 1915. L'Institut pourra avoir sa première réunion à la même époque sous les auspices de la société nationale des États-Unis, l'*American Society of International Law*.

Afin de réaliser le mieux possible ces idées, nous vous prions de hâter la formation de la société nationale de

votre pays, si elle n'est pas déjà formée, afin qu'elle puisse nommer les membres dont parle le projet de statuts et de règlement, que nous vous avons envoyé en son temps.

Et en vue d'aider à la formation des sociétés locales, auxquelles les soussignés attachent la plus grande importance, et dans lesquelles l'Institut trouve ses fermes et solides fondements, les soussignés joignent ici, en annexe, un projet de statuts d'une société nationale. Les soussignés n'ont pas l'exagération de croire que ce projet peut être adopté par les publicistes des différents pays, lors de la rédaction des statuts de la société nationale. Il s'est basé sur les statuts de la Société française de droit international, fondée le 22 février 1913.

Veuillez agréer, cher Monsieur, l'expression de notre considération la plus distinguée.

JAMES BROWN SCOTT.

ALEJANDRO ALVAREZ.

ANNEXE

PROJET DE STATUTS D'UNE SOCIÉTÉ NATIONALE

SOCIÉTÉ CHILIENNE DE DROIT INTERNATIONAL

STATUTS

ARTICLE PREMIER

Conformément à l'article V du Projet de Statuts de l'Institut américain de droit international, une Société nationale de droit international est créée au Chili.

ART. 2

Elle a son siège à Santiago du Chili.

OBJET

ART. 3

Elle a pour objet:

1°. De coordonner les efforts et d'unifier les vues des jurisconsultes chiliens en rapprochant, dans un mutuel échange d'idées, tous ceux d'entre eux qui s'intéressent au droit international public;

2°. De développer la connaissance et encourager l'étude, au Chili, du droit international, notamment en donnant à l'opinion publique une vue précise et nette de l'œuvre entreprise dans le domaine scientifique par les Instituts de droit international, tant mondial qu'américain, dans le domaine pratique par les conférences de la paix de La Haye et les conférences panaméricaines;

3°. De discuter les questions de droit international, particulièrement les questions de caractère américain, en s'efforçant de les résoudre conformément aux principes

généraux et universellement acceptés, s'il est possible, ou bien en élargissant et en développant ces principes suivant la notion de justice et en tenant compte des désirs exprès ou tacites des États américains;

4°. De contribuer à l'œuvre de codification du droit international conformément aux traditions, aux sentiments et aux intérêts du Chili, en tant que ces traditions, ces sentiments et ces intérêts se concilient avec les intérêts généraux de l'humanité;

5°. De faire progresser le sentiment de solidarité entre les Républiques du Continent américain, de manière à fortifier l'amitié et la confiance réciproques entre citoyens des États américains.

COMPOSITION

ART. 4

La Société se compose de trois catégories de membres, tous de nationalité chilienne: les membres fondateurs, les membres titulaires et les associés.

ART. 5

Les membres fondateurs sont ceux qui ont accepté cette qualité en répondant à l'invitation qui leur aura été faite de constituer la Société, par le membre chilien fondateur de l'Institut américain de droit international ou au nom de ce dernier.

ART. 6

Les membres titulaires sont ceux proposés par la Société nationale pour faire partie de l'Institut américain de droit international, conformément à l'article V du Projet de statuts et à l'article 1^{er} du Projet de règlement

dudit Institut. Leur nombre ne peut être supérieur à cinq.

ART. 7

Les associés sont ceux agréés par le Conseil de Direction sur la présentation d'un membre fondateur.

ADMINISTRATION

ART. 8

L'Administration est confiée à un Bureau et à un Conseil de Direction.

Le Bureau se compose d'un Président, d'un Secrétaire et d'un Trésorier. Ils sont élus par l'Assemblée générale parmi les membres fondateurs. Ils restent en fonction pendant trois ans et sont rééligibles.

ART. 9

Le Conseil de Direction se compose :

- 1°. Des membres du bureau;
- 2°. De six autres membres élus par l'Assemblée générale.

Les membres du Conseil de Direction, élus pour trois ans, sont rééligibles.

ART. 10

Le Bureau a la gestion des biens de la Société.

Il rend compte de cette gestion au Conseil de Direction.

Il représente la Société à l'égard des tiers.

ART. 11

Le Conseil a la direction générale de la Société.

ART. 12

L'Assemblée générale des membres de la Société pro-

cède aux élections et approuve les comptes du trésorier.

Elle décide, s'il y a lieu, des modifications aux statuts.

ART. 13

L'initiative de la modification des statuts appartient au Conseil de Direction.

Elle appartient aussi aux membres de la Société dans la forme d'un projet rédigé, articles par articles, signé de vingt membres au moins et communiqué au Conseil de Direction deux mois avant la date d'une Assemblée générale.

Le Conseil de Direction peut s'approprier ce projet et le proposer en son nom; dans le cas contraire, il a le droit de présenter, sous forme de rapport, son avis sur la proposition faite à l'Assemblée.

ART. 14

Toutes les décisions de l'Assemblée générale sont prises à la majorité absolue des membres présents.

Il sera procédé de même en cas d'élection.

S'il s'agit d'une modification aux statuts, le nombre des votants doit être des deux tiers au moins.

Le vote par mandataire est admis.

COTISATIONS ET FONDS

ART. 15

Les frais de la Société sont couverts:

1°. Par les cotisations des membres.

La cotisation, à moins de dispositions contraires stipulées dans les règlements, est annuelle et s'élève à 25 piastres.

2°. Par des fondations et autres libéralités. La forma-

tion progressive d'un fonds est proposée, dont les revenus seront consacrés aux dépenses du secrétariat, des sessions, des publications, et autres services réguliers.

FONCTIONNEMENT

ART. 16

La Société discute et vote des projets ou des résolutions, entend des communications et des rapports. Des commissions peuvent être constituées pour l'étude de questions déterminées. Ces commissions nomment elles-mêmes un rapporteur.

RÈGLEMENT

ART. 17

Le Conseil de Direction est chargé d'établir un Règlement pour l'exécution des présents statuts. Le Règlement fixera notamment la périodicité des séances du Conseil de Direction et de la Société et réglera toutes autres questions relatives au fonctionnement de la Société.

Signé: JAMES BROWN SCOTT.
ALEJANDRO ALVAREZ.

II
OPINIONS
DES PUBLICISTES EUROPÉENS SUR LA
FONDATION DE L'INSTITUT

L'INSTITUT AMÉRICAIN DE DROIT INTERNATIONAL¹

Article de M. A. de Lapradelle,

**PROFESSEUR À LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS, ASSOCIÉ DE
L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL**

Ce n'est pour le moment, qu'un dessein; mais il est de ceux qui, sitôt conçus, s'exécutent. Ce n'est encore qu'une proposition; mais elle est de celles qui, sitôt formulées, s'acceptent. Ce n'est, enfin, qu'un projet; mais il est de ceux qui, sitôt formés, se réalisent. L'initiative en revient à deux maîtres du droit américain, dont le nom seul commande l'attention: M. Alejandro Alvarez, ancien professeur à l'Université de Santiago, conseiller du département chilien des affaires étrangères, membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, dont les remarquables travaux sur le droit international américain ont depuis quelques années très sérieusement intéressé les spécialistes et très fortement impressionné l'opinion; M. James Brown Scott, dont l'esprit toujours en éveil, s'ingénie sans cesse à développer une science à laquelle, professeur et conseiller légiste, éditeur de l'*American Journal of International Law*, directeur de la Section juridique de la *Fondation Carnegie*, il a, de multiples manières, consacré son activité.

¹Cet article ainsi que le suivant et la plupart des opinions des publicistes européens ont été publiés dans la *Revue générale de Droit international public*, t. XIX (1912), p. I-IX, 329-334; t. XX (1913), p. 74-112.

Avec autant de hardiesse que de sagacité, l'un et l'autre ont compris qu'à l'heure actuelle, en Amérique, une création s'imposait. Il y a quarante ans, Rolin-Jaequemyns demandait aux jurisconsultes des deux mondes leur sentiment sur le projet par lui formé d'un Institut de droit international. Reprenant, pour la mieux adapter à leur continent, l'idée de Rolin, MM. Alvarez et Scott ont sollicité, dans chacun des dix-neuf États américains au nom desquels ils ne pouvaient parler, l'opinion autorisée d'un représentant éminent du droit international. Les réponses qui leur sont arrivées sont unanimes, précises, approbatives, enthousiastes. Et, quand à Washington, en avril prochain, la sixième session de l'*American Society of International Law* sera terminée, les vingt et un représentants scientifiques de vingt et un États de l'Amérique poseront les premières assises de l'*Institut américain de droit international*: œuvre nouvelle et grandiose, dont le nom est, en même temps qu'un hommage à l'*Institut—mondial—de droit international*, un programme très large et très précis d'action.

* * *

Coupés par la nature elle-même en trois régions aux caractères tranchés, le Nord, le Centre et le Sud, les États de l'Amérique sont partagés par leur double origine, anglo-saxonne et latine, entre deux grandes civilisations, qui les orientent, avec des tempéraments différents, vers des conceptions juridiques divergentes; mais issus de la révolution et de la guerre, attirés par la forme fédérative, acquis aux institutions républicaines, ils sont plus que ceux d'Europe, unis par le sentiment d'une solidarité commune. Ayant, du Nord au Sud, à faire vivre et grandir, après l'émancipation, dans des territoires immenses, des États qui, trop peu nombreux, devaient appeler

l'étranger, mais qui, voulant être indépendants, devaient un jour l'écarter, les nations américaines ont devant elles, à des degrés divers, les mêmes problèmes fondamentaux. Trop jeunes pour être déjà toujours en possession de la sagesse politique, trop neuves pour avoir déjà partout la plénitude de leur puissance économique, elles éprouvent encore des difficultés constitutionnelles ou des embarras financiers qui troublent les rapports internationaux. A peine arrêtées par une crise de croissance, qui sévit encore sur quelques-unes, mais dont la plupart sont depuis longtemps sorties, elles ignorent les conflits d'ambition, de culture et de race qui pèsent depuis des siècles sur le libre développement de l'Europe. Bien qu'elles aient entre elles plus d'un litige, à raison surtout de l'incertitude de frontières trop mollement tracées quand, jadis, elles étaient administratives et non pas politiques, les nations américaines sont d'autant mieux disposées à résoudre juridiquement leurs différends, qu'elles ont pour leur expansion plus d'espace, et dans leurs souvenirs moins de ran-cunes. Peut-être sont-elles parfois plus agitées par la guerre civile que leurs aînées d'Europe, mais elles sont aussi moins exposées à la guerre internationale, plus ardentes à souhaiter la paix et plus confiantes dans l'action bienfaisante de l'arbitrage. Sincèrement idéalistes, elles sont nées à la vie politique avec un double culte : celui du droit et de la liberté.

Aussi l'Amérique aspire-t-elle, depuis longtemps, à se donner, par ses propres moyens, une organisation qui l'aide à se développer librement, en réalisant pacifiquement son idéal.

Bolívar avait eu le grand dessein d'une vaste union, du Nord au Sud. Mais les vues du héros de l'indépendance sud-américaine se heurtèrent aux conseils que laissait.

après lui, le héros de l'indépendance nord-américain. Bolivar était partisan d'une confédération générale groupant du Nord au Sud tous les États américains; le vœu suprême de Washington, exprimé dans son *Adresse d'adieu*, était que les États-Unis, maîtres de leur destinée, fussent toujours libres de toute alliance: le Congrès de Panama, préconisé par Bolivar, échoua. M. Blaine tenta, dans l'ordre économique, l'union que Bolivar avait en vain cherchée dans l'ordre politique, mais sans plus de succès: sur le projet capital d'un Zollverein américain, la Conférence de Washington ne put aboutir.

Une conférence internationale peut, sans toucher le but qu'elle se propose, en atteindre un second, moins chimérique, et, partant, plus utile. C'est ainsi que la première Conférence de La Haye, manquant son but initial, le désarmement, s'en est heureusement donné un second: la civilisation de la guerre et le développement de l'arbitrage. De même, la conférence de Washington, impuissante à réaliser son premier objet, l'Union douanière panaméricaine, s'en est découvert un second: l'Union juridique américaine.

Un projet de traité d'arbitrage, des rapports sur les brevets et les marques de fabrique, l'extradition, le droit international privé marquent, à la conférence de Washington, le point de départ d'une orientation nouvelle. Désormais le panaméricanisme a trouvé son principe et sa direction: l'entente américaine ne sera ni politique, ni économique, elle sera juridique. Aux Congrès de Mexico (1901-1902), de Rio de Janeiro (1906), de Buenos-Ayres (1910), l'idée se développe; dès la deuxième conférence diplomatique américaine, de véritables unions se forment: union pour la propriété littéraire et artistique, union pour la propriété industrielle. La codification du droit inter-

national public et privé, résolue à Rio de Janeiro (1906), est, à Buenos-Ayres, l'objet d'une intéressante proposition, sur laquelle la prochaine *réunion des juristes pour la codification* devra se prononcer; les questions du droit international public et du droit international privé seront distribuées en deux catégories: celles d'un intérêt américain, celles d'un intérêt universel. Les premières seront l'objet d'une série de propositions soumises aux prochaines conférences panaméricaines; les secondes, d'une série de propositions soumises, par les États américains, aux prochaines conférences de La Haye.

* * *

Pour que la codification diplomatique puisse se réaliser, il est de toute nécessité qu'une codification scientifique la précède. Plus souple que l'initiative officielle, moins sensible aux échecs et plus difficile à décourager, l'initiative privée peut seule tracer la voie, explorer la route à ses risques, reconnaître les obstacles, chercher les terrains d'entente les plus sûrs et, de proche en proche, avancer, des questions simples où l'accord est aisé, à celles, plus compliquées, où l'accord sera plus difficile.

A soutenir une telle entreprise, l'effort des jurisconsultes isolés est impuissant. Courageusement, plus d'un s'est cependant mis à l'œuvre et, dès maintenant, un *Projet brésilien de droit international public* a paru. Mais la codification du droit international, public ou privé, ne saurait se faire en un jour. C'est un de ces travaux qui demandent, pour s'achever, non pas un homme, mais des hommes, non pas une génération, mais des générations: c'est une de ces grandes constructions qui, pareilles aux cathédrales du moyen-âge, auxquelles des foules ont travaillé durant des siècles, demeurent encore souvent inachevées. Codifier, sinon totalement, du moins en grande

partie, le droit international, c'est une entreprise si considérable que, seule, une association peut utilement la concevoir et pratiquement l'exécuter. Un Dudley Field, un Bluntschli, un Fiore peuvent tracer un projet de Code pour donner plus de précision à leurs formules et de relief à leurs idées; mais de leurs codifications ne sont jamais sortis et ne sortiront jamais que des traités de droit international en forme de Code.

Seule, une association internationale groupant, non seulement toutes les compétences, mais toutes les nationalités auxquelles s'imposera le Code, peut tenter d'en arrêter l'avant-projet, après une discussion où tous les points de vue qu'il s'agit d'unifier seront exposés et, s'il y a lieu, conciliés. Si les conférences de La Haye ont, à deux reprises, donné d'étonnants résultats, c'est que les travaux de l'Institut de droit international les avaient précédées et que, les mêmes hommes qui, dans les conférences, portaient officiellement la parole comme plénipotentiaires, avaient, dans l'Institut, individuellement, en pleine liberté, travaillé comme savants.

* * *

Préparant les conférences panaméricaines comme l'Institut de droit international a préparé celles de La Haye, le nouvel Institut conformera son programme au leur, et, puisqu'elles entendent traiter les questions américaines, c'est d'elles tout d'abord qu'il devra s'occuper. Car l'Amérique a ses problèmes, nés des conditions de son histoire et de sa vie.

Dans ce continent aux passions souvent ardentes, encore agité par des mouvements tumultueux d'États et de gouvernements qui se fondent, le pouvoir est parfois très instable, l'émeute fréquente, la sécurité plus difficile à maintenir que dans la vieille Europe où la population,

assagie par le temps, est plus aisément contenue dans des limites étroites: les problèmes de la reconnaissance des belligérants, des États et des gouvernements, ceux des devoirs des États tiers en cas de guerre civile, de la responsabilité pour dommages causés aux étrangers, de l'asile dans les légations et les consulats, se présentent avec une force, une ampleur, une originalité, que les nations européennes ignorent. Dans cette région où les limites, lointaines et peu connues, sont naturellement imprécises, les questions de bornage se posent avec une variété d'aspects, une complexité que l'Europe, aux frontières certaines, pied à pied disputées par la guerre, ne saurait soupçonner. Tandis que, dans l'ancien monde, la liberté ne s'applique, par traités, qu'aux fleuves internationaux, dans l'Amérique du Sud, elle s'étend, par simple décret, jusqu'aux fleuves internes. Dans l'ancien continent, les questions d'immigration ne se posent pas, le nouveau continent les tient justement pour vitales. Ce ne sont là d'ailleurs que des exemples. Ils suffisent à montrer l'importance et la variété des problèmes particuliers dont le nouvel Institut, fidèle au programme des conférences panaméricaines, aura tout d'abord à s'occuper.

Mais, suivant le programme même de ces conférences, il devra, d'autre part, étudier les problèmes généraux du droit des gens dans le but de dégager à leur égard, pour les prochaines conférences de La Haye, le point de vue américain: œuvre toute nouvelle, d'un puissant intérêt pour l'Europe. La seconde Conférence de la paix, en appelant à La Haye tous les États de l'Amérique, a permis de constater entre eux, sur certains points quelques désaccords. Ils n'ont pas tous la même conception, ni du droit de la paix, ni du droit de la guerre. Mais comment persuader l'Europe de la justesse des vues américaines si

l'Amérique n'en est pas déjà préalablement convaincue? Et, d'autre part, de quelle autorité les propositions américaines ne seront-elles pas revêtues quand elles émaneront, non pas de tel ou tel État, mais de l'Amérique tout entière, qui, les ayant étudiées dans l'*Institut américain de droit international*, les aura votées dans les Conférences pan-américaines?

* * *

L'*Institut américain de droit international* sera donc un instrument d'études, un organe d'enquêtes, mis à la disposition des Conférences panaméricaines pour résoudre les problèmes américains de droit international et préciser la conception américaine des problèmes communs. Une telle œuvre exige une méthode rigoureuse. Pour que le nouvel Institut fasse, à l'avant-garde des Conférences panaméricaines, son délicat office d'éclaireur, il faut qu'il institue, sur chaque question, des enquêtes, publie des documents, recueille des matériaux.

Nous ne sommes plus aux temps de Grotius et de Vattel. Le droit des gens n'apparaît plus comme un pur ouvrage de l'esprit. C'est la conséquence de l'histoire et le produit même de la vie. La règle de droit se dégage des faits et des textes: ce sont ces faits et ces textes qu'il faut connaître.

Pour préparer ses délibérations, sur des sujets déterminés, le nouvel Institut devra classer les lois, les traités, les incidents diplomatiques, leurs solutions amiables ou jurisprudentielles, et dégager ainsi les grands courants d'idées qui tendent à se former au contact de la réalité. La méthode documentaire est la seule qui puisse faire progresser le droit international. Si le nouvel Institut veut bien se pénétrer de cette idée, s'il applique à sa réalisation cette largeur d'initiative et cette sûreté d'exécution,

dont les Américains nous ont donné, déjà, tant de preuves, il aura bien mérité non seulement de l'Amérique, mais de l'Europe, car il aura servi la politique des nations de la plus sûre manière : par la science.

* * *

Il y a quarante ans, deux hommes, qui n'auront pas vu cet Institut, mais dont le double souvenir, cher aux deux Amériques, l'aura préparé, Lieber et Calvo, répondaient chaleureusement à l'appel de Rolin-Jaequemyns qui sollicitait leur concours. Le moment est venu pour l'Europe d'accueillir l'initiative américaine de MM. Alvarez et Scott avec le même enthousiasme que l'Amérique accueillit l'initiative européenne de Rolin-Jaequemyns. C'est avec une joie sincère qu'elle saluera la naissance, entre les sociétés locales et l'Institut de droit international, de cet organe nouveau qui, dès maintenant, apporte aux amis de l'Amérique, aux fidèles du droit, les plus belles espérances, de cet Institut, qui sera bientôt la conscience juridique d'un monde.

Mais les jurisconsultes d'Europe se contenteront-ils d'adresser à leurs confrères d'Amérique leurs plus chaleureuses félicitations pour une si intéressante initiative? N'auront-ils pas à cœur de donner au vieux monde une organisation aussi complète que celle du nouveau? Précédé par l'*Institut*—sans épithète—*de droit international*, l'*Institut américain* ne sera-t-il pas suivi quelque jour d'un *Institut européen*? Déjà l'*American Society of International Law* nous a montré ce qu'une société particulière, formée dans un état, pouvait pour le progrès du droit des gens. L'Europe saluera-t-elle toujours l'exemple de l'Amérique sans l'imiter jamais?

LA FONDATION DE L'INSTITUT AMÉRICAIN DE DROIT INTERNATIONAL

Article de M. Fauchille,

DIRECTEUR DE LA REVUE GÉNÉRALE DE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC, MEMBRE
DE L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Le 10 octobre 1911, une Note confidentielle, rédigée par M. James Brown Scott, ancien jurisconsulte au Département des affaires étrangères des États-Unis d'Amérique, ancien professeur de droit à l'Université Columbia à New-York, rédacteur en chef de *The American Journal of International Law*, membre de l'Institut de droit international, et par M. Alejandro Alvarez, Conseiller au ministère des affaires étrangères du Chili, délégué à la Commission des jurisconsultes chargée à Rio de Janeiro de la codification du droit international, membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, était adressée, dans chacun des dix-neuf États américains autres que les États-Unis et le Chili, à un publiciste éminent du droit des gens, en vue de solliciter son opinion sur la création d'un Institut américain de droit international, destiné "à éclairer par l'étude du droit international public la portée et la nature des rapports internationaux et à resserrer les liens entre les États en les rapprochant de plus en plus des bases de la justice.

Les dix-neuf jurisconsultes, auxquels les promoteurs du projet, qui parlaient au nom des États-Unis et du Chili, envoyaient ainsi leur Note confidentielle, étaient: pour l'Argentine, M. Louis M. Drago, député, membre de la Cour

permanente d'arbitrage de La Haye, ancien ministre des affaires étrangères, délégué à la deuxième Conférence de La Haye; pour la Bolivie, M. Alberto Gutierrez, ancien ministre des affaires étrangères, ancien ministre plénipotentiaire au Chili et au Brésil, ministre plénipotentiaire en Colombie, Vénézuéla et Équateur; pour le Brésil, M. Ruy Barbosa, sénateur, ancien ministre d'État, délégué du Brésil à la deuxième Conférence de La Haye, membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye; pour la Colombie, M. Antonio José Uribe, professeur de droit international et d'histoire diplomatique à l'Université, ancien ministre des affaires étrangères; pour Costa-Rica, M. Luis Anderson, ancien ministre d'État et ancien ministre plénipotentiaire; pour Cuba, M. Antonio Sanchez de Bustamante, sénateur, professeur de droit international à l'Université de la Havane, délégué à la deuxième Conférence de La Haye, membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye; pour l'Équateur, M. le Dr. Rafael Arizaga, sénateur; pour le Guatemala, M. le Dr. Antonio Batres Jauregui, ancien ministre d'État, délégué à la Commission des juristes pour la codification du droit international; pour Haïti, M. J. N. Léger, ancien ministre plénipotentiaire, ministre des affaires étrangères, délégué à la deuxième Conférence de La Haye; pour le Honduras, M. Alberto Membreño, ministre plénipotentiaire; pour le Mexique, M. Joaquin D. Casasus, ancien ministre d'État, ancien ambassadeur à Washington; pour le Nicaragua, M. le Dr. Salvador Castrillo; pour Panama, M. le Dr. Federico Boyd; pour le Paraguay, M. Manuel Gondra, ancien Président de la République, ancien ministre d'État, ancien ministre plénipotentiaire; pour le Pérou, M. Ramon Ribeyro, ancien ministre d'État, ancien ministre plénipotentiaire, membre de la Cour de cassation, doyen

de la Faculté de droit et des sciences politiques, membre de la Cour permanente de La Haye; pour la République dominicaine, M. Andrés J. Montolio, procureur général de la République; pour le Salvador, M. le Dr. Rafael S. Lopez; pour l'Uruguay, M. Carlos M. de Pena, ancien recteur et ancien professeur à l'Université, ministre plénipotentiaire à Washington, délégué à la quatrième Conférence panaméricaine; pour le Vénézuéla, M. José Gil Fortoul, ancien ministre plénipotentiaire, ministre d'État.

Tous ces juristes furent unanimes à adhérer à l'œuvre de MM. Scott et Alvarez. Les réponses furent même enthousiastes. Dans ces conditions, on pouvait songer à donner un corps à l'idée. C'est ce que firent ses initiateurs. Le 4 juillet 1912, ils saisirent d'un projet de statuts et de règlement les dix-neuf représentants des États de l'Amérique en les invitant à donner à ce projet leur approbation. Celle-ci ne s'est point fait attendre. Le 12 octobre 1912, les statuts et le règlement du nouvel organisme étaient acceptés, et dès lors, l'Institut américain de droit international se trouvait fondé.

* * *

L'Institut américain de droit international est une institution analogue à celle qui, en 1873, sur l'initiative de M. Rolin-Jaequemyns, fut créée en Europe sous le nom d'Institut de droit international. Mais tandis que celui-ci devait représenter la conscience juridique universelle, celui-là doit être le représentant de la conscience juridique de l'Amérique: ce sont les problèmes intéressant particulièrement le Nouveau Monde qu'il est appelé à discuter; c'est au point de vue américain qu'il doit envisager les questions générales du droit des gens. Il suffit, pour se convaincre de la similitude et des différences qui existent dans le but poursuivi par les deux Instituts, d'en comparer

les statuts. L'Institut de droit international, déclarent ses articles organiques actuels,¹ "a pour but de favoriser le progrès du droit international: 1°. en travaillant à formuler les principes généraux de la science de manière à répondre à la conscience juridique du monde civilisé; 2°. en donnant son concours à toute tentative sérieuse de codification graduelle et progressive du droit international; 3°. en poursuivant la consécration officielle des principes qui auront été reconnus comme étant en harmonie avec les besoins des sociétés modernes; 4°. en contribuant, dans les limites de sa compétence, soit au maintien de la paix, soit à l'observation des lois de la guerre; 5°. en examinant les difficultés qui viendraient à se produire dans l'interprétation ou l'application du droit, et en émettant, au besoin, des avis juridiques motivés dans les cas douteux ou controversés; 6°. en concourant par des publications, par l'enseignement public et par tous autres moyens, au triomphe des principes de justice et d'humanité qui doivent régir les relations des peuples entre eux." Ce sont les mêmes idées dont s'inspire l'Institut d'Amérique en les appliquant aux rapports des nations américaines. . . .

Si le nouvel Institut se propose d'étudier au point de vue américain les règles du droit international, ce n'est pas à dire qu'il veuille faire une œuvre particulariste, procéder à la création d'un droit international nouveau, qui serait le "droit international américain," opposé au droit international universel. La qualification que l'Institut s'est donnée montre bien que telle n'a pas été sa pensée: il est un "Institut américain de droit international" et non pas un "Institut de droit international américain." Ses statuts

¹Les statuts de l'Institut de droit international ont été revisés à plusieurs reprises; la dernière revision a eu lieu à Paris le 2 avril 1910.

témoignent aussi de ses intentions: loin de formuler sur les questions d'un caractère mondial un droit particulier à l'Amérique, l'Institut s'attachera à "faire accepter les principes généraux du droit international par les nations du continent américain." Le droit international, en effet, est par essence un et universel; il ne saurait reposer sur des principes différents selon les continents. Il n'en reste pas moins cependant que dans chacun de ceux-ci, à raison de leur position géographique, de leur histoire, de leur vie politique, certaines situations spéciales se présentent qui font naître des problèmes dont la solution s'impose. Ce sont les situations et les problèmes particuliers au Continent américain qu'à côté des questions d'intérêt universel l'Institut entend également dégager et résoudre: en ce sens seulement on peut, comme on l'a fait,¹ parler d'un droit international américain. Mais, ici encore, l'œuvre qu'il poursuivra tendra à l'élaboration d'un droit des gens vraiment général. Car, déclarent ses statuts, c'est "conformément aux principes généralement acceptés du droit international" qu'il "s'efforcera de trancher les questions qui peuvent s'élever entre les Républiques américaines"; c'est uniquement lorsque la chose ne sera point possible qu'"il élargira et développera ces principes en tenant compte des désirs des États américains et en s'inspirant des règles du droit et de la justice."

Parmi les moyens d'action dont l'Institut américain compte disposer pour atteindre le but qu'il s'est assigné, il en est deux qu'il convient surtout de relever.

Il tiendra des réunions où seront débattus les problèmes de droit des gens qu'il aura mis à son ordre du jour. Elles auront lieu au moins une fois tous les deux ans; mais, dans l'intervalle de ces réunions, l'Institut pourra être

¹V. Alvarez, *Le droit international américain*, Paris, 1910.

convoqué en session extraordinaire, sans qu'il doive y avoir plus d'une session par an. Les travaux préparatoires des questions sur lesquelles il doit être statué pendant ces sessions seront l'œuvre de deux rapporteurs ou d'un rapporteur et d'une Commission d'études: dans le premier cas, les rapporteurs prépareront chacun un mémoire séparé, et, s'il y a lieu, l'un d'eux ou un troisième rapporteur présentera en session un rapport oral sur la base et à l'aide des mémoires; dans le second cas, le rapporteur pourra s'adjoindre un co-rapporteur; tout membre qui en témoigne le désir a le droit de faire partie des Commissions d'études. On doit, dans chaque session, désigner le lieu et l'époque de la session suivante.

Les comptes rendus des réunions seront publiés. Le nouvel Institut aura donc, comme l'Institut de droit international, son *Annuaire*. Celui-ci ne sera pas toutefois sa seule publication. Il résulte en effet de la Note confidentielle du 10 octobre 1911 que l'Association fera paraître en un Recueil spécial, dans leur langue originale et avec une traduction française, "tous les documents diplomatiques, tant historiques qu'actuels, qui peuvent intéresser les États du Nouveau Monde." Une telle œuvre constitue l'un des traits particuliers de l'Institut américain. Elle sera la préparation la plus utile de ses délibérations. Ainsi qu'on l'a dit justement,¹ "le droit des gens n'apparaît plus aujourd'hui comme un pur ouvrage de l'esprit, c'est la conséquence de l'histoire et le produit même de la vie; la règle de droit se dégage des faits et des textes." En instituant, sur chaque problème soumis à son examen, de véritables enquêtes, l'Institut ne courra pas le risque de faire un travail simplement théorique, il fera une

¹De Lapradelle, *L'Institut américain de droit international*, v. *supra*, p. 59.

œuvre vraiment pratique qui aura chance d'être acceptée par les États.

C'est par la science seule que l'Institut entend servir la politique des nations américaines. Il constitue, comme son aîné d'Europe, une "association purement scientifique."¹ En conséquence, toute visée politique, toute influence politique seront exclues de son programme; aucune question qui touche, soit directement, soit indirectement, la politique pendante entre les États ne sera l'objet de ces discussions, toutes les questions soumises à son examen seront envisagées uniquement au point de vue juridique.* . . .

Toute association doit avoir un centre d'action. Le personnel chargé d'entretenir le fonctionnement régulier de l'Institut américain et la correspondance avec ses membres se compose d'un président honoraire, d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire général et d'un trésorier. Ces autorités, en s'adjoignant un représentant de chaque pays non représenté par elles, forment le Conseil exécutif de l'Institut, qui en constitue le bureau dirigeant. Le président, le vice-président, le secrétaire général, le trésorier et trois autres membres élus par le Conseil exécutif parmi ses membres constituent un Comité exécutif, qui agira en l'absence du Conseil: dans l'intervalle des sessions, et à moins de dispositions contraires, le Comité exécutif doit prendre toutes les mesures ayant un caractère d'administration ou d'urgence.

Le président honoraire, le président et le vice-président et les membres du Conseil exécutif sont élus par l'Institut

¹Article II des statuts.

²Note confidentielle du 10 octobre 1911.

au début de chaque session et restent en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs à la session suivante. Le secrétaire général et le trésorier sont élus également par l'Institut, mais pour trois sessions; il sont rééligibles.¹

Le secrétaire général, auquel on peut adjoindre, suivant que la nécessité s'en fait sentir, un ou plusieurs secrétaires ou secrétaires adjoints, est chargé de la rédaction des procès-verbaux de chaque session, qui sont soumis à l'approbation de l'Institut au début de la session suivante. Il s'occupe de toutes les publications de l'Institut américain, de la gestion courante, de la correspondance et de l'exécution de ses décisions, sauf dans le cas où l'Institut y aura pourvu autrement. Il a la garde du sceau et des archives de l'Institut. Au début de chaque session il présente un résumé des travaux de la dernière session.

Le trésorier a la charge de la gestion financière, sous les ordres et sous la direction du Conseil exécutif ou du Comité exécutif. Dans chaque session, il présente en détail un rapport financier, et au début de chaque session deux membres sont désignés, en qualité de Commissaires vérificateurs, pour présenter dans le cours de la session le résultat de leur examen des comptes du trésorier de l'Institut.

Les ressources financières de l'Institut américain se composent des cotisations de ses membres et des fondations et autres libéralités qui peuvent lui être faites. Les cotisations, qui sont dues dès et y compris l'année de la nomination, comprennent un droit d'entrée de dix dollars

¹Immédiatement après sa fondation, l'Institut américain a désigné comme président honoraire, M. Elihu Root, ancien secrétaire d'État des États-Unis; comme président, M. James Brown Scott; comme secrétaire général, M. Alejandro Alvarez; comme trésorier, M. Luis Anderson.

et une cotisation annuelle de cinq dollars; les membres associés ne sont tenus qu'au paiement de la cotisation annuelle;¹ les membres honoraires sont exempts à la fois de cette cotisation et du droit d'entrée.

* * *

Tel qu'il est constitué, l'Institut américain de droit international est susceptible de rendre les plus grands services à la science du droit des gens.

Il est une œuvre pratique à laquelle il devra d'abord consacrer son activité. Depuis quelques années, des Conférences internationales—les Conférences de la Paix en Europe, les Conférences panaméricaines en Amérique—se réunissent périodiquement pour travailler à la codification partielle du droit des gens. Il lui faudra préparer ces Conférences, en indiquant et en étudiant les sujets qu'elles devront traiter. Ses travaux seront à cet égard des plus utiles. Les Conférences arriveront d'autant plus facilement à une entente qu'elles connaîtront à l'avance, sur les questions d'intérêt mondial, les vues des différents continents, et, sur celles purement américaines, les opinions des États de l'Amérique. Ce n'est en effet qu'après avoir déterminé avec netteté les divergences qui existent entre les différents pays qu'on peut espérer les faire disparaître par des concessions et des transactions réciproques, par un moyen terme que suggéreront la conciliation et la courtoisie: la solution d'un problème apparaît moins difficile quand il est bien posé. Si l'Institut peut être ainsi un précurseur, il doit encore servir d'instrument à l'amélioration des règles déjà existantes: il signalera les modifications qu'il convient d'apporter aux solutions précédem-

¹Nouvelle raison pour qu'ils n'aient pas dans l'Institut, grâce à leur nombre, une influence plus grande que les membres effectifs.

ment admises par les États.¹ Et, à l'un ou à l'autre de ces points de vue, le champ de ses investigations sera des plus vastes. Parmi les problèmes généraux du droit des gens dont il convient que l'Institut s'occupe, on peut mentionner les suivants: élaboration d'un règlement relatif aux lois et coutumes de la guerre maritime dans les rapports entre belligérants; établissement d'une Cour de justice arbitrale; traité général d'arbitrage; élaboration d'un règlement concernant une organisation permanente de la Conférence de la Paix, extension de la convention du 18 octobre 1907 relative à l'ouverture des hostilités à tous les moyens de coercition internationaux; détermination de la mer territoriale et réglementation de son régime; effets de la guerre sur les droits privés des particuliers ressortissants des États belligérants; régime des aéronefs en temps de guerre; régime des phares en temps de guerre; valeur des sentences arbitrales au regard des juridictions et autorités nationales; immunités diplomatiques et consulaires; compétence des tribunaux à l'égard des États étrangers.² Quant aux questions qui intéressent

¹L'Institut américain ne fera à ce double égard que suivre l'exemple de l'Institut de droit international. En effet, à sa session de Paris en avril 1910 celui-ci a nommé une Commission de neuf membres "chargée de rechercher et de choisir les études qui présenteraient la plus grande utilité comme préparatoires à la Conférence de la Paix et d'en organiser la discussion par l'Institut." Cette Commission s'est réunie à Paris au mois d'octobre 1911.

²Ces problèmes sont ceux que la Commission de l'Institut de droit international, en octobre 1911, a jugé devoir être étudiés en vue de la prochaine Conférence de la Paix (V. *Revue de droit international et de législation comparée*, 2^e série, t. XIII (1911), p. 598). L'œuvre ainsi projetée a déjà reçu un commencement d'exécution: M. Paul Fauchille a présenté à l'Institut de droit international plusieurs rapports et projets concernant un règlement sur les lois de la guerre maritime dans les rapports entre belligérants.

spécialement les pays de l'Amérique, elles ne sont pas moins nombreuses. En voici quelques-unes qui paraissent devoir s'imposer tout particulièrement à l'attention de l'Institut américain: Union panaméricaine; chemin de fer intercontinental; droits et devoirs des étrangers; réclamations diplomatiques; immigration; colonisation; nationalité; responsabilité des États à raison des actes de leurs agents; souveraineté sur les mers et les terres dans la zone antarctique du continent américain; problèmes relatifs à la délimitation des frontières; droits et devoirs des gouvernements vis-à-vis des factions hostiles au gouvernement d'un État voisin qui se forment sur leur territoire; fleuves internationaux; communications télégraphiques et téléphoniques.¹

Mais le droit international ne peut atteindre à la perfection et à l'unité que s'il est réaliste. C'est en rassemblant des faits et en les comparant qu'il sera possible de dégager des lois et de constater les divergences de vues entre les pays d'un même continent ou de continents différents.² L'Institut américain aura donc une seconde tâche à remplir. Il devra, comme d'ailleurs ses statuts l'y obligent, procéder à des enquêtes approfondies, afin de recueillir, sur chaque question, dans les divers États américains, les lois, les traités, les incidents diplomatiques, les décisions jurisprudentielles qui s'y réfèrent. Et il faudra qu'il publie promptement le résultat de ces enquêtes. Il préparera par là son propre travail scientifique et en même temps il fournira à la diplomatie comme aux juriconsultes du monde entier d'importants éléments d'étude.

¹V. dans Alvarez, *Le droit international américain*, p. 271, un tableau des problèmes internationaux d'intérêt spécial pour le continent américain.

²V. l'opinion de M. Paul Fauchille.

Ainsi le nouvel organisme, qui, on l'a justement observé,¹ ne doit pas être un rival du vieil Institut de droit international, mais son auxiliaire puissant, "apparaîtra comme un précieux moyen de concorde et de décentralisation scientifique,"² et contribuera, pour le plus grand profit de l'humanité, au développement progressif du droit des gens. Il pourra dès lors s'appliquer, en l'adaptant à son objet particulier, la belle devise de son aîné: *justitiâ et pace americanâ*.

PAUL FAUCHILLE.

¹Opinion de M. Albéric Rolin, professeur à l'Université de Gand, secrétaire général de l'Institut de droit international.

²Opinion de M. André Weiss, professeur à la Faculté de droit de Paris, vice-président de l'Institut de droit international.

OPINIONS DES PUBLICISTES EUROPÉENS

I.—Opinion de M. T. M. C. Asser,

MINISTRE D'ÉTAT, MEMBRE DE LA COUR PERMANENTE D'ARBITRAGE DE LA HAYE,
MEMBRE HONORAIRE DE L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

J'appuie entièrement l'opinion favorable émise par plusieurs de mes honorés collègues de l'Institut de droit international en ce qui concerne la fondation de l'Institut américain de droit international.

Je suis *le seul des fondateurs de l'Institut de droit international encore en vie*. En cette *qualité* je crois pouvoir dire que la création d'un Institut américain de droit international est parfaitement en harmonie avec les idées dont nous nous sommes inspirés en fondant, en 1873, l'Institut mondial.

Notre secrétaire général, M. Albéric Rolin, le frère du véritable initiateur de l'Institut de droit international (feu mon excellent ami Gustave Rolin-Jaequemyns), a eu raison de citer, à ce sujet, l'article 9 de nos statuts.

Il convient, toutefois, d'ajouter (et M. Rolin n'a pas manqué de le faire) que la conception des éminents juristes qui ont pris l'initiative de l'Institut américain, est bien plus vaste que celle des Comités nationaux que nous avons en vue en rédigeant notre article 9.

J'adresse bien volontiers au nouvel Institut mes meilleurs vœux pour les résultats de ses travaux. Le nombre

¹Les opinions des publicistes européens sont présentées ici par ordre alphabétique des noms d'auteur.

toujours croissant de jurisconsultes américains (tant du Nord que du Centre et du Midi) qui s'appliquent si heureusement à l'étude du droit international, peut faire espérer que ces résultats seront des plus brillants.

La Haye, 6 décembre 1912.

II.—Opinion de M. L. von Bar,

PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE GÖTTINGUE, MEMBRE DE LA COUR PERMANENTE
D'ARBITRAGE DE LA HAYE, MEMBRE DE L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Ayant lu et examiné le mémoire de M. Brown Scott et de M. Alvarez et les observations de M. le Lapradelle publiés dans la *Revue générale de droit international public* concernant la fondation d'un Institut américain de droit international, j'approuve fortement ce dessein et je félicite sincèrement les auteurs de leur initiative heureuse. Abstraction faite même des problèmes de droit international spécialement américains, que l'Institut américain mettra en lumière ou résoudra, je crois que l'Institut qui, comme je l'espère, sera bientôt une réalité, pourra souvent offrir à notre Institut de droit international—qui est un Institut mondial—comme recueillis dans une corbeille, les fruits mûrs et précieux de ses délibérations et des travaux des jurisconsultes américains qui s'occupent du droit international, afin que l'Institut de droit international donne à ces fruits son assentiment et en quelque sorte le cachet de résolutions scientifiques mondiales.

Göttingen, 8 avril 1912.

III.—Opinion de M. E. Catellani,

PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE PADOUE, MEMBRE DE L'INSTITUT DE DROIT
INTERNATIONAL

Le projet de fondation d'un Institut américain de droit international, dont j'ai pris connaissance avec le plus grand intérêt, prête à quelques objections, qui, cependant, perdent presque toute leur valeur lorsqu'on l'examine plus à fond.

De prime abord, on a des doutes sur l'opportunité de faire coexister, avec le danger de divergences fondamentales, deux organes scientifiques du droit des gens : l'Institut de droit international *tout court*, et l'Institut *américain* de droit international. Le droit des gens devrait, en effet, représenter l'unité d'une même vie juridique dans la variété des autonomies individuelles également garanties. Or si, au perfectionnement de ce système de droit, système de doctrines et système d'institutions et de règles obligatoires, on fait travailler, chacune de son côté, deux associations représentatives de l'Europe et de l'Amérique, l'activité de ces deux associations ne peut-elle pas mettre en danger, par ses divergences éventuelles, l'unité de la vie juridique et sociale des États, privée de cette façon d'un fondement unique et solide ? Si des rapports identiques commencent à être envisagés d'un façon différente des deux côtés de l'Atlantique, et si, de part et d'autre, on s'efforce de les discipliner par des règles différentes ou contraires, n'en est-ce pas fait de l'unité du droit des gens considérée comme dernier but de son perfectionnement ?

Mais après avoir pris ainsi, en quelque sorte, le rôle de "l'avocat du diable," je dois reconnaître que les arguments favorables au projet sont beaucoup plus nombreux et plus décisifs.

La collaboration assidue des jurisconsultes européens et des jurisconsultes américains dans un même Institut a été démontrée très difficile par l'expérience. Plusieurs causes d'ordre pratique s'opposent à une diligente assiduité, aux sessions de l'Institut de droit international, des membres et des associés qui résident dans les pays les plus éloignés du siège de la session. Les difficultés atteignent un degré presque prohibitif, d'un côté à l'autre de l'Atlantique. En renonçant à la création de l'Institut que proposent MM. Alvarez et Scott, on ne rendrait pas plus aisée la collaboration universelle dans l'unique Institut de droit international, mais on perpétuerait l'absence de toute collaboration universelle organisée. Avec le nouvel Institut, au contraire, il n'est pas dit que cette coopération inter-continentale doive manquer.

Il y a nombre de rapports et de problèmes de droit international qui sont exclusivement américains, ou qui se présentent en Amérique d'une façon si particulière qu'ils méritent une étude inspirée par des critères exclusivement américains. M. Alvarez l'a démontré d'une façon très savante et très évidente dans son *Droit International Américain*. Le nouvel Institut pourra, d'autre part être, pour l'étude des problèmes d'un caractère général, en rapports intimes et constants avec l'ancien Institut, sans faire double emploi avec lui.

A une collaboration dans la même association, qui serait pratiquement impossible, et au manque de collaboration dans le même Institut jusqu'à présent démontré inévitable, on substituera ainsi, par l'initiative de MM. Alvarez et Scott, une coopération qui, n'opposant aucun obstacle au progrès du droit international particulièrement américain, portera une puissante contribution au progrès du droit international général. Voilà pourquoi j'ap-

prouve de tout mon cœur l'initiative américaine, et j'espère pouvoir bientôt saluer la naissance de la nouvelle Compagnie comme un fait accompli.

Padoue, 24 avril 1912.

IV.—Opinion de M. Charles Dupuis,

PROFESSEUR À L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES, MEMBRE DE L'INSTITUT
DE DROIT INTERNATIONAL

C'est avec grand plaisir que j'ai appris la fondation d'un Institut américain de droit international. J'estime que toute association internationale est susceptible de rendre service à la cause de la paix et à celle de la justice par cela seul que, mettant en rapports directs des hommes appartenant à des États différents, elle doit contribuer à détruire des préjugés et à prévenir des malentendus. À plus forte raison en est-il ainsi lorsqu'il s'agit d'une association de jurisconsultes choisis parmi les hommes les plus distingués par leur compétence, leur situation dans leur pays, leur culte du droit et leur désir de rendre les rapports internationaux plus faciles et plus équitables.

Il y a d'autres raisons encore d'applaudir à la fondation d'un Institut américain de droit international. Certaines questions se posent, en effet, dans les relations entre États américains qui ne se posent pas, ou du moins qui ne se posent pas avec la même importance ou sous le même aspect dans les relations entre États européens. M. Alvarez a très brillamment et à juste titre soutenu qu'il y a un droit international américain déjà formé et méritant d'être développé. Il est évident que c'est aux juricon-

sultes des États d'Amérique qu'il appartient de fixer, de préciser et de développer ce droit spécial. En outre, les travaux du nouvel Institut concernant les questions qui intéressent tous les États du monde auront une grande influence sur les solutions qui supposent l'adhésion universelle parce que l'accord réalisé entre États américains pèsera, avec une autorité certaine, sur les décisions des États de notre vieux continent. Or les études et les résolutions de l'Institut américain de droit international auront, sans aucun doute, une action très heureuse et très efficace pour la préparation de l'entente entre États américains.

Les difficultés résultant de la distance qui sépare l'Amérique de l'Europe ont empêché jusqu'ici que les États américains fussent largement représentés à l'Institut de droit international et que leurs trop rares représentants prissent la part qui eût été désirable dans les délibérations de cet Institut. La coexistence des deux Instituts remédiera à cet inconvénient, puisque chacun des deux pourra mettre à profit les travaux de l'autre.

L'initiative de MM. Alvarez et Scott aura, je n'en doute pas, les plus heureux résultats.

Paris, 25 avril 1912.

V.—Opinion de M. Paul Fauchille,

DIRECTEUR DE LA REVUE GÉNÉRALE DE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC, MEMBRE
DE L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

La création d'un Institut américain de droit international, composé des juristes les plus réputés des vingt et un États de l'Amérique, qui discuteront les problèmes de caractère américain ainsi que les principes fondamentaux

du droit des gens et donneront dans une série de publications tous les documents pouvant intéresser les États du Nouveau-Monde, est une œuvre de la plus haute importance pour le développement du droit international. M. Alejandro Alvarez et M. James Brown Scott qui en ont pris l'initiative—et qui sont des maîtres parmi les maîtres—ont droit à la reconnaissance de tous ceux que préoccupent les progrès de cette science; leur compétence et leur activité sont un sûr garant du succès de l'Association.

L'idée d'instituer, sur chaque question, des enquêtes approfondies pour recueillir, dans les différents États américains, les lois, les traités, les incidents diplomatiques, les décisions jurisprudentielles, est particulièrement heureuse. Le droit international ne peut atteindre, en effet, à la perfection et à l'unité que s'il est d'abord réaliste. C'est en rassemblant des faits et en les comparant qu'il est possible de dégager des lois et de constater les divergences de vues entre les pays d'un même continent. Après avoir déterminé ces lois et ces divergences, il sera plus facile de formuler des règles communes. Même ainsi préparée, l'œuvre sera sans doute encore malaisée; car, pour de nombreux problèmes, les raisons juridiques sont subordonnées aux intérêts nationaux. Avec du temps et de l'habileté, elle n'est cependant pas insoluble. Il faudra s'efforcer de découvrir le terme moyen entre les oppositions qui paraissent inconciliables; c'est par une série de concessions et de transactions, en usant de conciliation et de courtoisie, qu'on arrivera à poser des principes qui seront communs à tout un continent: ici les voies détournées seront souvent les plus courtes.

L'établissement d'un droit international accepté par tous les États de l'Amérique est l'objet qu'ont cherché à réaliser les conférences panaméricaines. C'est également

celui que poursuit le nouvel Institut. Et celui-ci sera pour elles une aide précieuse, car ce qui leur a manqué jusqu'ici c'est surtout une préparation scientifique collective. Les savants doivent toujours ouvrir la route aux diplomates. Il serait donc désirable, afin que l'attention soit sans cesse en éveil, que l'Institut américain tînt des séances fréquentes et publiât, sans discontinuer en quelque sorte, le résultat de ses enquêtes; c'est non pas par volumes annuels mais par fascicules paraissant tous les mois ou tous les deux mois qu'il devrait mettre ses investigations à la disposition de la diplomatie.

En assurant l'union juridique parmi les savants et les diplomates de l'Amérique, l'Institut sera d'un secours inappréciable pour la diffusion dans le monde entier des idées américaines. Les délégués des vingt et un États auront, en effet, dans les Conférences mondiales, une autorité d'autant plus grande qu'ils s'y présenteront non plus en tirailleurs, avec les idées spéciales à leur pays, mais en troupe compacte, étroitement unie, représentant le système de tout un continent.

Cet exemple donné par l'Amérique devrait être pour l'Europe un enseignement. Autant que l'Amérique, l'Europe est divisée sur la solution de certains problèmes du droit des gens; comme elle elle a intérêt à s'entendre au point de vue juridique. Il faut qu'à côté du droit international américain se formule un droit international européen. L'action, dès lors, s'impose aux jurisconsultes du vieux continent. Pourquoi la France ne prendrait-elle pas l'initiative de créer un Institut européen de droit international sur le modèle de celui qu'ont conçu MM. Alvarez et Scott?

Cela suffira-t-il pour les progrès du droit des gens? En ces derniers temps, un nouveau continent s'est ouvert à la civilisation, qui a, lui aussi, ses aspirations spéciales,

ses doctrines particulières. Le Japon est à la tête de l'Asie. Les hommes distingués dans le droit international, qu'il possède, n'auront-ils pas à cœur de donner à leur monde un Institut asiatique?

Ainsi,—en attendant qu'on puisse parler d'un droit international africain,—par l'étude des hommes de science basée sur l'examen des faits, seront établis—dans un avenir évidemment éloigné, car l'œuvre sera longue—le droit international européen, le droit international américain, le droit international asiatique.¹ De la sorte un étape se trouvera franchie dans le développement du droit des gens; sur chaque continent les divergences de vues auront cessé entre les différents États et il existera une unité de doctrine.

Un dernier progrès restera alors à réaliser. Il s'agira pour les jurisconsultes de concilier les divers droits continentaux afin qu'ils n'en forment plus désormais qu'un seul, qui sera le droit international *mondial*. Cette œuvre est-elle chimérique? Elle a été déjà entrevue. Les précurseurs du droit international continental ont été les Conférences panaméricaines; les Conférences de La Haye, dont la deuxième a réuni la presque totalité des États de l'univers, ont jeté les premiers fondements d'un droit universel, aidées dans cette entreprise par les recherches d'une assemblée scientifique, également mondiale: l'Institut de droit international. Le travail des

¹En parlant d'un droit international européen, d'un droit international américain, d'un droit international asiatique, d'un droit international africain, je n'entends pas que le droit international doive reposer sur des principes différents selon les continents, je fais simplement allusion aux règles qui, dans chaque continent, régissent les situations spéciales à celui-ci et aux solutions particulières qui sont données par les divers continents à certaines situations cependant identiques.

Conférences de la Paix sera singulièrement facilité le jour où elles auront, grâce aux Instituts des divers continents, comme éléments d'études les faits et les textes qu'ils auront recueillis et comme base de discussion les droits particuliers qu'ils auront formulés.

Pour que le droit international se développe et progresse, il convient qu'on procède avec ordre. La codification scientifique doit précéder la codification diplomatique; des codifications continentales doivent précéder la codification mondiale. Que, dans chaque continent, se créent des Instituts de droit international qui s'occuperont des affaires de leur monde: au-dessus d'eux—et les dominant—travaillera l'Institut—mondial—de droit international. Que, dans chaque continent, des Conférences diplomatiques—comme les Conférences panaméricaines en Amérique—se réunissent pour mettre en œuvre les résultats des Instituts particuliers; au-dessus d'elles,—et pour unifier leurs travaux—interviendront les Conférences de la Paix.

Fontenay-aux-Roses, 27 mars 1912.

VI.—Opinion de M. Pasquale Fiore,¹

SÉNATEUR, PROFESSEUR DE DROIT INTERNATIONAL À L'UNIVERSITÉ ROYALE DE NAPLES, MEMBRE HONORAIRE DE L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

J'ai lu les projets de statuts et de règlement de l'Institut américain de droit international et je félicite mes émi-

¹Les mêmes idées contenues dans cet article se trouvent dans la 5^e éd. de "Il Diritto internazionale Codificato," de M. Fiore (Torino, 1915) introduzione, capitolo IV.

nents collègues MM. James Brown Scott et Alejandro Alvarez qui en ont conçu le plan. Je les félicite parce que j'ai plein espoir qu'après avoir pris cette initiative, ils sauront réunir et organiser les énergies des juristes et publicistes américains pour réaliser le programme de la nouvelle institution. Cela constituera une grande contribution au développement du droit international dans l'intérêt général de tous les États et des Républiques américaines.

L'évolution moderne tend à donner à la société des États une organisation juridique au moyen de la reconnaissance d'une loi susceptible de régler les rapports internationaux dans l'état normal, qui est la paix, et dans l'exceptionnelle occurrence de la guerre. Cette loi ne peut être établie que par une représentation collective des États, qui, formant une société de fait, adoptent, en raison de leur assentiment réciproque, certaines règles objectives de leur conduite et donnent à ces règles la force juridique obligatoire au moyen de l'acte de souveraineté qui ratifie l'accord. On arrivera ainsi, peu à peu, à former le droit international positif. Objectivement considéré, ce droit ne peut être européen, américain, asiatique, africain, mais doit être le droit commun de tous les États, unis entre eux par les liens de la civilisation et des intérêts communs, et reconnaissant la force juridique obligatoire des règles les plus propres à assurer le développement de leur activité, leur harmonieuse coexistence, des règles les plus aptes à prévenir les conflits pouvant naître de l'exercice de leurs droits et à résoudre les différends pouvant en découler.

Ce droit positif international doit élargir, peu à peu, son empire par la force du progrès de la civilisation et par la formation de la conscience juridique des peuples civi-

lisés, entraînés à faire partie de la communauté par leurs besoins mutuels, par leurs mutuels avantages, par les mutuelles exigences de la vie internationale. L'efficacité pratique de ce droit sera d'autant plus grande que sera plus grand le nombre des États entre lesquels la société de fait et la communauté juridique s'établiront.

A qui incombent la recherche et l'élaboration des règles de l'harmonieuse coexistence des États civilisés?

C'est là le rôle de la science et qui s'affirme davantage dans les associations scientifiques, où aux énergies individuelles se substituent les énergies collectives. Les associations scientifiques n'ont pas le rôle de promulguer la loi internationale et, moins encore, certainement, celui de lui donner la force juridique obligatoire, mais le noble but leur échoit de former la conscience juridique des peuples civilisés, c'est-à-dire les règles de la coexistence ordonnée des États. Ces règles, on arrivera ainsi à les faire accepter par les représentations nationales et proclamer ensuite par les représentations collectives des États, associés pour leur conférer l'autorité de la loi et le commun respect des États représentés qui les ont ratifiées.

L'Institut de droit international fondé à Gand, en 1873, par l'initiative d'éminents juristes européens et américains, fut créé pour réaliser cette noble fin. Tous doivent reconnaître les grands services qu'il a rendus à la Société Internationale en élaborant les règles des rapports internationaux et de la communauté bien ordonnée et en contribuant efficacement à la formation de la conscience juridique des peuples civilisés. Cela eut son importance pratique dans la préparation des deux Conférences de La Haye où fut concretisé, dans toute la mesure du possible, le résultat du travail scientifique qui servit de base à la codification de la loi commune.

Nul ne peut, maintenant, contester que, dans la grandiose entreprise de l'élaboration de la loi commune, tous peuvent efficacement collaborer. Désormais, on ne peut s'empêcher de reconnaître le grand avantage qui peut en découler si, à ce but humanitaire, collaborent aussi les juristes américains réunis en une association scientifique. Il faut les applaudir de mettre ainsi leurs énergies au service de la cause de la civilisation et de l'Humanité en discutant les graves problèmes de droit international; ceci aura un grand avantage au point de vue des intérêts généraux.

Mais c'est à un autre point de vue que nous semble importante la fondation du nouvel Institut. Comme nous l'avons dit, le droit international positif ne peut devenir loi commune des États associés que lorsqu'il sera accepté et ratifié par les États qui doivent en reconnaître la force juridique obligatoire. Or, il nous semble que l'Institut américain contribuera efficacement à élargir le domaine du droit international, en mettant, d'une part, en évidence comment certaines règles de droit commun doivent être adaptées aux exigences historiques et morales des républiques américaines et en collaborant, d'autre part, à la formation de la conscience juridique des peuples du continent américain, sur les bases du droit international général. Des difficultés pourront être éliminées par ce fait qu'on acceptera en Amérique les règles du droit positif international.

Chaque loi humaine doit être adaptée aux conditions historico-morales dans lesquelles se trouvent les personnes pour lesquelles cette loi est faite. Ceci peut être dit non seulement pour les lois internes mais aussi pour le droit international qui, dans la mesure où il doit constituer la loi commune des États et des groupements

d'États, vivant en société, doit être adapté aux conditions et aux exigences historico-morales de ces États afin de rendre, ainsi, moins difficile leur consentement à en reconnaître l'autorité.

Les Républiques américaines, c'est un fait, formées avec le sentiment de leur indépendance, se sont maintenues solidaires pour sauvegarder cette indépendance. Ce sentiment fut solennellement proclamé par Monroë dans son message du 2 décembre 1823 où il affirma qu'aucune puissance européenne n'aurait pu s'immiscer dans les destins des Républiques américaines pour attenter à leur indépendance. Cette conception fut depuis exagérée au point de vouloir soutenir cette indépendance même contre le droit international et réclamer un droit international américain, chose qui, *dans un sens absolu*, ne nous paraît pas possible.

Sous un certain aspect, il ne saurait être défendu à un État, autonome et indépendant, de proclamer certaines règles de droit relatives à ses rapports avec les autres États. Mais ces règles ne pourraient autrement être considérées que comme règles de droit public interne. Retenons que la même chose devait être dite pour un groupe d'États habitant le même continent. Ces États en se fondant avec leur autonomie et leur indépendance, avec le dessein de protéger le développement de leurs intérêts communs et de mieux satisfaire certaines exigences historico-morales, collectivement envisagées, peuvent se trouver d'accord pour proclamer certaines règles dans leurs rapports avec les autres États. Aussi, ces règles peuvent-elles avoir le caractère de droit commun entre États (*interstatale*), mais jamais, à vouloir parler avec précision, la caractéristique de droit international. Celui-ci doit former la loi commune des États, de n'importe quelle

partie du monde, qui se trouvent en communauté et, par mutuel assentiment, ont reconnu la force juridique obligatoire de la loi qu'ils ont établie pour régler leurs bons rapports.

Il suit de tout cela, qu'en admettant l'indépendance des Républiques américaines pour l'élaboration, dans leur commun intérêt, de certaines règles de leurs rapports avec les autres États, il peut en dériver un grand inconvénient pratique pour le développement du droit international, par suite de l'opposition des autres États à considérer comme lois communes les règles promulguées sur le continent américain.

Afin d'éliminer cet inconvénient et de prévenir les difficultés qui peuvent se produire, dans la pratique, pour établir la communion juridique entre les États européens et les États américains, nous réputons éminemment utiles deux choses :

1°. Répandre, d'une part, en Amérique, les plus exactes formules des principes généraux du droit international pour former ainsi les convictions juridiques populaires touchant l'utilité pratique de mettre les règles du droit international, qui doivent régir les rapports des Républiques entre elles et avec les autres États, en harmonie avec les principes généraux du vrai et réel droit international.

2°. Mettre en évidence les règles proclamées par ces États afin d'en pouvoir tenir compte au moment d'élaborer le vrai droit international et d'arriver à la codification de l'une et l'autre partie de ce droit.

Le droit international, proprement dit, doit être le recueil des règles juridiques les plus aptes à réaliser la communion juridique de tous les États civilisés du monde. Et, comme son efficacité pratique doit constam-

ment se baser sur le mutuel consentement des États auxquels il doit s'appliquer, il est indispensable, afin de rendre moins difficile ce consentement, de tenir compte, dans l'élaboration des règles de la communauté, des exigences historico-morales des groupes d'États qui habitent chaque continent.

Voilà le haut but de l'Institut américain de droit international et la large contribution qu'il pourra apporter au développement du droit international et à la réalisation de la communion juridique entre les États de l'Europe et ceux du continent américain.

En raison de cette importante mission, nous félicitons ceux qui ont conçu l'humanitaire projet de la nouvelle Institution et nous souhaitons à celle-ci le plus grand succès.

Naples, avril 1913.

VII.—Opinion de M. G. Gram,

ANCIEN MINISTRE D'ÉTAT, MEMBRE DE LA COUR PERMANENTE D'ARBITRAGE DE
LA HAYE, MEMBRE DE L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

La création du droit international est encore dans sa jeunesse. Les travaux des deux Conférences de La Haye en fournissent la preuve. Il suffit de citer l'article 7 de la convention du 18 octobre 1907, relative à l'établissement d'une Cour internationale des prises, qui porte que, faute de stipulations d'une convention entre les parties, la Cour doit appliquer les règles du droit international, et que, "si des règles généralement reconnues n'existent pas, la Cour statue d'après les principes généraux de la

justice et de l'équité." Il est dès lors facile de voir quel vaste horizon s'ouvre à une Société qui se propose de favoriser le progrès du droit international, en travaillant à formuler les principes généraux de la science, de manière à répondre à la conscience juridique du monde civilisé. Je souhaite cordialement un plein succès à l'Institut américain de droit international qui doit aider à l'œuvre de développement et de propagation des notions du droit international. L'Institut sera certainement à cet égard, un collaborateur d'une grande valeur. Des faits récents montrent quel contingent précieux a apporté l'Amérique lorsqu'il s'est agi de fonder une Cour permanente de justice entre les nations. Ce sont surtout les vues présentées dans la discussion par les États-Unis, qui ont formé la base du projet adopté sur cette question par la seconde Conférence de La Haye. Les mêmes vues ont été développées et précisées dans la Conférence de Washington du mois de décembre 1911. Nous comptons sur le concours inlassable de l'Institut américain pour faire accepter cette nouvelle juridiction mondiale.

Bratbakken, près Hamar, 20 novembre 1912.

VIII.—Opinion de M. G. F. Hagerup,

ANCIEN MINISTRE D'ÉTAT, PRÉSIDENT DU CONSEIL, ENVOYÉ EXTRAORDINAIRE ET
MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE DE S. M. LE ROI DE NORVÈGE À COPENHAGUE
ET À LA HAYE, MEMBRE DU COMITÉ NOBEL DU "STORTHING," MEMBRE DE
LA COUR PERMANENTE D'ARBITRAGE DE LA HAYE, ANCIEN PRÉSIDENT DE
L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL.

J'avoue que ma première impression n'a pas été favorable à la fondation d'un Institut américain de droit inter-

national. Je me demandais si, par le temps qui court, il n'importait pas plutôt, au lieu de les diviser et par cela même de les affaiblir, de réunir, aussi étroitement que possible, les forces susceptibles de développer l'idée de droit et de justice dans les rapports internationaux : la création d'une institution travaillant dans l'intérêt des idées d'une seule partie de l'univers me semblait en effet devoir être un obstacle aux efforts qui tendent à apporter plus d'unité dans la conscience juridique du monde civilisé et à atténuer les divergences d'opinions et les conflits émanant de conceptions nationales trop étroites. Je me demandais, d'autre part, si l'autorité de notre vieil Institut de droit international ne subirait pas quelque diminution du fait du nouvel Institut qui ne pourra laisser—au moins dans une certaine mesure—de lui faire concurrence. L'Institut américain, sans doute, a été organisé et sera probablement dirigé, au début, par deux de nos plus éminents collègues, et cela est de nature à rassurer quant aux tendances qui ont présidé à sa fondation. Mais les individus disparaissent, tandis que les institutions restent toujours soumises à l'influence de nouveaux courants d'opinion.

Après mûre réflexion, je me suis pourtant convaincu que ma manière de voir—si elle n'était pas tout à fait fausse—ne tenait pas un compte suffisant des données actuelles de la vie contemporaine et des moyens dont dispose notre Institut de droit international. Le nombre des membres et des associés de cet Institut est, et doit être, d'après son caractère même, assez restreint. Le monde américain ne saurait donc y trouver une représentation en rapport avec son étendue et son importance mondiale. La distance qui sépare l'ancien et le nouveau Continents empêche d'ailleurs, dans une trop large mesure, les mem-

bres et les associés américains de prendre une part active aux travaux d'un Institut qui a, jusqu'ici, siégé exclusivement dans des villes européennes. Quelque précieuse qu'ait été la collaboration de nos collègues d'Amérique à l'œuvre de l'Institut, il est bien évident qu'elle est, à elle seule, incapable de constituer un lien sérieux entre les idées directrices des deux mondes, elle n'a pu suffire, ni à propager dans le continent américain les principes qui sont la base de l'œuvre de l'Institut de droit international, ni à faire profiter celui-ci des conceptions développées sous l'influence de situations et d'expériences particulièrement américaines. Ces circonstances font qu'en réalité une seule institution mondiale ayant son siège en Europe est insuffisante à assurer le progrès du droit international et l'accroissement de son empire sur les consciences humaines. Si le nouvel Institut, tout en tenant compte, dans sa méthode de travail et son recrutement, des besoins spéciaux du monde américain, ne perd pas de vue l'unité absolue du droit international, il pourra rendre de grands services à la collaboration du vieux et du nouveau monde.

Les fondateurs de l'Institut américain de droit international, en formulant les bases de ses statuts, ont, ce me semble, admirablement réussi à combiner deux principes essentiels à toute activité ayant en vue la justice internationale. Ils ont, en effet, décidé d'abord de réserver le travail scientifique de l'Institut à un cercle relativement restreint de personnes possédant la compétence nécessaire. D'autre part, s'ils se sont proposé d'assurer la propagation dans l'opinion publique des idées de droit et de justice, ils ont évité les déclamations vagues et imprécises, ils ont assigné à leur œuvre un but tangible et pratique: ils ont, à cet égard, d'une manière très heureuse,

par la constitution de groupes nationaux, associé l'activité nationale de chaque État à un mouvement international. Je ne puis donc que rendre un respectueux hommage à la sagesse et à la prévoyance des initiateurs du nouvel Institut et formule les vœux les plus sincères pour son succès.

Bruxelles, 26 novembre 1912.

IX.—Opinion de M. L. Hammarskjöld,

ANCIEN PROFESSEUR À LA FACULTÉ DE DROIT D'UPSAL, ANCIEN MINISTRE DE LA JUSTICE, ANCIEN MINISTRE DE SUÈDE À COPENHAGUE, GOUVERNEUR DE LA PROVINCE D'UPSAL.

C'est avec la plus vive satisfaction que je salue la création de l'Institut américain de droit international. Personne ne saurait méconnaître le caractère vraiment mondial que doit revêtir le droit international et l'identité des principes qui ont à régir partout et qui trouveront leur sanction la plus efficace dans une conscience universelle et commune à tous les peuples civilisés. Mais, pour l'accomplissement de la tâche si vaste et si ardue que se proposent les champions de ce droit, il faut regarder comme très utile et désirable la formation de nouveaux cercles d'études et de propagande, destinés à collaborer avec l'Institut de droit international. Parmi ces cercles, actuels ou à venir, aucun n'est appelé à jouer un rôle plus important que celui qui réussira et coordonnera les efforts des savants et publicistes des Républiques américaines. Je voudrais voir leur exemple imité par d'autres unités géographiques, au sein desquelles la correspondance des intérêts, des traditions et des aspirations pourrait permettre une collaboration particulièrement intime et fruc-

tueuse. En attendant je me fais un plaisir d'exprimer les vœux les meilleurs et les plus sincères pour la prospérité de l'Institut américain de droit international, et de féliciter cordialement MM. J. Brown Scott et A. Alvarez de l'heureuse initiative due à ces éminents internationalistes.

Upsal, le 10 février 1913.

X.—Opinion de M. Michel Kebedgy,

ANCIEN PROFESSEUR DE DROIT INTERNATIONAL À L'UNIVERSITÉ DE BERNE,
ANCIEN CONSEILLER À LA COUR D'APPEL MIXTE D'EGYPTE, MEMBRE DE LA
COUR PERMANENTE D'ARBITRAGE DE LA HAYE, MEMBRE DE L'INSTITUT DE
DROIT INTERNATIONAL.

C'est avec le plus grand plaisir que j'ai appris que l'Institut américain de droit international avait été fondé à la date du 12 octobre 1912 et que l'illustre citoyen du Nouveau Monde, M. Elihu Root, avait bien voulu en accepter la présidence d'honneur. Ma joie est d'autant plus sincère que je puis relever à ce propos deux points, qui me paraissent particulièrement dignes d'attention.

C'est avec infiniment de raison que la Note confidentielle du 4 juillet 1912 déclare que "l'Institut sera appelé à rendre le plus grand service à l'humanité en étudiant les différentes voies et en trouvant les meilleurs moyens pour maintenir, *fondées sur le droit et la justice*, les relations normales entre les nations." Il me semble que si l'Institut veut bien s'engager résolument dans cette voie, il aura rendu un très grand service à l'humanité. Je suis heureux de constater que ses très distingués fondateurs

ne se sont pas attardés dans la condamnation théorique de la guerre, qui sera malheureusement un fait brutal inévitable aussi longtemps qu'il y aura des injustices et aussi longtemps que les hommes seront dans ce monde tels que nous les connaissons, avec leurs imperfections et leurs faiblesses. Mais c'est précisément en travaillant sérieusement à asseoir les relations entre les nations sur la base solide du droit *et de la justice*, en s'efforçant pour cela d'épurer et d'affiner les idées qui président à ces relations, que l'on pourra se flatter d'arriver progressivement à la diminution des guerres, sinon à leur complète suppression. Cette tâche est infiniment plus pratique que les vaines déclamations contre la guerre.

De ce premier principe, une fois posé, découle nécessairement un second, dont la consécration nous est garantie par l'esprit démocratique même qui anime les fondateurs de l'Institut américain. La souveraineté des nations et l'indépendance qui en est la conséquence entraînent, comme corollaire nécessaire, leur *égalité juridique*. C'est là un droit fondamental de tout État souverain, au maintien duquel veillent jalousement tous ceux qui se refusent à faciliter le succès de certaines tendances funestes vers la prépondérance de la force matérielle, convaincus que ce succès conduirait fatalement à la confusion, au désordre et aux pires catastrophes. Les conditions mêmes dans lesquelles l'Institut américain voit le jour nous sont un sûr garant qu'il n'admettra jamais une atteinte à ce droit tutélaire de l'égalité de toutes les nations.

En s'inspirant de ces idées—et tout nous fait espérer qu'il en sera ainsi—l'Institut américain de droit international s'assurera la collaboration fraternelle de tous les internationalistes du monde entier, qu'inspire un *idéal*

de justice et d'équité, seul fondement solide de paix durable et bienfaisante.

Lausanne, 7 décembre 1912.

XI.—Opinion de M. H. Lammasch,

PROFESSEUR DE DROIT INTERNATIONAL À L'UNIVERSITÉ DE VIENNE, MEMBRE DE
LA COUR PERMANENTE D'ARBITRAGE DE LA HAYE, MEMBRE DE L'INSTITUT
DE DROIT INTERNATIONAL.

Deux hommes qui sont au premier rang parmi les coryphées du droit international, M. J. Brown Scott et M. Alejandro Alvarez, proposent la création d'un Institut américain de droit international. La part que l'Amérique a prise en ces dernières années dans le développement du droit international est si considérable, le nombre des Américains du Nord et du Sud, qui ont contribué au progrès de cette science est si grand, que cette entreprise me paraît des plus heureuses. Elle est heureuse non seulement pour l'Amérique elle-même, mais encore pour le vieux monde. Nombre de questions sont en effet communes aux deux hémisphères, et chaque vérité à laquelle on parviendra en Amérique sera par cela même acquise à l'ancien continent. Certaines matières, sans doute, se présentent au-delà de l'Océan sous un jour différent que pour nous, mais il est particulièrement difficile de régler ces questions d'une manière juste et équitable si on ne connaît pas de part et d'autre tous les éléments qui doivent être pris en considération. Il nous suffira de donner deux exemples: La question du service militaire des étrangers et celle de l'obligation d'indemniser les

étrangers pour les pertes subies dans les guerres civiles et les émeutes sont envisagées d'une manière tout-à-fait différente en Europe et en Amérique. Si en Europe on avait une connaissance plus complète des circonstances qui déterminent la conception américaine, il serait peut-être plus facile de se comprendre.

Il est deux questions, d'un intérêt considérable, pour lesquelles la collaboration de l'Amérique sera spécialement précieuse, car ce sont les États-Unis qui à leur sujet se sont mis à la tête du mouvement. Ce sont celles de l'arbitrage et de la protection de la propriété privée dans les guerres maritimes. En ce qui concerne l'arbitrage la participation des États de l'Amérique latine a été des plus importantes. Le Brésil, sous l'administration de son ministre des affaires étrangères, M. le baron de Rio Branco, dont nous déplorons la mort prématurée, a réglé toutes ses frontières par la voie de l'arbitrage: il a, d'autre part conclu un nombre de traités d'arbitrage obligatoire qui excède celui de ceux signés par toutes les autres puissances. A la Conférence de la Paix de 1907 les diplomates de l'Europe ont été étonnés du talent et des connaissances profondes dont ont fait preuve la plupart des représentants des États de l'Amérique latine.

La collaboration intellectuelle de tout un continent—et il va de soi que le Canada ne pourra et ne voudra pas être exclu—ne manquera pas de donner un élan nouveau à des études, dont la nécessité pour le progrès de l'humanité entière est plus que jamais reconnue. L'Institut de droit international, fondé il y a quarante ans, ne saurait que souhaiter la bienvenue à sa sœur cadette.

Vienne, 22 avril 1912.

XII.—Opinion de M. T.-J. Lawrence,

MEMBRE DE L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Une association telle que l'Institut américain de droit international ne peut donner que d'heureux résultats si ses travaux ne comportent aucune tentative pour développer une espèce de droit international spéciale au continent américain. Les intérêts de la civilisation et du progrès exigent, en effet, qu'il n'existe qu'une seule famille de nations, qu'un seul corps de règles établies par le consentement général de ses membres pour gouverner leurs relations mutuelles. Je suis heureux de voir dans les documents publiés par les fondateurs de l'Institut qu'ils ont apprécié cette considération à sa juste valeur. La nouvelle institution, en dirigeant l'activité des publicistes de l'Amérique vers l'étude des problèmes américains et en poursuivant l'adhésion des jurisconsultes et des hommes d'État du monde entier aux principes relatifs à ces problèmes, est susceptible de rendre des services dont on ne saurait fixer la limite. En dégageant d'une façon positive l'opinion américaine la plus autorisée, elle aura encore la plus grande influence sur le développement d'un droit véritablement international, aussi large et aussi fécond que la civilisation elle-même. Je souhaite dès lors un plein succès aux promoteurs de l'Institut américain de droit international.

Upton Lovel Rectory, Wilts,

Grande-Bretagne, décembre 1912.

XIII.—Opinion de M. Franz von Liszt,

PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE BERLIN, MEMBRE DE L'INSTITUT DE DROIT
INTERNATIONAL

C'est avec la plus grande satisfaction que je salue la fondation de l'Institut américain de droit international. Je félicite chaleureusement M. Scott et M. Alvarez d'avoir conçu cette idée avec tant de clarté et de l'avoir réalisée si résolument. Je souhaite la bienvenue à notre frère cadet, à qui nous promettons tous un avenir heureux et glorieux. Les États des trois Amériques travailleront pour la paix et la justice mondiales, en resserrant les liens du droit international public et privé qui les unissent, et en apportant à l'étude des questions universelles leurs riches expériences et la vigueur fraîche de leurs espérances. Ils uniront à la sagesse un peu sénile de la vieille Europe la jeunesse quelquefois un peu exubérante du Nouveau Monde. Ce sera une union fertile pour les travaux de la science du droit et pour les délibérations des diplomates. Je ne puis, en faveur de l'Institut américain, que m'en référer aux arguments présentés par M. de Lapradelle d'une manière si magistrale que tout exposé nouveau semblerait oiseux.

Berlin-Charlottenbourg, 22 novembre 1912.

XIV.—Opinion de M. J. de Louter,

PROFESSEUR DE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC À L'UNIVERSITÉ D'UTRECHT,
ASSOCIÉ DE L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

La création d'un Institut américain de droit internatio-

nal, longtemps préparée par des maîtres éminents du droit des gens et approuvée avec enthousiasme par les jurisconsultes de toute l'Amérique, est chose faite depuis le 12 octobre 1912. Non contents des services importants qu'ils ont rendus au développement du droit international mondial, les Américains désirent s'unir en un groupe continental pour mieux étudier les questions purement ou principalement américaines et en même temps pour accentuer leurs propres vues sur les questions d'un intérêt universel. Après les déclarations de sympathie chaleureuse des publicistes les plus compétents du Vieux Monde, il serait tout à fait inutile de réitérer les arguments qui ont motivé leur assentiment presque unanime. En véritable ami, non seulement des Américains, mais surtout de la science américaine si originale et stimulante, je ne saurais mieux faire que de souligner ce que d'autres ont dit dans une forme heureuse et achevée. Je me permettrai toutefois deux observations, qui ont pour moi un réel intérêt.

Je constate d'abord avec une grande satisfaction que le projet de statuts du nouvel Institut ne parle que du "droit international" tout court, qu'il ne fait nullement allusion à la conception d'un droit international spécial, *in casu* américain. En réalité, malgré son titre qui peut prêter à équivoque, l'excellent ouvrage de M. A. Alvarez sur *Le droit international américain*, qui a jeté une vive lumière sur quantités de questions que la vieille Europe serait peut-être tentée d'oublier ou de méconnaître, n'a pas non plus consacré une pareille conception (V. *Le droit international américain*, p. 259 et 260. V. aussi du même auteur: *La codification du droit international*, p. 183). L'Institut américain ne s'occupera donc pas de formuler un "droit international américain." Le droit des gens est en effet un et indivisible. Il implique cependant l'exis-

tence de nombreuses questions qui, selon les circonstances de lieu ou de temps, varient à l'infini et engendrent des problèmes et des points de vue fort différents. Ce sont les problèmes et les points de vue qui trouvent leur origine dans le Nouveau Monde, et qui sont dûs, en grande partie, au développement étonnant de l'Amérique latine, qui justifient la fondation d'un Institut américain : celui-ci les envisagera avec une attention particulière et d'une façon approfondie. Quelques auteurs ont préconisé la création en Europe et dans les autres continents d'Instituts du même genre. Je crois que cette création ne serait pas sans dangers : elle pourrait amener des dissentiments de principes et des divergences d'opinions qui ne tarderaient pas à entraver la marche du progrès.

Un autre avantage que présente la nouvelle institution, et que je veux signaler, est son organisation démocratique et égalitaire. Le continent américain n'est pas, comme la vieille Europe, partagé en cinq ou six grandes puissances qui, tant bien que mal, se tiennent en échec par des combinaisons artificielles et temporaires et qui, ensemble, déterminent les solutions internationales, même celles qui regardent les intérêts vitaux d'États plus petits ou plus faibles : l'antagonisme, qui existe ainsi entre les États, ne se manifeste pas sans doute ouvertement dans la science, mais il apparaît au sein des Conférences diplomatiques, et il en résulte des divergences d'opinions qui se révèlent d'une manière non équivoque et souvent fort accentuée. En Amérique, il n'y a jusqu'à présent qu'une seule puissance de tout premier ordre ; les autres, tout en ayant fait de rapides progrès, tournent, en effet, toujours leurs regards vers le Nord : c'est à la grande République des États-Unis qu'elles demandent des garanties contre les prétentions parfois exagérées des États du Vieux Monde. Dans ces conditions, il est du plus haut intérêt de voir les sa-

vants et les publicistes des vingt et une Républiques du nouveau continent s'unir étroitement afin d'étudier, de concert, les grands problèmes de l'avenir et de frayer la route d'une solution pacifique et équitable de ces problèmes. C'est à l'Institut américain qu'incombera le devoir de montrer aux gouvernements des États secondaires que les progrès d'un internationalisme un peu vague ne menacent point l'indépendance des membres de la société humaine, que ces progrès dépendent plutôt du maintien intact de leur originalité, c'est-à-dire de leur indépendance et de leur souveraineté. Cet Institut enseignera à toutes les nations des deux hémisphères que les membres les plus faibles de la grande famille des États n'ont rien à craindre lorsque les principes du droit, étudiés et élucidés par la science indépendante et désintéressée, sont partout reconnus comme les assises solides de la vie internationale. L'Amérique, qui dans les Conférences de la Paix a si vaillamment défendu la souveraineté et l'égalité des États, pourra devenir, par l'heureuse association des principes et des intérêts, le gardien fidèle du droit international et de la paix qui en est le fruit.

Hilversum, près Utrecht, 24 novembre 1912.

Les rapprochements graduels entre le nord et sud ont créé un nouvel instrument de progrès. Les projets d'une union panaméricaine, qui ont été longtemps lancés sans jamais aboutir, ont enfin donné un résultat sur le terrain paisible des études, grâce au talent et à la persévérance de deux hommes illustres des deux moitiés de l'hémisphère. Dans le cours de l'année passée M. James Brown Scott, le jurisconsulte et pacifiste renommé des États-Unis, et M. Alejandro Alvarez, ancien professeur et conseiller

au ministère des affaires étrangères du Chili, qui en juin 1912 avait exercé une influence des plus salutaires à Rio sur le grand projet de codification, après une rencontre personnelle à Washington, y ont fondé en octobre 1912 "l'Institut américain de droit international." Cet institut a pour but: 1°. de contribuer au développement du droit international; 2°. de consolider le sentiment commun d'une justice internationale; 3°. de faire accepter partout l'action pacifique dans le règlement des contestations internationales entre les États américains. Cette idée lumineuse naquit de la conviction qu'il vaut mieux propager les notions de droit et de justice par une infusion lente mais constante dans les têtes et les cœurs des peuples que par des négociations diplomatiques qui ne reposent pas sur un sentiment populaire général.

Si l'on prend en considération que le mouvement pacifiste en Amérique est beaucoup plus universel qu'ailleurs, qu'il repose soit sur un fonds religieux, soit sur une communauté d'intérêts et de tendances digne d'envie, on saura apprécier cette preuve nouvelle d'un progrès vigoureux qui nous est parvenue de l'autre côté de l'Océan; il ranime notre espoir et redouble nos efforts.¹

XV.—Opinion de M. L. Oppenheim,

PROFESSEUR DE DROIT INTERNATIONAL À L'UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE, MEMBRE
DE L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Je dois dire très franchement que, si j'avais été consulté lorsque l'Institut américain de droit international

¹Extrait du discours d'ouverture de M. de Louter au 20^e Congrès universel de la Paix, tenu à La Haye au mois d'août 1913.

était encore à l'état de projet, j'aurais émis l'avis d'attribuer à l'institution projeté un nom différent, tel que, par exemple, "Académie américaine de droit international." L'ancien Institut de droit international, qui a été fondé à Gand en 1873 et qui se trouve dans une situation très florissante, comprend les jurisconsultes occupant dans le monde le premier rang en matière de droit international; il y a beau y avoir en Amérique quantité de jurisconsultes éminents, il est de toute impossibilité qu'un Institut américain de droit international contienne parmi ses membres un nombre de personnages de premier plan égal à celui que contient l'ancien Institut. C'est une raison pour que les résolutions de l'Institut américain puissent peut-être ne pas avoir le même poids et la même autorité que celles de l'ancien Institut. Par suite, il eût été préférable de donner à la nouvelle institution un autre nom, de façon à écarter l'impression qu'on s'est proposé de fonder une institution égale à celle qu'est l'Institut de droit international. Je ne conteste pas que, l'ancien Institut étant un corps restreint comportant un nombre limité de membres, ayant par la nature des choses son centre en Europe et ne pouvant comprendre que très peu de membres américains, ce ne fût presque une nécessité que de fonder une institution américaine, qui recruterait ses membres parmi les vingt et un États américains; mais je crois qu'il eût mieux valu donner à l'institution américaine un nom qui ne pût éveiller l'idée d'un conflit avec le nom de l'ancien Institut.

Quoi qu'il en soit, la fondation de l'Institut américain de droit international est maintenant un fait accompli et, somme toute, le nom de l'institution n'a qu'une importance secondaire. Je n'hésite pas, en dépit de l'objection que j'adresse à son titre, à souhaiter de tout mon cœur la

bienvenue à l'Institut américain, et je crois qu'il fera en vérité de très bonne besogne. A peu d'exceptions près, tous les États du continent américain suivent à l'heure actuelle une marche prospère et de jour en jour prennent plus d'importance. Aussi y a-t-il un intérêt de premier ordre à ce que l'on donne aux spécialistes les plus éminents de ces vingt et un États l'occasion de faire entendre leur voix et d'exercer leur influence dans une institution qui se propose de favoriser le développement progressif du droit international et son traitement scientifique. Sans parler d'autres considérations, il y a un certain nombre de problèmes internationaux qui, par leur nature même, sont purement américains et qui, par suite, ne peuvent être réglés que par des jurisconsultes américains.

Je ne partage pas les craintes de ceux qui affirment que la fondation de l'Institut américain pourrait conduire à des difficultés entre lui et l'ancien Institut, parce que le premier pourrait prendre des résolutions qui ne seraient pas en conformité, voire même qui seraient en opposition, avec les résolutions prises par le second. Il est certain qu'à l'occasion il peut se produire une divergence d'opinion de ce genre; et, vraisemblablement, il en sera ainsi; mais je ne vois pas pourquoi il pourrait résulter de là quelque froissement. Si grande que soit la valeur des résolutions de l'Institut de droit international, ces résolutions ne sont pas, dans son œuvre, la seule partie précieuse; et peut-être n'en est-ce pas la partie la plus précieuse: cette œuvre, en réalité, consiste dans la *préparation* des résolutions, dans les *rapports* et dans les *discussions* qui ont pour objet les matières à l'ordre du jour. Tous les membres de l'ancien Institut qui prennent une part active à ses travaux et à ses réunions savent parfaitement que les résolutions votées dépendent, dans une large

mesure, des membres qui se trouvent présents à une session déterminée; ils savent que ces résolutions sont, fréquemment, le résultat d'une transaction et qu'elles ne sont que très rarement l'expression unanime des convictions de tous les membres présents et absents. Bien que chaque membre considère, avec le respect qui leur est dû, les résolutions de l'Institut de droit international, il n'en est pas un qui voudrait renoncer à son droit de les critiquer: chacun entend réserver son opinion relativement à leur valeur absolue. C'est pourquoi le fait que l'Institut américain pourrait voter des résolutions qui ne seraient pas en conformité ou même qui seraient en opposition avec les résolutions de l'ancien Institut, ne saurait, à mon sens, conduire à un état de froissement: ce fait ferait simplement ressortir quelque chose, connu par ailleurs, à savoir que sur les matières en question tous les jurisconsultes les plus éminents du monde ne professent pas une seule et même opinion.

S'il peut y avoir une crainte à concevoir, c'est que l'Institut américain vote des résolutions affirmant l'existence de règles d'un droit international américain qui ne seraient pas en conformité avec les règles du droit international en général. Il y a certainement une tendance de la part de quelques jurisconsultes américains à défendre cette assertion que, bien que les règles du droit international en général s'appliquent aux relations des États européens avec les États américains, il existe pour ces relations quelques règles spéciales qui ne s'appliquent pas dans les relations des États européens entre eux. Le meilleur exemple à donner est celui de la doctrine de Monroë, au sujet de laquelle quelques auteurs américains affirment qu'elle n'est pas seulement une doctrine d'une très grande importance politique, mais qu'elle constitue

encore une partie intégrante de ce que ces auteurs appellent le "droit international américain." L'article de M. Alvarez, dans le troisième volume du *Journal américain de droit international* (*The American Journal of International Law*), intitulé: *L'Amérique latine et le droit international*, et ses très savants ouvrages sur *Le droit international américain* (1910) et *La codification du droit international* (1912) ont créé l'impression qu'il appartenait à cette école de jurisconsultes américains. Je suis heureux de dire qu'après les discussions approfondies que j'ai eues sur ce point avec M. Alvarez, je dois reconnaître qu'il y a là un malentendu, et que ce que défend M. Alvarez c'est l'existence de règles particulières concernant des problèmes américains spéciaux et relatives à des points qui n'ont pas jusqu'ici pris rang parmi les règles du droit international en général. Mais il n'est pas douteux que d'autres jurisconsultes américains défendent l'existence de règles d'un droit international américain concernant les relations des États européens avec les États américains et qui sont en opposition avec les règles du droit international en général concernant les relations internationales respectives de tous les États civilisés. Si ces jurisconsultes prenaient la haute main dans l'Institut américain de droit international, il est certain que des résolutions seraient votées qui, en aucun cas et en aucune manière, ne pourraient être acceptables pour les spécialistes du droit international du monde dans son ensemble. Pour le moment, je ne crois pas que l'on puisse s'attendre à rien de semblable: les fondateurs de l'Institut, dans une lettre du 5 novembre 1912, exposent, en effet que le nom d'"américain" a été choisi pour le nouvel Institut de droit international, pour des raisons géographiques: afin de le distinguer de l'ancien Institut de droit international, et

nullement pour suggérer qu'il y a ou qu'il pourrait y avoir un droit international en Amérique, opposé au droit international universel. J'ai confiance que l'avenir n'apportera pas de démenti à cette assertion des fondateurs.

J'espère que la franchise avec laquelle j'ai exposé mon opinion ne donnera pas l'impression que je puisse être le moins du monde opposé à l'Institut américain de droit international. Sous la réserve de l'objection de peu d'importance que je fais à son titre, je salue la fondation du nouvel Institut avec grand plaisir, je lui souhaite plein succès et je suis convaincu qu'il produira une œuvre tout à fait excellente.

Whewell House, Cambridge, 19 novembre 1912.

XVI.—Opinion de M. Antoine Pillet,

PROFESSEUR À LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS, MEMBRE DE
L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

On veut bien me demander ce que je pense de la création d'un Institut américain de droit international. Mon avis ne différera pas sensiblement de ceux qui ont déjà été exprimés par mes savants collègues: moi aussi je saluerai dans cette création un événement d'heureux augure pour l'avenir du droit international.

L'Idée en est née en son temps. Plus on va, plus on voyage, plus les relations internationales acquièrent de densité et de variété, réclamant la protection d'un droit nouveau qui ne soit pas le produit de la pure imagination de novateurs curieux de se distinguer, pas davantage la

plate imitation de disciplines créées en vue d'un objet différent, d'un droit modelé sur les besoins qui s'élèvent de toutes parts, d'un droit se faisant le serviteur modeste de l'idée de justice et s'appliquant à la faire pénétrer dans le règlement des affaires internationales avec toute la mesure que commande l'infirmité humaine.

L'Institut américain de droit international se consacrera utilement à cette tâche. Que les questions plus particulièrement américains soient revendiquées par lui pour son domaine, cela va de soi. Mais j'espère qu'il ne limitera pas là son activité et qu'il voudra reprendre, pour les soumettre à un nouvel examen, les grandes questions agitées dans les sessions de l'Institut de droit international européen, même celles que les Conférences de La Haye n'ont pas craint de trancher.

En réalité, aucune de ces questions n'est définitivement résolue; je n'en connais pas une seule qui ait reçu une réponse universellement admise et fondée sur l'assise inébranlable d'une conviction commune. La lutte séculaire de la nationalité et du domicile est-elle close; la légitimité de la doctrine du renvoi est-elle établie ou ruinée; et, sur une plate-forme plus haute, sait-on, de nos jours, quelque chose de certain touchant l'effet des traités; les lois de la guerre, si solennellement proclamées, sont-elles effectivement révérees et ponctuellement obéies? Le logis du droit international paraît s'édifier, mais assurément il est fort loin d'être terminé et le moment n'est pas venu d'attacher au faite de la maison le bouquet que les charpentiers ont coutume d'y placer pour marquer l'achèvement de leur œuvre.

La jeune Société que voit naître l'Amérique s'appliquera à son tour à ces redoutables questions: si elle se résigne à avancer avec prudence et à ne soumettre aucun

point à la délibération sans l'avoir examiné sous toutes ses faces, si elle a la sagesse de ne prétendre réglementer que les seuls problèmes sur la solution desquels l'opinion est à peu près unanime, si elle est patiente, modeste et désintéressée, il n'est pas douteux qu'une grande gloire l'attend, la gloire de fonder un droit international qui ne soit pas une trompeuse chimère, mais une réalité vivante et agissante.

Je prie MM. Brown Scott et Alvarez de recevoir mes meilleurs vœux.

Paris, 14 décembre 1912.

XVII.—Opinion de M. N. Politis,

PROFESSEUR AGRÉGÉ À LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS,
ASSOCIÉ DE L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

J'applaudis avec joie à l'heureuse initiative de MM. Alvarez et Scott, et j'en souhaite de tout cœur le succès. L'idée d'un Institut américain de droit international était mûre, elle devait prendre corps. Rien de plus naturel que sa réalisation ait été désirée simultanément par deux hommes qui, l'un dans le Sud, l'autre dans le Nord, comptent parmi les jurisconsultes les plus éminents et les esprits les plus perspicaces et les plus vigoureux du Nouveau Monde. Rien de plus naturel aussi que leur appel ait trouvé un accueil enthousiaste et unanime dans toutes les Républiques américaines.

Une expérience de près de quarante ans a montré les inappréciables services rendus par l'Institut de droit in-

ternational au progrès de la justice et de la paix entre les nations. Chacun sait de quelle utilité ont été ses travaux pour les gouvernements et les Conférences de La Haye. Se recrutant dans le monde entier, l'Institut de droit international est le représentant autorisé de la conscience juridique universelle. Il s'attache à dégager la coutume et à formuler des règles conformes aux intérêts communs de tous les États. C'est parce qu'ils sont établis sur cette base solide que ses projets ont été si souvent convertis en lois internationales.

Tout en participant à la solidarité du monde civilisé, les Républiques américaines ont, entre elles, des intérêts propres. Un idéal particulier, une solidarité spéciale les unit. Dans la grande famille des nations, elles forment un groupement plus intime. A ces rapports plus étroits correspond un droit plus restreint: *ubi societas ibi jus*. Ce droit a déjà son législateur: ce sont les Conférences panaméricaines dont la périodicité est désormais assurée. Elles sont, pour l'Amérique, ce que les Conférences de La Haye sont pour l'ensemble des États. Mais tandis que les Conférences de La Haye ont, dès l'origine, trouvé, dans l'Institut de droit international, un guide scientifique, les Conférences panaméricaines n'ont pas encore le leur. Il y a là une lacune que la fondation de l'Institut américain de droit international va heureusement combler.

Le nouvel Institut naît sous les meilleurs auspices. Non seulement il a, pour réussir, l'exemple et le modèle de son aîné; mais il apparaît comme une nécessité. A la différence de l'Institut mondial qui, né bien avant la réunion des Conférences de La Haye, a eu à faire ses preuves et à justifier son existence, il suit l'organisation des Conférences panaméricaines et répond tout de suite à un besoin certain. C'est un organe nécessaire; au lieu d'ap-

peler la fonction qu'il doit remplir, c'est, au contraire, elle qui le crée. Il sera le représentant de la conscience juridique du Nouveau Monde comme l'Institut de droit international l'est de la conscience juridique universelle.

Se mouvant dans des sphères distinctes, les deux Instituts, loin de se heurter, se compléteront l'un l'autre. Les promoteurs du nouvel organe en ont excellemment indiqué le but et tracé le programme.

Il préparera d'abord l'infrastructure de son travail scientifique, en procédant à la reconnaissance des liens de la solidarité panaméricaine: à cette fin, il publiera dans un Recueil spécial tous les documents ayant trait à la vie internationale des Républiques américaines; ce sera une collection extrêmement précieuse: en même temps qu'elle facilitera le travail de l'Institut, elle sera, en Amérique comme au dehors, la source féconde des libres recherches scientifiques.

Sur cette base, l'Institut étudiera ensuite les problèmes exclusivement américains pour élaborer les règles dont l'adoption sera offerte aux Conférences panaméricaines.

Il envisagera enfin les questions générales du droit des gens en vue de dégager, quant à elles, le point de vue américain. Ce sera la partie la plus délicate de sa tâche. Par elle, il se rencontrera, dans le domaine de la science, avec l'Institut mondial et, sur le terrain de la pratique, avec les Conférences de La Haye. Ainsi, il pourra être le collaborateur de l'un et le guide des autres. Pour réussir dans cette voie, il lui faudra soigneusement éviter toute tendance particulariste qui serait à la fois contraire aux saines méthodes scientifiques et funeste à l'entente internationale et au progrès du droit des gens. Dans les questions d'intérêt universel, les idées propres à un groupe d'États, loin d'être opposées à celles des autres États,

doivent se concilier entre elles pour le plus grand profit de tous. Cet effort nécessaire est plus facile de la part des membres d'une Académie que de la part des délégués à une Conférence diplomatique. Pénétré de sa haute mission, l'Institut américain saura sans doute écarter tout ce qui peut diviser, pour donner ses préférences et couvrir de son autorité légitime les solutions les plus propres à rapprocher les continents. Ainsi, en même temps qu'il servira les intérêts bien entendus de l'Amérique, il méritera grandement de l'humanité.

Les travaux de l'Institut américain donneront, j'en suis persuadé, une impulsion considérable aux études de droit international. Ils montreront pratiquement que, pour assurer le progrès du droit des gens, le meilleur moyen est de commencer par bien connaître les intérêts de chaque État, en fonctions de l'intérêt général. Le besoin se fera sentir de créer partout, sur le modèle de l'*American Society of International Law*, des sociétés locales qui coordonneront les efforts des jurisconsultes nationaux et, fournissant à l'Institut mondial l'apport scientifique de chaque pays, lui permettront de préparer avec plus de méthode et d'efficacité le travail des Conférences de La Haye. Dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, une ère nouvelle s'ouvre: celle des sociétés et des fédérations. Le Nouveau Monde fournit un probant exemple dont l'Ancien doit se hâter de faire son profit.

Paris, 30 mars 1912.

XVIII.—Opinion de M. Albéric Rolin,

PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE GAND, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'INSTITUT DE
DROIT INTERNATIONAL

La création de l'Institut américain de droit international doit être chose faite à l'heure où nous écrivons. Elle est due à l'initiative heureuse de notre éminent confrère, M. James Brown Scott, ancien professeur de droit à l'Université de Columbia, directeur de la Section juridique de la Fondation Carnegie, et de M. Alejandro Alvarez, ancien professeur à la Faculté de droit du Chili, membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye. Comme secrétaire général d'une institution plus ancienne, du vieil Institut de droit international fondé à Gand en 1873, et encore plein de vie et de vigueur malgré son grand âge, nous ne pouvons qu'applaudir à leur œuvre. Nous n'envisageons pas le nouvel organisme comme un rival, mais comme un instrument puissant du développement et du progrès du droit des gens, comme un auxiliaire précieux dans notre incessant labeur, comme un stimulant d'énergie. Après le vibrant article publié sous la signature de M. de Lapradelle dans la *Revue générale de droit international public*, il est vraiment inutile d'en indiquer les raisons. Nous ajouterons cependant quelques réflexions et quelques observations à celles que contient cette intéressante étude.

On remarquera tout d'abord la qualification du nouvel Institut. Il ne s'agit pas d'un Institut de *droit international américain*. Les promoteurs de l'Institut nouveau ont sans doute voulu éviter de trancher une question fort débattue parmi les jurisconsultes américains : celle de savoir s'il existe un droit international américain. M. Alvarez avait lu au troisième Congrès scientifique latino-

américain, en 1905, à Rio de Janeiro, un Mémoire sur l'origine et le développement du droit international américain et proposé au Congrès de reconnaître formellement l'existence de ce droit, lequel consisterait "dans un ensemble de règles et de lois spéciales que les États latino-américains observent ou doivent observer dans leurs relations entre eux ou avec les autres États d'Europe ou d'Amérique." Sa conclusion tendait à faire décider qu'il y aurait, au prochain Congrès scientifique, une section destinée à l'étude détaillée de ce droit et des parties qui le constituent.

La section des sciences juridiques et sociales approuva à la majorité des voix la conclusion du Mémoire; mais cette question ne fut pas soumise à l'assemblée plénière et ne pouvait l'être parce qu'elle ne figurait pas à l'ordre du jour.

En 1907, M. Alvarez publia, dans la *Revue générale de droit international public*, sous le titre suivant: *Le droit international américain, son origine et son évolution*,¹ le Mémoire qu'il avait lu au troisième Congrès scientifique, mais en élargissant le domaine géographique de ce droit, et en y faisant entrer les États-Unis de l'Amérique du Nord.

Et l'on fit figurer au premier Congrès panaméricain de Santiago, au mois de décembre 1908, les questions suivantes:

V.—Y a-t-il possibilité pour les États d'Amérique d'adopter un ensemble de principes ou règles de droit international, au sujet desquels un accord mondial serait irréalisable?

¹*Revue Générale de Droit International Public*; Tome XIV (1907), p. 393.

VI.—Étant données les conditions particulières des États du Nouveau Continent, peut-on affirmer l'existence d'un droit international américain? Dans l'affirmative, quelle serait la conception que l'on devrait avoir de ce droit, de ses bases et des matières qui le constituent?¹

La question n'a pas été définitivement résolue; mais, quelle que soit la solution qu'elle doit recevoir, l'Institut nouveau n'en sera pas moins appelé à rendre de grands services et nous paraît combler une lacune, en tendant à rendre plus efficace et plus active encore la collaboration des jurisconsultes du Nouveau Continent à l'œuvre entreprise par l'Institut de droit international. Nous rappelons brièvement quelques faits.

Deux américains, qui se sont illustrés entre tous dans la science du droit international, ont figuré parmi les onze fondateurs de notre Institut en 1873: Dudley Field et Calvo, l'un appartenant à l'Amérique du Nord, l'autre à l'Amérique du Sud. Quatre autres sont au nombre des savants qui en furent élus membres dès la première session, et que M. Lehr appelle très justement les ouvriers de la première heure. Dudley Field, malgré son grand âge, Calvo, malgré une santé fragile, franchirent maintes fois l'Océan pour assister à nos sessions. Leurs compatriotes, élus à cette époque ou plus tard membres ou associés, n'ont pu le faire que très exceptionnellement. Sans doute leur collaboration par correspondance nous a été précieuse et leurs travaux individuels ont contribué puissamment à activer la marche éternelle des nations, malgré

¹Ces quelques indications très brèves sont empruntées au remarquable ouvrage que vient de publier M. Sa Vianna, professeur de droit international public à la Faculté des sciences juridiques et sociales de Rio de Janeiro, sous le titre: *De la non-existence d'un droit international américain*.

des défaillances temporaires, vers un peu plus de justice internationale, et une compréhension plus claire des intérêts généraux de l'humanité. Mais, dispersés sur la vaste étendue du Continent américain, ils n'ont pu faire entendre une voix commune. Or, il ne faut pas se le dissimuler, et le phénomène apparaît avec une clarté de plus en plus lumineuse, malgré l'extrême diversité des races qui ont contribué, par un courant d'immigrations continu persistant pendant des siècles, à former tous ces États qui se sont épanouis sur le sol du Nouveau Monde, il existe entre tous une certaine communauté d'opinions, de vues, d'aspirations, surtout dans le domaine du droit des gens. Ils ne sont pas enchaînés par des traditions aussi anciennes, aussi invétérées que celles de la vieille Europe: ils ont d'autres besoins, ils ont fait d'autres expériences. Tout au moins ont-ils dû faire certaines expériences plus fréquemment dans des conditions plus graves, plus troublantes. Isolés des États européens de la tutelle desquels ils se sont affranchis successivement, parties de l'insurrection contre une autorité étrangère pour arriver à l'indépendance politique, et devant par conséquent leur existence à des événements identiques, ils ont fini, tous aussi, par adopter une même forme de gouvernement. Ils sont naturellement portés à réagir contre certaines idées étrangères, et parfois surannées. Leurs conceptions sont plus hardies et souvent en avance sur celles des États européens. Ajoutons qu'à toutes les époques les émigrants, sans constituer toujours une élite, ce qui fut cependant le cas pour ceux qui étaient chassés de leur patrie par les persécutions politiques ou religieuses, constituaient des personnalités hardies, aventureuses, énergiques, éprises de liberté et d'égalité. Malgré la diversité des races, malgré l'absence de sympathies à

l'origine entre les États de culture latine et ceux de culture anglo-saxonne ou germanique, ils devaient subir profondément l'empreinte, qu'ils le voulussent ou non, de tous ces facteurs sociaux. Il en fut ainsi dans le domaine du droit public international, comme dans celui du droit public interne.

Est-ce à dire qu'il y ait un droit international américain? On le conteste, et, en un certain sens, on a raison. Comme l'a déclaré catégoriquement M. le Dr. Rodriguez Larreta, qui avait remplacé M. le Dr. V. de la Plaza, ministre des affaires étrangères de la République argentine, dans le discours de clôture de la quatrième Conférence internationale américaine, le 30 août 1911, il n'y a qu'un *droit international civilisé*, et l'on peut même dire que le droit international doit, par essence, être un et universel. Au point de vue scientifique et purement théorique, cela nous paraît hors de doute. Mais est-on d'accord en fait sur tous les principes du droit international? Bien téméraire serait celui qui l'affirmerait. C'est précisément pour réaliser cet accord que se réunissent les nombreuses Conférences officielles ou non officielles, dans lesquelles sont agités les problèmes les plus graves du droit international, et il s'en faut qu'ils aient été tous résolus, que toutes les réformes proposées aient été unanimement acceptées.

N'est-il pas manifeste que c'est en Amérique surtout (et dans l'Amérique du Sud aussi bien que dans l'Amérique du Nord) qu'ont apparu certaines tendances singulièrement progressives de notre droit? Où donc a-t-on préconisé pour la première fois, où a-t-on inséré dans des traités la règle de l'inviolabilité de la propriété privée ennemie, même dans la guerre maritime? Dès 1826, les Instructions données par les États-Unis aux délégués qu'ils

envoyèrent au Congrès de Panama contiennent le passage suivant, renfermant, dit M. Sa Vianna, des principes si libéraux et si progressistes que l'Europe, jusqu'ici, n'a pas pu les adopter: "Vous proposerez au Congrès l'abolition de la guerre contre les propriétés particulières et contre les non-combattants sur mer. Les propriétés particulières devenant exemptes de confiscation et ceux qui sont désarmés n'étant pas molestés sur terre, *il ne saurait y avoir de motif pour que cette protection humanitaire ne s'étende pas à ceux qui se trouvent sur mer.*" Avant et après le congrès de 1856 auquel le représentant des États-Unis demanda formellement, mais en vain, de reconnaître le principe de l'inviolabilité de la propriété privée ennemie même dans la guerre maritime, beaucoup d'États de l'Amérique réussirent à faire inscrire ce principe dans nombre de traités conclus soit entre eux, soit avec des États européens. C'est donc une tendance essentiellement américaine, si ce n'est pas du droit international américain. Bien américaine aussi la tendance qui s'est accusée dans la plupart de ces pays vers l'arbitrage obligatoire à l'exclusion de toute réserve des questions qui intéressent l'honneur, l'indépendance ou l'intégrité des États. Bien américaine encore l'admission déjà ancienne par la plupart de ces pays de l'extradition des nationaux, alors que presque tous les États européens la repoussent.

Ajoutons que dans les deux Amériques semble se développer et grandir le sentiment qu'au-dessus de tous les États qui ont germé et prospéré sur son sol fécond, et dont la riche floraison nous émerveille, il y a un peuple américain. La fameuse doctrine de Monroë n'est peut-être après tout que le pressentiment de ce sentiment. Non pas que cela doive impliquer une union politique. L'hégémonie des États-Unis se heurterait certainement contre des oppositions irréductibles. Mais n'aperçoit-on pas ici

l'ombre encore vague et confuse d'une entité morale et sociale?

Il est utile que nous sachions quelles sont les vues qui prédominent dans cette grande entité géographique et morale sinon politique. La détermination précise d'un corps de doctrine relatif au droit des gens constituant l'expression des sentiments et des vœux des États de l'Amérique ou de la plupart de ceux-ci n'est nullement de nature à nuire à l'élaboration d'un droit international général et universel. Il est bon que l'on sache nettement contre quelles oppositions cette œuvre pourrait se heurter, que même un accord préalable s'établisse entre ces États ou dans ces États sur les doctrines les plus recommandables au point de vue de la justice, de la raison, des intérêts généraux de l'humanité. Des harmonies globales même partielles rapprochent de l'harmonie générale. Ce sera, nous paraît-il, une des tâches de l'Institut américain de droit international.

La science des promoteurs de cet Institut nous est un sûr garant d'ailleurs que, dans l'élaboration d'une doctrine américaine du droit des gens, ils tiendront compte dans une mesure juste et raisonnable des conceptions européennes. Les transactions et les compromis souvent indispensables, quand il s'agit de construire, de parachever l'édifice du droit international, seront rendus bien plus faciles parce que les situations seront plus clairement définies et parfois simplifiées. La perception claire d'une divergence d'opinions est un pas considérable vers un accord réel, non pas seulement apparent et éphémère.

En somme l'Institut américain de droit international est la réalisation heureuse d'une œuvre que l'Institut ancien avait entrevue et souhaitée sans doute dès sa fondation. L'article 9 de ses statuts ne dit-il pas que, "dans chaque État, les membres, de concert avec les associés, pourront

constituer des Comités composés de personnes vouées à l'étude des sciences sociales et politiques pour seconder les vues de l'Institut parmi leurs compatriotes?" Cette œuvre est même réalisée avec plus de largeur. Ce n'est pas au sein d'un État, c'est au sein d'un groupe d'États nombreux, réunis par une grande analogie de conceptions morales et sociales en ce qui touche certaines matières de droit des gens, que l'on crée sous le nom d'Institut américain de droit international un organisme dont le but hautement affirmé est de travailler au développement du droit international, "de resserrer les liens entre les États, les rapprochant de plus en plus des bases de la justice, et de contribuer de la sorte à la consolidation de la paix." Saluons donc avec sympathie l'Institut nouveau, et souhaitons-lui une longue et triomphante carrière à côté de son aîné dont il est, dans une certaine mesure, une émanation, et auquel il est appelé à rendre des services sérieux.

Gand, 14 mai 1912.

XIX.—Opinion de M. Mil. R. Vesnitch,

ANCIEN MINISTRE DE LA JUSTICE, MINISTRE DE SERBIE EN FRANCE ET EN
BELGIQUE, MEMBRE DE LA COUR PERMANENTE D'ARBITRAGE DE LA HAYE,
MEMBRE DE L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL.

C'est avec une grande joie que je salue la création d'un nouveau foyer pour la culture du Droit international. Et je ne doute pas un seul moment que, due à l'initiative d'homme tels que J. B. Scott et A. Alvarez, la nouvelle association ne soit destinée à avoir un grand succès, vu le magnifique élan avec lequel le Nouveau Monde se ma-

nifeste sur tous les champs de l'activité intellectuelle. Je prends la permission, toutefois, de faire à ses distingués initiateurs deux observations. A l'enfant naissant et qui grandira très vite—j'en suis convaincu—je n'aurais pas donné le nom d'*Institut Américain de Droit International*, l'Institut de droit international ne devant être ni américain, ni européen, ni asiatique, etc., mais devant plutôt conserver, par le passé, son caractère général et universel. Si nos distingués collègues M. Scott et M. Alvarez tenaient à attacher la nouvelle association américaine à notre Institut, il y avait un moyen assez simple d'y arriver: c'était de former une société conformément aux statuts de l'Institut de Droit international; si cela était nécessaire, en vue de faciliter cette tâche, ces statuts pouvaient être soumis à une révision. Et en attendant celle-ci, l'*American Society of International Law* pourrait continuer à cultiver utilement notre science.

Ma seconde observation se rapporte au principe de fédération de l'Institut américain, à son organisation démocratique, en ce sens qu'il sera composé *d'un nombre égal de publicistes de chacune des Républiques de l'hémisphère occidental*.

La nouvelle société devant être une association scientifique, et ses membres et associés devant être choisis parmi les savants et les publicistes des Républiques américaines, j'avoue que je ne comprends pas très bien comment l'intérêt éminemment scientifique peut être concilié et mis en harmonie avec le principe de fédération, attendu que les États-Unis de l'Amérique du Nord, pour ne prendre qu'un exemple, ne sauraient être, à ce point de vue, mis sur le même pied que chacun des petits États de l'Amérique du Centre ou du Sud, la science du Droit international étant cultivée autrement dans la Grande Ré-

publique de langue anglaise et dans les petits États de langue espagnole ou portugaise.

Ceci en hâte et en toute franchise.

Paris, 23 mars 1913.

XX.—Opinion de M. André Weiss,

PROFESSEUR À LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS, VICE-PRÉSIDENT
DE L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Je ne puis qu'accueillir avec la plus vive sympathie le projet de création d'un Institut américain de droit international. Le Nouveau Monde affirme aujourd'hui sa force et sa maîtrise dans toutes les régions de l'activité humaine. Sur cette terre des réalisations gigantesques et rapides, surgissent des problèmes politiques et sociaux que notre vieux continent, héritier en même temps qu'esclave d'un lointain passé, n'a pas connus. Ces problèmes ont engendré des doctrines et des écoles, dont l'action, dont l'autorité grandit sans cesse, et dont l'Europe subit le contre-coup nécessaire. Un droit international américain est né, qui, sans se séparer du droit international universel, possède déjà en propre ses principes, ses procédés et ses méthodes. A ce droit international américain, dont M. Alvarez traçait naguère une magistrale esquisse, il est naturel que vienne correspondre un organe particulier, qui en sera la *viva vox* et l'expression la plus élevée, de même que l'Institut inauguré à Gand en 1873 est devenu, suivant la promesse de ses fondateurs, la conscience juridique des nations. Quelle compétence

pourrait égaler celle de l'Association projetée pour l'étude des questions internationales qui intéressent l'Amérique? Elle préparera, avec une impartiale sérénité, les travaux et les discussions des Conférences panaméricaines et des Conférences de La Haye; et, par cette collaboration à l'œuvre de son illustre devancier, elle se créera, elle aussi, des titres à la reconnaissance du monde civilisé; elle apparaîtra à tous comme un précieux instrument de concorde et de décentralisation scientifique, *justitiâ et pace*.

Paris, avril 1912.

XXI.—Opinion de M. J. Westlake.

PROFESSEUR HONORAIRE À L'UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE, MEMBRE DE LA COUR PERMANENTE D'ARBITRAGE DE LA HAYE, PRÉSIDENT D'HONNEUR DE L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL.

Je trouve excellent le projet de fondation d'un Institut américain de droit international. J'estime donc que tous ceux qui, dans quelque partie du monde, s'intéressent aux progrès du droit international doivent saluer cet Institut comme le bienvenu. Les membres de l'Institut actuel de droit international savent mieux que personne combien est vaste l'œuvre qu'ils ont entreprise; quelle coopération zélée elle demande pour élever les relations internationales au niveau strictement nécessaire, pour les maintenir toujours à ce niveau, pour assurer leur développement futur. Le groupement des internationalistes d'un continent en vue d'étudier les problèmes qui intéressent spécialement celui-ci sera une source unique de lumière: il fera naître des contributions théoriques de haute valeur;

peut-être même donnera-t-il naissance à des expériences qui élargiront nos connaissances pratiques. Il n'est pas à craindre que son existence entraîne une rivalité ou une scission dans les données reconnues de la justice. S'il arrive qu'une conscience unanime américaine reconnaisse des règles différentes de celles admises en Europe, cela tiendra uniquement, puisque l'humanité cultivée est une, à une différence dans les situations; lorsque les situations se heurteront, on cherchera, dans un esprit amical et réfléchi, les moyens de les concilier.

Londres, 7 mai 1912.

III
STATUTS
ET
RÈGLEMENT

STATUTS DE L'INSTITUT AMÉRICAIN DE DROIT INTERNATIONAL

ARTICLE I^{er}. *Nom*

Il est créé une association qui porte le nom : *Institut Américain de Droit International*.

ARTICLE II. *But*

L'Institut Américain de Droit International est une association scientifique sans caractère officiel.

Il se propose :

1^o.—de préciser les principes généraux du droit international existants, ou d'en formuler de nouveaux, en conformité de la solidarité qui unit les membres de la société des nations civilisées, en vue d'affermir ces liens et, notamment, les liens entre les peuples américains ;

2^o.—d'étudier les questions de droit international, particulièrement les questions de caractère américain, en s'efforçant de les résoudre, soit conformément aux principes généralement acceptés, soit en élargissant et en développant ces principes, ou en créant de nouveaux adaptés à la condition spéciale du Continent américain ;

3^o.—de trouver la méthode en vertu de laquelle les principes généraux ou particuliers du droit international peuvent être soumis à une codification, et d'élaborer des projets de codification sur les questions qui s'y prêtent ;

4^o.—de contribuer au triomphe des principes de justice et d'humanité qui doivent régir les relations des peuples, considérés comme nations, par un enseignement développé du droit international, notamment dans les universités américaines, des conférences et des discours, ainsi que des publications et tous autres moyens ;

5^o.—d'orienter l'étude du droit international dans un sens vraiment scientifique et pratique par une méthode en harmonie

avec les nécessités de la vie moderne et en tenant compte des problèmes de notre hémisphère et des doctrines américaines;

6°.—de contribuer, dans les limites de sa compétence et des moyens à sa disposition, soit au maintien de la paix internationale, soit à l'observation des lois de la guerre et à l'adoucissement de ses maux;

7°.—de faire progresser le sentiment de fraternité entre les Républiques du Continent américain, de manière à fortifier l'amitié et la confiance réciproque entre les citoyens des pays du nouveau monde.

ARTICLE III. *Composition*

L'Institut Américain de Droit International se compose de comités ou délégués des sociétés nationales de droit international établies dans les différentes Républiques américaines qu'il reçoit comme affiliées et dont il est le représentant perpétuel.

Il comprend :

- 1°.—des membres fondateurs;
- 2°.—des membres titulaires;
- 3°.—des membres d'office;
- 4°.—des membres correspondants.

Les membres fondateurs sont ceux qui ont accepté cette qualité en signant, en 1912, le projet qui maintenant forme les présents statuts.

Les membres titulaires, exclusivement choisis parmi les publicistes des différentes Républiques du Continent américain, sont élus par l'Institut, conformément à l'article suivant. Une même République n'en peut compter, simultanément, plus de cinq.

Quand le secrétaire général de la société nationale de droit international d'une République américaine ne fait pas personnellement partie de l'Institut, il en devient de plein droit membre d'office, c'est-à-dire au titre et pour le temps de sa fonction. Les membres d'office ont, en cette qualité, les mêmes droits que les membres titulaires.

Des jurisconsultes de nationalité non-américaine, qui, par leurs écrits ou leur action, auront contribué aux progrès du droit international, pourront être élus membres correspondants.

Les membres correspondants sont invités à toutes les sessions de l'Institut, avec les mêmes droits et privilèges que les membres américains. Toutefois ils n'ont, ni en matière administrative, ni même en matière scientifique, le droit de vote.

Ils sont appelés à donner leur opinion sur les questions soumises à l'examen de l'Institut, qui trouve en eux des collaborateurs actifs.

Ils sont exempts du droit d'entrée et de la cotisation annuelle.

Un même Etat n'en peut compter plus de trois.

ARTICLE IV. *Sociétés Nationales*

Les sociétés nationales organisées, dans chaque République américaine, pour l'étude et la vulgarisation du droit international, dont les membres sont des juristes versés dans le droit international, pourront s'affilier à l'Institut Américain. Les membres de ces sociétés jouissent de la faculté d'assister aux séances de l'Institut, mais sans délibérer ni voter.

Les sociétés nationales affiliées proposent, parmi leurs nationaux, les personnes qualifiées, pour être élues par l'Institut membres titulaires.

Les membres des sociétés nationales, qui font partie de l'Institut, constituent, dans leur pays, un comité chargé de la direction de la dite société, comité qui forme le trait d'union intellectuel de la société nationale et de l'Institut.

Le comité se met en communication, soit directement, soit par l'entremise du secrétaire général de la société nationale, avec le secrétaire général de l'Institut et lui envoie tous les travaux de la dite société ou lui indique l'état d'avancement où ils se trouvent.

Le secrétaire général de l'Institut communique les dits travaux, *in extenso*, en partie, ou en analyse, aux différentes sociétés nationales.

ARTICLE V. *Bureau*

Le Bureau de l'Institut se compose d'un président d'honneur, d'un président, d'un secrétaire général et d'un trésorier.

Avant la clôture de chaque session il est procédé à l'élection du président d'honneur et du président, qui restent en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs à la session suivante.

Provisoirement, l'application du § 2 précédent est suspendue jusqu'à ce que l'Institut en ait décidé autrement.

Les élections se font au scrutin uninominal, et les membres présents sont seuls reçus à voter. Toutefois les absents sont admis à envoyer leurs votes par écrit, sous pli cacheté. Pour être élus, les candidats doivent obtenir à la fois la majorité des votes des membres présents et la majorité de l'ensemble des votes valablement émis.

ARTICLE VI. *Conseil de Direction*

Un *Conseil de direction* constitue l'organe directeur de l'Institut.

Il se réunit à Washington, siège de l'Institut.

Il se compose du président, du secrétaire général et du trésorier, membres d'office, et de deux autres membres élus au début de chaque session et rééligibles.

Il a le droit de se compléter en élisant lui-même d'autres membres s'il l'estime nécessaire.

ARTICLE VII. *Secrétaire Général*

Le secrétaire général est élu par l'Institut pour trois sessions; il est rééligible.

Il est chargé de la rédaction des procès-verbaux de chaque séance, de toutes les publications de l'Institut, de la gestion courante, de la correspondance et de l'exécution des décisions, à moins que l'Institut n'y pourvoie autrement. Il a la garde du sceau et des archives. Au début de chaque session il présente un résumé des travaux de celle qui vient de s'écouler.

ARTICLE VIII. *Secrétaires Adjointes*

Sur la proposition du secrétaire général, l'Institut peut nommer un ou plusieurs secrétaires adjoints, chargés de l'assister dans l'exercice de ses fonctions ou de le remplacer en cas d'absence.

ARTICLE IX. *Trésorier*

Le trésorier est élu pour trois sessions; il est rééligible.

Il est chargé de la gestion financière, sous le contrôle du Conseil de direction. A chaque session il présente un rapport détaillé.

Deux membres sont désignés, dès la première séance, en qualité de commissaires-vérificateurs, pour présenter, au cours de la session, le résultat de leur examen des comptes du trésorier.

ARTICLE X. *Rapporteurs*

Le Conseil de direction saisit les sociétés nationales affiliées, ou nomme des rapporteurs, parmi ses membres, ou constitue des commissions pour l'étude préparatoire des questions qui doivent être soumises aux délibérations de l'Institut.

En cas d'urgence, le secrétaire général prépare lui-même les rapports.

ARTICLE XI. *Sessions*

Il y aura au moins une session de l'Institut tous les deux ans; mais, dans cet intervalle, le Conseil de direction peut convoquer l'Institut en session extraordinaire.

Dans chaque session, l'Institut désigne le lieu et l'époque de la session suivante. Il peut s'en remettre à cet égard au Conseil de direction.

ARTICLE XII. *Langues*

Le français, langue de l'Institut de droit international et des Conférences de la Paix, est également langue de l'Institut.

Mais l'espagnol, le portugais et l'anglais sont, de plein droit, employés au titre de langues nationales.

Tout document officiel destiné à la publication est traduit dans la langue ou les langues choisies par le Bureau.

ARTICLE XIII. *Publication des Travaux*

Après chaque session, l'Institut publie le compte rendu de ses travaux.

ARTICLE XIV. *Cotisations et Fonds*

Les frais de l'Institut sont couverts :

1°.—Par les cotisations des membres ainsi que par un droit d'entrée.

Les cotisations, à moins de dispositions contraires stipulées dans le règlement, sont d'un droit d'entrée de dix dollars et d'un droit annuel de cinq dollars. Les cotisations sont dues dès et y compris l'année de l'élection. Elles donnent droit à toutes les publications de l'Institut. Un retard de trois ans, non justifié, dans le paiement de la cotisation pourra être considéré comme équivalent à une démission.

2°.—Par des fondations et autres libéralités.

La formation progressive d'un fonds est proposée, dont les revenus seront consacrés aux dépenses des sessions, des publications, du secrétariat et des autres services réguliers.

ARTICLE XV. *Amendements*

Les présents statuts pourront être révisés ou amendés, en tout ou en partie, dans une session ordinaire, sur la demande de la majorité des membres présents et votants.

RÈGLEMENT DE L'INSTITUT AMÉRICAIN DE DROIT INTERNATIONAL

TITRE PREMIER

Membres

ARTICLE I^{er}

Les membres titulaires de l'Institut sont élus par lui sur la liste de noms présentée par la société nationale affiliée.

ARTICLE II

Quand il n'existe pas de société nationale affiliée, ou que la société existante néglige de présenter des candidats, l'Institut pourvoit aux nominations ou vacances comme il le juge convenable.

ARTICLE III

Les membres correspondants sont élus par l'Institut dans la séance consacrée à l'élection des membres titulaires, sur la proposition du Conseil de direction.

TITRE II

Travaux Préliminaires dans l'Intervalle des Sessions

ARTICLE IV

Par application de l'article X des statuts, le Conseil de direction met les questions à l'étude, soit en saisissant les sociétés nationales, soit en désignant; pour chaque question, deux rapporteurs, ou un rapporteur et une commission d'études.

Dans le premier cas, le sujet, avec ou sans questionnaire, est envoyé à chaque société nationale.

Si on nomme deux rapporteurs, ceux-ci préparent chacun un mémoire; puis l'un d'eux ou un troisième désigné par le Conseil de direction prépare un rapport sur la base et à l'aide des mémoires remis.

Si on désigne un rapporteur et une commission d'études, le rapporteur est tenu de se mettre en relations avec les membres de la commission avant le 31 décembre de l'année de sa nomination, pour leur soumettre ses idées et recevoir leurs observations.

Tout membre, qui en témoigne le désir, a le droit de faire partie de celles des commissions d'étude qu'il indique au secrétaire général.

ARTICLE V

Les sociétés nationales et les rapporteurs doivent communiquer leurs études ou rapports au secrétaire général en temps utile pour que ceux-ci puissent être publiés et distribués avant la session où ils doivent être discutés.

Le secrétaire général ne pourvoit ni à l'impression ni à la distribution d'autres travaux rédigés soit par les rapporteurs, soit par les membres des commissions ou de l'Institut: ces travaux ne sont publiés qu'exceptionnellement et en vertu d'une décision expresse de l'Institut ou du Conseil de direction.

TITRE III

Des Sessions

ARTICLE VI

Il ne peut y avoir plus d'une session par an: l'intervalle entre les deux sessions ne doit excéder deux ans.

Dans chaque session, l'Institut désigne le lieu et l'époque de la session suivante. Cette désignation peut être remise au Conseil de direction (Statuts, Article XI). Dans ce cas, le secrétaire général donne avis, au moins quatre mois à l'avance, aux sociétés nationales affiliées à l'Institut, du lieu et de la date fixés.

ARTICLE VII

L'ordre du jour de la session est arrêté par le Conseil de direction et porté le plus tôt possible par le secrétaire général à la connaissance des sociétés nationales.

A l'ordre du jour doivent être joints le résumé de l'état d'avancement des travaux préparatoires, ainsi que tous autres renseignements pouvant faciliter la tâche des membres participant à la session.

ARTICLE VIII

Les membres, désireux de proposer l'étude de nouvelles questions sont invités à saisir le Conseil de direction de leurs communications dès le début de la session. Cette invitation doit être faite par le président à l'ouverture des sessions.

ARTICLE IX

Le président fixe, après avoir consulté le Conseil de direction et les rapporteurs, l'ordre dans lequel les sujets doivent être traités; mais l'Assemblée reste toujours maîtresse de son ordre du jour.

TITRE IV

Des Séances

ARTICLE X

Les séances sont consacrées aux travaux scientifiques.

Les membres titulaires et les membres correspondants y participent. Les premiers ont voix délibérative; les seconds, voix consultative.

Les séances ne sont pas publiques; toutefois, le Conseil de direction peut admettre à y assister les autorités et la presse locales, de même que les personnalités qui en font la demande.

ARTICLE XI

S'il n'en est autrement résolu par une décision spéciale du Conseil de direction, le président aussitôt après l'ouverture de la première séance, prononce un discours.

Le secrétaire général présente un résumé des travaux de la dernière session et donne connaissance des noms des secrétaires auxiliaires ou rédacteurs qu'il a désignés pour le seconder dans la rédaction des procès-verbaux de la session.

Les secrétaires auxiliaires ou rédacteurs ne sont en fonctions que pour la durée de la session.

ARTICLE XII

Le trésorier est ensuite invité à déposer les comptes de l'Institut, et il est procédé immédiatement à l'élection de deux commissaires-vérificateurs pour examiner les comptes du trésorier. Les commissaires font leur rapport au cours de la session (Article IX des Statuts).

ARTICLE XIII

Chaque séance s'ouvre par la lecture du procès-verbal de la séance précédente.

Il est dressé un procès-verbal particulier pour chaque séance, alors même qu'il y aurait eu plusieurs séances dans un même jour; mais le procès-verbal des séances du matin est lu seulement à l'ouverture de la séance du lendemain.

Les membres présents approuvent ou redressent le procès-verbal. Des rectifications ne peuvent être demandées que sur des points de rédaction, des erreurs ou des omissions: une décision ne peut pas être modifiée à l'occasion du procès-verbal.

Le procès-verbal de la dernière séance d'une session est approuvé par le président.

ARTICLE XIV

Si le Conseil de direction estime utile de considérer d'urgence une matière il peut en proposer la discussion immédiate; et si la majorité des membres présents accepte l'urgence, un vote sur le fond peut intervenir au cours de cette session; autrement, la proposition est ajournée de plein droit à la session suivante.

ARTICLE XV

Des commissions peuvent être nommées en séance pour l'examen de certaines questions; ces commissions peuvent à leur tour nommer des sous-commissions.

ARTICLE XVI

Les propositions des rapporteurs et des commissions forment la base des délibérations dans les séances.

Les membres des commissions ont le droit de compléter et de développer leur opinion particulière.

ARTICLE XVII

La discussion est ensuite ouverte. Elle a lieu dans les langues indiquées dans l'article XII des statuts.

Sur la demande des membres, la discussion peut être résumée en français.

ARTICLE XVIII

Nul ne peut prendre la parole sans l'avoir obtenue du président.

Celui-ci inscrit successivement les noms des membres qui demandent la parole et l'accorde à chacun d'eux dans l'ordre d'inscription.

Toutefois, les rapporteurs ne sont point assujettis au tour d'inscription dans la discussion de la question sur laquelle ils ont fait un rapport; il en est de même du président de la commission.

ARTICLE XIX

La lecture d'un discours est interdite, sauf autorisation spéciale du président.

ARTICLE XX

Si un orateur s'écarte trop du sujet de la délibération, le président le rappelle à la question.

ARTICLE XXI

Toutes propositions, tous amendements sont remis, par écrit, au président.

ARTICLE XXII

Si, pendant une délibération, il est fait une motion d'ordre, la discussion principale est interrompue jusqu'à ce que l'assemblée ait statué sur cette motion.

ARTICLE XXIII

La clôture de la discussion peut être proposée. Elle ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux tiers de l'assemblée.

Si la parole n'est plus demandée ou si la clôture a été résolue, le président déclare la discussion close; à partir de ce moment la parole ne peut plus être accordée à personne, sauf exceptionnellement au rapporteur ou au président de la commission.

ARTICLE XXIV

Avant de faire procéder au vote, le président soumet à l'assemblée l'ordre dans lequel les questions seront mises aux voix. S'il y a réclamation, l'assemblée statue immédiatement.

ARTICLE XXV

Les sous-amendements sont mis aux voix avant les amendements, et ceux-ci avant la proposition principale. On ne considère pas comme amendements les propositions de rejet pur et simple.

Lorsqu'il y a plus de deux propositions principales coordonnées, elles sont toutes mises aux voix les unes après les autres, et chaque membre peut voter pour l'une d'elles. Lorsqu'on a ainsi voté sur toutes les propositions, si aucune d'elles n'a obtenu la majorité, les membres décident par un nouveau scrutin, laquelle des deux propositions qui ont eu le moins de voix doit être éliminée. On oppose ensuite les autres propositions les unes aux autres, jusqu'à ce que l'une d'entre elles, demeurée seule, puisse faire l'objet d'un vote définitif.

ARTICLE XXVI

L'adoption d'un sous-amendement n'oblige pas à voter pour l'amendement lui-même; et l'adoption d'un amendement n'engage pas davantage en faveur de la proposition principale.

ARTICLE XXVII

Lorsqu'une proposition est susceptible d'être divisée, chacun peut demander le vote par division.

ARTICLE XXVIII

Lorsque la proposition en délibération est rédigée en plusieurs articles, il est procédé d'abord à une discussion générale sur l'ensemble de la proposition.

Après la discussion et le vote des articles, il est procédé au vote sur l'ensemble. Ce vote peut être remis à une séance ultérieure.

ARTICLE XXIX

Les votes ont lieu à mains levées.

Nul n'est tenu de prendre part à un vote. Si une partie des personnes présentes s'abstient, c'est la majorité des votants qui décide.

En cas de partage de voix, la proposition est considérée comme rejetée.

ARTICLE XXX

Le vote doit avoir lieu par appel nominal si cinq personnes en font la demande. Il y a toujours lieu à l'appel nominal sur l'ensemble d'une proposition d'ordre scientifique.

Le procès-verbal mentionne les noms des membres qui ont voté *pour* ou *contre* et les noms de ceux qui se sont abstenus.

ARTICLE XXXI

L'Institut peut décider qu'il y a lieu de procéder à une seconde délibération, soit au cours de la session, soit dans la session suivante, ou qu'il y a lieu de renvoyer ses décisions à une commission de rédaction qu'il désigne lui-même ou dont il confie la désignation au Conseil de direction.

APPENDICE

Appendice

BUREAU ET MEMBRES DE L'INSTITUT AMÉRICAIN DE DROIT INTERNATIONAL

BUREAU

ELIHU ROOT, *Président d'honneur*
JAMES BROWN SCOTT, *Président*
ALEJANDRO ALVAREZ, *Secrétaire général*
LUIS ANDERSON, *Trésorier*

CONSEIL DE DIRECTION

ELIHU ROOT
JAMES BROWN SCOTT
ALEJANDRO ALVAREZ
LUIS ANDERSON
ANTONIO SANCHEZ DE BUSTAMANTE
JOAQUIN D. CASASUS¹

COMMISSION PERMANENTE D'ETUDE POUR LES QUESTIONS DE NEUTRALITÉ

Le Conseil de Direction

MEMBRES FONDATEURS

Argentine (République): LUIS M. DRAGO
Bolivie: ALBERTO GUTIERREZ
Brésil: RUY BARBOSA
Chili: ALEJANDRO ALVAREZ
Colombie: ANTONIO JOSÉ URIBE
Costa-Rica: LUIS ANDERSON
Cuba: ANTONIO SANCHEZ DE BUSTAMANTE
Dominicaine (République): ANDRÉS J. MONTOLIO
Equateur: RAFAEL ARIZAGA

¹Décédé le 25 février 1916.

Etats-Unis d'Amérique: JAMES BROWN SCOTT

Guatemala: ANTONIO BATRES JÁUREGUI

Haïti: J. N. LÉGER

Honduras: ALBERTO MEMBREÑO

Mexique: JOAQUIN D. CASASUS (*décédé*)

Nicaragua: SALVADOR CASTRILLO

Panama: FEDERICO BOYD

Paraguay: MANUEL GONDRA

Pérou: RAMON RIBEYRO

Salvador: RAFAEL S. LOPEZ (*décédé*)

Uruguay: CARLOS M. DE PENNA

Vénézuéla: JOSÉ GIL FORTOUL

MEMBRES TITULAIRES

Argentine (République)

EDUARDO BIDAU

CARLOS OCTAVIO BUNGE

LUIS M. DRAGO

JOAQUIN V. GONZALEZ

EDUARDO SARMIENTO LASPIUR

Bolivie

DANIEL SANCHEZ BUSTAMANTE

ALBERTO GUTIERREZ

ALBERTO DIEZ DE MEDINA

CLAUDIO PINILLA

VICTOR E. SANJINES

Brésil

CLOVIS BEVILAQUA

LAURO MÜLLER

RODRIGO OCTAVIO

MANOEL CICERO PEREGRINO DA SILVA

EPITACIO PESSOA

Chili

ALEJANDRO ALVAREZ

LUIS BARROS BORGOÑO

ANTONIO HUNEEUS

EDUARDO SUAREZ MUJICA

ELIODORO YAÑES

Colombie

NICOLAS ESGUERRA
ANTONIO JOSÉ URIBE
FRANCISCO JOSÉ URRUTIA
ADOLFO URUETA
JOSÉ MARIA GONZALEZ VALENCIA

Costa-Rica

LUIS ANDERSON
RICARDO GIMENES
LEONIDAS PACHECO
MANUEL CASTRO QUESADA
C. GONZALEZ VIQUES

Cuba

ANTONIO SANCHEZ DE BUSTAMANTE
PABLO DESVERNINE
OCTAVIO GIBERGA
FERNANDO SANCHEZ DE FUENTES
RAFAEL MONTORO

Dominicaine (République)

FEDERICO HENRIQUES CARVAJAL
MANUEL J. TRONCOSO DE LA CONCHA
MANUEL ARTURO MACHADO
ANDRES J. MONTOLIO
ADOLFO ALEJANDRO NOUEL

Equateur

RAFAEL MARIA ARIZAGA
ALEJANDRO CARDENAS
GONZALO S. CORDOVA
VICTOR MANUEL PEÑAHERRERA
JOSÉ LUIS TAMAYO

Etats-Unis d'Amérique

ROBERT BACON
ROBERT LANSING
ELIHU ROOT
LEO S. ROWE
JAMES BROWN SCOTT

Guatemala

MARIANO CRUZ
 ANTONIO BATRES JAUREGUI
 JOSÉ MATOS
 ALBERTO MENCOS
 CARLOS SALAZAR

Haïti

LOUIS BORNO
 EDMOND HÉRAUX
 PIERRE HUDICOURT
 JACQUES N. LÉGER
 SOLON MÉNOS

Honduras

FAUSTO DAVILA
 ALBERTO MEMBREÑO
 ALBERTO UCLÉS
 RICARDO DE J. URRUTIA
 MARIANO VÁSQUEZ

Mexique

FRANCISCO DE LA BARRA
 MANUEL CALERO
 JOAQUIN D. CASASUS¹
 VICTOR MANUEL CASTILLO
 PEDRO LASCURAIN

Nicaragua

MODESTO BARRIOS
 ALEJANDRO CESAR
 PEDRO GONZALEZ
 CARLOS CUADRA PASOS
 MAXIMO H. ZEPEDA

Panama

RICARDO J. ALFARO
 HARMODIO ARIAS
 EUSEBIO A. MORALES
 BELISARIO PORRAS
 RAMON M. VALDES

¹Décédé le 25 février 1916.

Paraguay

EUSEBIO AYALA
CECILIO BAEZ
MANUEL GONDRA
ANTOLIN IRALA
FULGENCIO R. MORENO

Pérou

ISAAC ALZAMORA
VICTOR M. MAURTUA
SOLON POLO
RAMON RIBEYRO
MANUEL V. VILLARÁN

Salvador

SALVADOR GALLEGOS
ALONSO REYES GUERRA
VICTOR JEREZ
MANUEL I. MORALES
FRANCISCO MARTINEZ SUAREZ

Uruguay

DANIEL GARCIA ACEVEDO
MANUEL ARBELAIZ
JUAN ANTONIO BUERO
ADOLFO BERRO GARCIA
JUAN ZORILLA DE SAN MARTIN

Vénézuëla

SIMON BARCELÓ
ARMINIO BORJAS
JESUS ROJAS FERNANDEZ
JOSÉ GIL FORTOUL
F. ARROYO PAREJO

Table des Matières

	Pages
Liste des Membres Fondateurs.....	1

NOTES ADRESSÉES AUX MEMBRES FONDATEURS

Lettre adressée par M. James Brown Scott à M. Elihu Root, Sénateur des États-Unis, le 3 juin 1911.....	7
Première Note Confidentielle sur le Projet de Création d'un Institut Américain de Droit International, le 10 octobre 1911	13
Deuxième Note Confidentielle, le 4 juillet 1912.....	19
Note sur la Fondation d'un Institut Américain de Droit Inter- national, le 12 octobre 1912.....	24
Note sur l'Institut Américain de Droit International et les Sociétés Nationales Affiliées, le 22 février 1915.....	32
Annexe: Projet de Statuts d'une société nationale: Statuts de la Société Chilienne de Droit International	50

OPINIONS DES PUBLICISTES EUROPÉENS

L'Institut Américain de Droit International.—Article de M. A. de Lapradelle	57
La Fondation de l'Institut Américain de Droit Internatio- nal.—Article de M. Paul Fauchille.....	66
Opinions de MM. Asser, von Bar, Catellani, Dupuis, Fau- chille, Fiore, Gram, Hagerup, Hammar skjöld, Kebedgy, Lammasch, Lawrence, von Liszt, de Louter, Oppenheim, Pillet, Politis, Albéric Rolin, Vesnitch, Weiss, Westlake..	78

STATUTS ET RÈGLEMENT

Statuts	133
Règlement	139

APPENDICE

Bureau et Membres.....	149
------------------------	-----



